
U d'/of OTTAWA
39003002667607

A Monsieur Gréard, membre de l'Institut,
vice Recteur de l'Académie de Paris,
Hommage de l'auteur
Émile Beaussire

LA

GUERRE ÉTRANGÈRE

ET LA

GUERRE CIVILE

EN 1870 ET EN 1871

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR :

La liberté dans l'ordre intellectuel et moral, études de droit naturel. 1866. 1 fort vol. in-8. . . . . 7 fr.

Antécédents de l'hégélianisme dans la philosophie française. — Dom Deschamps, son système et son école. In-18. *(Bibliothèque de philosophie contemporaine)* . . . . 2 fr. 50

Coulommiers. — Typog. A. MOUSSIN

LA

GUERRE ÉTRANGÈRE

ET LA

GUERRE CIVILE

EN 1870 ET EN 1871

PAR ÉMILE BEAUSSIRE

Professeur de philosophie au lycée Charlemagne,
Membre de l'Assemblée nationale



Sine ira et studio.

PARIS
LIBRAIRIE GERMER-BAILLIÈRE,
17, RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE

1871

AVANT-PROPOS

Ces pages n'ont pas la prétention d'être une histoire. Ce ne sont que des tableaux, où les sentiments et les idées tiennent plus de place que les faits matériels. On a cherché à y peindre l'état moral de la France depuis la déclaration de guerre à la Prusse jusqu'à la chute de la Commune.

Chacun de ces tableaux a été tracé en présence des événements auxquels il se rapporte. Ils ont paru en grande partie dans la Revue des Deux-Mondes. Ils sont reproduits avec quelques modifications, de forme plutôt que de fond, et des additions assez importantes, la plupart contemporaines des morceaux précédemment publiés.

L'auteur croit avoir eu le mérite, dont quelques-uns lui feront sans doute un grief, d'avoir gardé son sang-froid au milieu de désastres et de crimes qui ont soulevé dans tant de cœurs généreux les plus

excusables colères. Peut-être doit-il à cette absence de passion une certaine clairvoyance. Il a pu du moins revoir des jugements vieux de plusieurs mois (et dans des temps comme ceux-ci les mois valent des années), sans y rien regretter pour le ton comme pour l'esprit.

On y trouvera des paroles de haine, mais de la haine la plus légitime et, j'ose le dire, la moins aveugle. La guerre étrangère et la guerre civile nous ont donné un double sujet de haïr. Vis-à-vis de l'ennemi extérieur nous ne faisons que répondre à l'injuste animosité dont nous avons ressenti, dont nous ressentons encore les cruels effets. Nous pouvons estimer, nous pouvons même aimer les Allemands pris individuellement; le peuple allemand, comme peuple, reste pour nous un ennemi, et, même en écartant tout projet de revanche, nous lui devons toutes les marques d'inimitié qui peuvent se concilier avec notre intérêt, la justice et le respect de la paix jurée.

Vis-à-vis des ennemis intérieurs, notre haine doit se porter sur les choses beaucoup plus que sur les personnes. Maudissons sans ménagement les erreurs qui nous ont perdus; ne refusons pas notre indulgence à ceux qui ont commis ces erreurs, quand elles n'ont pas été de véritables crimes. Ils y

ont droit, non-seulement comme nos concitoyens, mais, parce que nul, dans cette lugubre succession de désastres, ne peut se dire exempt de fautes. La Commune, tout abominable qu'elle a été (et je ne suis pas de ceux qui lui cherchent des excuses ou des circonstances atténuantes), peut rejeter une part de sa responsabilité sur le gouvernement du 4 septembre, et ce gouvernement lui-même, dont il ne faut méconnaître ni les bonnes intentions ni les actes honorables, n'a fait aucune faute qui n'ait été préparée et rendue presque inévitable par la politique insensée de l'Empire, c'est-à-dire par une politique à laquelle est attachée la responsabilité de la France entière. Les récriminations personnelles sont hors de saison, quand chacun doit se battre la poitrine.

De cette solidarité de tous dans les malheurs publics doit résulter une leçon de modestie et de tolérance mutuelle, non une invitation au découragement. On ne trouvera pas ici ces appréciations pessimistes qui ne sont trop souvent qu'un prétexte pour se dispenser de tout devoir. Je n'ai jamais désespéré de la France et j'en désespère moins que jamais. Elle s'est soutenue et en partie relevée dans des situations où bien peu de nations auraient évité un complet naufrage ; il est encore en son pouvoir

de se retenir sur la pente de la décadence. Elle n'a besoin que d'avoir foi en elle-même, non cette foi qui n'agit point, comme dit le poète, mais la foi féconde en œuvres, qui repose sur la conscience éclairée de tout ce qu'on peut et sur la résolution énergique de faire tout ce qu'on doit. Mettre en lumière cette vertu maîtresse là où elle n'a pas cessé de se déployer pour le salut de la patrie ; la ranimer là où elle est restée inconsciente ou endormie, tel est le but de ce volume.

1er Novembre 1871.

LA

GUERRE ÉTRANGÈRE

ET LA

GUERRE CIVILE

PREMIÈRE PARTIE

LA GUERRE ÉTRANGÈRE

LA HAINE NATIONALE ENTRE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE

Toute guerre semble devoir engendrer des haines nationales. Des griefs purement politiques ne touchent que le petit nombre ; les masses ne comprennent bien la guerre et n'en acceptent aisément les sacrifices que sous la forme d'injustices à punir ou d'injures à venger. Aussi, dès qu'une rupture est imminente entre deux peuples, tout ce qui peut les exciter l'un contre l'autre trouve aisément crédit des deux parts. Toutes les rancunes de date ancienne ou récente se ramassent en un seul sentiment de colère, que viennent bientôt alimenter les violences trop réelles inséparables de l'état de guerre. Ces

haines si subitement écloses tombent en général avec le motif qui les a fait naître. La paix ramène des intérêts et des besoins qui s'accommodent mal de ces sentiments. La guerre d'ailleurs, par un effet qui peut d'abord paraître contradictoire, travaille souvent à les affaiblir : en rapprochant ceux qu'elle met aux prises, elle leur apprend à se connaître, à s'estimer. Tout en s'entre-tuant, ils se sentent unis par la communauté des devoirs, et la lutte des armes leur donne l'occasion de rivaliser des mêmes vertus. Or ces vertus, auxquelles aucune armée n'est entièrement étrangère, sont à la fois les plus nobles et les plus sympathiques. La générosité, la bonté, s'y joignent à l'honneur et au courage. Vainqueur ou vaincu, il en coûte d'autant moins de rendre hommage à ces qualités chez un adversaire que c'est une façon de rehausser sa victoire ou d'atténuer sa défaite. L'estime se changera même en un sentiment plus doux, si, prisonnier ou blessé, on a été l'objet de soins, d'égards, d'attentions délicates. Ici le rapprochement se fera non plus seulement de soldat à soldat, mais de famille à famille, et par là de peuple à peuple. On a beau détester en masse l'ennemi de son pays, on ne peut que faire exception pour le médecin, le prêtre, la sœur de charité, qui ont pansé les plaies et adouci la captivité d'un fils, d'un frère ou d'un mari, et quand de telles exceptions se multiplient, la haine générale

s'efface sous les dettes particulières de reconnaissance qui se contractent entre les belligérants.

Pour maintenir une animosité durable, il faut une longue série de guerres, et il faut aussi dans la paix elle-même une constante rivalité d'ambition ou d'intérêts. Telle était l'opposition séculaire de l'Angleterre et de la France. Deux fois envahis par une coalition de toute l'Europe, nous n'en voulions qu'aux Anglais de nos revers et de notre amoindrissement. Seuls, ils avaient été nos irréconciliables ennemis des premiers jours de la révolution aux derniers jours de l'empire, et, si nous remontions le cours de notre histoire, nous les rencontrions partout, sous les Bourbons comme sous les Valois, menaçant tour à tour notre indépendance nationale, nos possessions lointaines et notre influence politique dans le monde. Nous n'étions devenus une nation qu'en luttant contre eux, et la haine que nous leur portions semblait faire partie de notre patriotisme. Toutefois cette haine traditionnelle s'était bien affaiblie depuis une vingtaine d'années. Les esprits positifs étaient fiers de s'en dégager au nom des intérêts de toute sorte qu'elle compromettait. Les esprits libéraux la repoussaient à meilleur titre comme un obstacle aux progrès de la civilisation, qui ne pouvait trouver de plus sûre garantie que dans la cordiale alliance des deux nations les plus éclairées de l'Europe. Réconciliés avec les Anglais, nous ne

voyions plus autour de nous que des nations amies, et la France se plaisait à espérer, sinon la paix perpétuelle, du moins des guerres toutes politiques, circonscrites dans leur objet, modérées dans leurs effets, soit pour les populations, soit pour les combattants eux-mêmes, et laissant place des deux côtés à l'espoir d'un prompt et honorable arrangement.

La France est tombée tout d'un coup de ces illusions dans une guerre implacable avec l'Allemagne, où elle a rencontré dès le début et où, par un trop juste retour, elle a été entraînée à porter elle-même plus de haine que n'en avaient montré des rivalités de plusieurs siècles. C'est là un fait sans précédents qui appelle toute notre attention et dont nous devons, autant que possible, sans passion comme sans faiblesse, calculer toute la portée. Rien de plus clair que cette haine couvée par nos ennemis depuis plus d'un siècle et telle qu'elle n'a jamais été certainement partagée par nous avec une égale intensité, même depuis la dernière guerre. Essayons de nous rendre compte de ses origines et de ses conséquences futures en recherchant quels peuvent être les griefs respectifs des deux nations.

CHAPITRE I

ORIGINE DE LA HAINE DES ALLEMANDS CONTRE LES FRANÇAIS

Les Allemands nous appellent « l'ennemi héréditaire (*Erbfeind*). » Leur haine érudite trouve des prétextes jusque dans les temps les plus reculés. Un homme d'Etat positif comme M. de Bismark veut bien ne nous demander raison que des conquêtes de Louis XIV; mais près de lui des professeurs se font écouter en nous reprochant la victoire de Tolbiac ou le meurtre du dernier des Hohenstaufen. Les savants de Berlin qui réveillent aujourd'hui contre nous de tels souvenirs et qui les font entrer dans l'éducation aussi vindicative que pédante qu'ils donnent à leurs compatriotes, faussent singulièrement l'histoire. Jusqu'au XVIIIe siècle, il n'y a point de haine entre l'Allemagne et la France. Des querelles, des guerres, ont pu se produire entre des Français et des Allemands, elles n'ont jamais armé l'un

contre l'autre les deux peuples pris dans leur ensemble, et presque toujours quand ils comptaient des soldats dans des camps opposés, ils en comptaient dans les mêmes camps. Notre ennemi constant dans les trois derniers siècles, ce n'était pas l'Allemagne, c'était l'Empire, que l'Allemagne prétend rétablir aujourd'hui, mais contre lequel elle ne cessait pas alors d'invoquer notre appui, bien loin d'épouser sa cause et de se confondre avec lui. « Le plus brillant et le plus vain ornement de l'Allemagne, disait encore Herder à la fin du XVIIIe siècle, fut la couronne impériale. Seule, elle a fait plus de mal à ce pays que toutes les expéditions des Tartares, des Hongrois et des Turcs [1]. »

L'ancienne Allemagne n'a connu que des guerres civiles, et si son territoire a sans cesse été dévasté par des armées étrangères, dont aucun parti ne se faisait alors scrupule d'invoquer le concours, elle ne pouvait leur imputer aucun excès dont ses propres enfants, dans les mêmes guerres, n'eussent donné l'exemple. Si Heidelberg maudit notre Turenne, Magdebourg ne se souvient qu'avec horreur du Bavarois Tilly. Des provinces allemandes ont plus d'une fois été le prix des services rendus par l'étranger; mais de telles conquêtes n'avaient rien

[1] *Idées sur la philosophie de l'histoire*, traduction de M. Edgar Quinet, t. III. p. 336.

d'odieux pour des populations qui n'avaient pas encore l'idée d'une nationalité allemande, qui ne connaissaient que le droit féodal, l'assimilation d'un pays, avec tous ses habitants, à une propriété qui se transmet des pères aux enfants, que les filles en se mariant portent dans d'autres familles, et qui se prête indifféremment à toute espèce de cession à titre gratuit ou onéreux. Ni l'incendie du Palatinat ni l'occupation de l'Alsace n'avaient éloigné de l'alliance française les peuples allemands; ils n'ont pas cessé jusqu'à notre siècle de considérer cette alliance comme la plus sûre garantie de leurs libertés, et ceux qu'en détachait momentanément une fausse politique ne laissaient voir à l'égard de la France elle-même aucune trace d'inimitié.

C'est seulement vers le milieu du XVIIIe siècle que se sont produits les premiers germes de la haine dont nous ressentons aujourd'hui les effets. Cette haine, à son origine, a été toute littéraire; elle est née avec la littérature allemande, dont elle n'a fait d'abord que préparer l'émancipation. Le goût français régnait sans partage en Allemagne. Il n'y avait de lecteurs ou de spectateurs que pour les œuvres traduites ou imitées de nos classiques. Les princes et leurs courtisans dédaignaient la langue allemande; ils affectaient de s'exprimer en français, de s'entourer de Français, de ne lire que des livres français. Frédéric II se faisait l'imitateur et le flatteur

de Voltaire ; il n'était pas moins ambitieux de prendre rang parmi nos poètes que de vaincre nos généraux. Cette invasion de l'Allemagne tout entière par notre littérature eut plus d'efficacité pour provoquer un mouvement national que ne l'avait fait la politique de Louis XIV. La réaction commença en Suisse, sans grand éclat, avec l'honnête Bodmer; deux hommes de génie, Klopstock et Lessing, s'en emparèrent bientôt, et en peu d'années lui gagnèrent toute la jeunesse lettrée dans tous les pays de langue allemande. Le premier a donné à l'Allemagne une poésie nationale; le second a créé de toutes pièces la critique allemande, avec toutes les qualités qui l'ont honorée, et aussi, il faut bien le dire, avec la passion qui n'a pas cessé de l'animer : la haine de l'esprit français.

Cette haine se montre partout dans Lessing. Compose-t-il ses fables, il en fait une critique en action de celles de la Fontaine, et pour que ses coups portent plus sûrement, il y joint une théorie de la fable qui n'est d'un bout à l'autre qu'une polémique acerbe et dédaigneuse contre notre grand fabuliste. Écrit-il ce beau livre de *Laocoon*, où il a marqué si profondément les limites propres des différents arts, il s'arrête à comparer une mauvaise pièce de Châteaubrun avec un des chefs-d'œuvre de Sophocle pour se donner le plaisir de s'écrier : « O le Français, à qui ont manqué absolument et l'intelligence pour comprendre et le

cœur pour sentir de telles beautés! » C'est surtout dans la *Dramaturgie de Hambourg* que Lessing fait au goût français une guerre à outrance. On sait l'origine de cet ouvrage. Les promoteurs de l'émancipation littéraire de l'Allemagne avaient compris de bonne heure que cette émancipation ne pouvait être assurée que par un théâtre national. Différentes tentatives avaient échoué, quand une entreprise qui semblait offrir des chances plus sérieuses de succès s'annonça en 1767 à Hambourg. Lessing fut appelé pour rendre compte des représentations et attirer sur elles l'attention sympathique de l'Allemagne tout entière. La réunion de ses feuilletons dramatiques, comme nous dirions aujourd'hui, a formé la *Dramaturgie*. Le théâtre de Hambourg, dans la pensée des fondateurs, faisait appel aux pièces allemandes : elles ne vinrent pas, ou furent médiocrement goûtées du public. Il fallut se rabattre sur les seuls ouvrages qui, en Allemagne comme dans le reste de l'Europe, fussent en possession de plaire : au lieu de signaler à ses compatriotes des chefs-d'œuvre nationaux, Lessing fut réduit presque toujours à critiquer des pièces françaises. Il n'y perdait rien pour le but qu'il poursuivait. La *Dramaturgie* lui fut une occasion pour attaquer le goût français sur le terrain où sa domination était le plus incontestée, dans l'art dramatique. Toujours partiales, ses critiques sont souvent très-pénétrantes. Nous en avons profité comme

les Allemands eux-mêmes. Lessing a été, depuis les dernières années du XVIII[e] siècle, un de nos maîtres (nous l'avons reconnu sans mauvaise grâce et même avec une sorte d'empressement) ; mais nous pouvons lui appliquer l'épithète du pédagogue d'Horace : *plagosus Orbilius*. Ses coups tombent sans ménagement sur tout notre théâtre classique ; ils n'épargnent pas plus un chef-d'œuvre de Corneille qu'une comédie de Sainte-Foix ou de Legrand. Si même son ton s'adoucit quelquefois, c'est à l'égard des écrivains de troisième ordre ; il n'en veut qu'à ceux qui règnent sur les théâtres de l'Allemagne comme sur ceux de la France, et avant tout au plus puissant, sinon au plus grand, à Voltaire. Ce n'est pas contre l'ambition de Louis XIV au XVII[e] siècle, c'est contre la royauté de Voltaire au XVIII[e] qu'un véritable cri d'indépendance a été poussé pour la première fois en Allemagne. Il semblait que le génie allemand ne pût se déployer en liberté qu'après avoir détrôné cet arbitre du goût, qui souhaitait aux Allemands

Plus d'esprit et moins de consonnes.

Lessing revient sans cesse à la charge contre Voltaire ; quand il ne le critique pas comme poète, il prend à tâche de réfuter ses théories littéraires, et il le poursuit jusque dans ses idées philosophiques. Il était pourtant en philosophie assez près de Voltaire : il détestait l'intolérance, et son Dieu n'était celui

d'aucune église exclusive ; mais l'irréligion dans les sentiments et surtout dans le langage lui était antipathique, et il éprouvait d'ailleurs le besoin de protester contre l'envahissement du scepticisme français par le même esprit d'indépendance qui lui faisait repousser en littérature la domination du goût français.

Tel est en effet le point de vue constant de Lessing. Il n'a rien du patriotisme étroit et jaloux qui s'est produit plus tard dans son pays. C'est un cosmopolite, comme tous les grands esprits du XVIIIe siècle; c'est l'indépendance de la pensée humaine, non de la pensée allemande, qu'il prétend défendre contre la suprématie intellectuelle de l'esprit français. Il se console aisément de ne pouvoir opposer à cette suprématie des chefs-d'œuvre allemands en l'abaissant devant la perfection du génie grec ou la puissance créatrice du génie anglais, en exaltant un Sophocle ou un Shakspeare aux dépens d'un Corneille ou d'un Voltaire. Tel est aussi le point de vue de la jeune génération qui marcha bientôt sur ses traces avec un jugement moins sûr. Ce qu'elle hait surtout dans l'esprit français, c'est le culte de la règle et la passion des idées générales. L'indépendance qu'elle réclame est celle de la fantaisie individuelle, du génie sans frein comme sans loi. La *fièvre de Werther* commence, avec sa double antipathie pour le *philistin* allemand et pour l'*homme de goût* français. La première s'affirme avec éclat au dedans ; la seconde

saisit toutes les occasions de rompre des lances avec l'ennemi du dehors.

De tout temps, les étudiants allemands ont recherché l'hospitalité des universités françaises. Avec ce mélange d'esprit pratique et de sentiments systématiques dont leur race a le secret, ils savent tirer profit de nos écoles en gardant un profond dédain pour la science qu'on y enseigne. Ce dédain se montrait déjà sans réserve dans la petite colonie allemande que possédait, il y a une centaine d'années, l'université de Strasbourg. Les idées et les sentiments que se plaisaient à étaler ces étudiants en face de leurs condisciples français nous ont été exposés par l'un d'eux qui allait devenir la personnification la plus brillante et la plus complète du génie allemand. Gœthe n'avait pas à vingt ans cette sérénité olympienne qui se refusait, quarante ans plus tard, aux entraînements d'un patriotisme haineux. Il partageait toute l'effervescence de cette période des tempêtes et des efforts (*Sturm-und-Drang-Period*). Il reconnaît que nulle université d'Allemagne ne lui eût permis de se préparer aussi sûrement et aussi vite à ses examens de droit qu'il le fit dans une université française ; mais cet avantage tout pratique ne le rendait pas plus indulgent pour le peuple dont il était l'hôte. Ses compagnons et lui se faisaient un point d'honneur de ne parler qu'allemand, et, s'ils lisaient beaucoup de livres français, ils en faisaient

dans leurs entretiens le perpétuel sujet de leurs critiques et de leurs railleries. « Sur la frontière même de la France, dit l'illustre étudiant de 1769, nous nous étions dégagés de toute influence française. Le genre de vie des Français nous semblait trop réglé et trop poli, leur poésie froide, leur critique destructive, leur philosophie abstruse et cependant superficielle [1]. » Ils mettaient volontiers en parallèle les défauts qu'ils reprochaient aux Français et les qualités dont les Allemands aiment à se faire honneur ; mais leur patriotisme, comme celui de Lessing, n'avait rien d'exclusif. Shakspeare était leur Dieu. Ils en célébraient la fête, et Gœthe lui-même prononçait en son honneur un discours enthousiaste qui nous a été conservé. Rien ne peint mieux les dispositions de la jeunesse allemande en 1770.

Plus d'un Français, d'ailleurs, trouvait grâce devant ces ennemis de l'esprit français. Ils n'en voulaient qu'à la tyrannie de quelques idées, et ceux qui en France même faisaient preuve d'indépendance à l'égard de ces idées étaient leurs favoris. Ils mettaient l'acteur Aufresne au-dessus de Lekain. Ils n'avaient qu'enthousiasme pour Rousseau et pour Diderot. Le besoin de liberté dictait seul leurs antipathies et leurs sympathies, et ce besoin même,

[1] *Wahrheit und Dichtung*, Dritter Theil, Eilfter Buch.

sous sa forme révolutionnaire, était, à leur insu, un lien entre ces jeunes Allemands, qu'il soulevait contre certaines traditions littéraires, et la nation qu'il poussait à transformer de fond en comble les institutions séculaires des sociétés modernes.

La révolution française excita en Allemagne, parmi les philosophes, les lettrés, et dans le peuple lui-même, de très-vives sympathies, dont beaucoup ne se sont jamais démenties. Elle a préparé toutefois chez les Allemands la transformation d'une haine littéraire en une haine nationale contre la France. Elle ajouta d'abord aux ennemis des idées françaises tous ceux dont elle blessait les préjugés ou menaçait les intérêts; elle s'aliéna bientôt une partie des populations, quand, pour répondre à la provocation des monarchies européennes, elle se fit à son tour guerrière et conquérante. Les peuples allemands de la rive gauche du Rhin n'avaient encore, à la fin du XVIII[e] siècle, aucune répugnance à devenir français ; ils donnèrent à la France des départements qui ne se distinguèrent en rien de ses anciennes provinces dans la pratique de leurs nouveaux devoirs, et lorsqu'ils en furent détachés sans leur aveu, ils ne se laissèrent pas arracher ses institutions civiles. L'invasion et la conquête ont toujours néanmoins quelque chose d'odieux, même quand elles ne brisent aucun lien national, quand elles peuvent s'annoncer comme des bienfaits. Le séjour

des soldats ne va jamais sans ravages, même dans leur propre pays, à plus forte raison sur une terre jusqu'alors étrangère. Les armées de la république, outre les maux habituels de la guerre, apportaient avec elles les excès de la révolution elle-même, le déchaînement des passions populaires, la proscription des nobles et des prêtres, le pillage des châteaux et la spoliation des églises. De là, dans les provinces rhénanes, à l'égard des envahisseurs, ce soudain passage de la sympathie à l'hostilité que Gœthe a décrit admirablement dans *Hermann et Dorothée :*

« Qui pourrait nier que les cœurs ne se soient élevés, qu'ils n'aient battu d'un pouls plus pur dans de plus libres poitrines, quand se leva dans son premier éclat le nouveau soleil, quand on entendit parler des droits de l'homme, qui sont les droits de tous, de la liberté qui enflamme les âmes et de la précieuse égalité ? Alors chacun espéra vivre de sa propre vie : il semblait qu'on allait voir se rompre les chaînes qui enveloppaient les nations sous l'empire de la paresse et de l'égoïsme. Tous les peuples, dans ces jours de nobles efforts, n'avaient-ils pas les yeux tournés vers cette ville qui depuis longtemps déjà était la capitale du monde, et qui méritait plus que jamais ce beau nom ? Les hommes qui les premiers nous apportèrent la bonne nouvelle n'étaient-ils pas les pareils de ces héros dont la gloire monte

jusqu'aux astres ? Chacun ne sentait-il pas croître son courage, se développer son esprit, se transformer son langage ? Nous, leurs voisins, nous fûmes les premiers à partager leur enthousiasme. La guerre commença. Les Français armés s'approchèrent ; ils ne semblaient apporter que l'amitié, et ils l'apportaient en effet. Ils avaient tous l'âme élevée ; ils plantaient avec joie les arbres pleins de séve de la liberté, promettant à chacun le respect de son bien, le respect de son gouvernement. Tout joyeux étaient les jeunes gens, tout joyeux les vieillards, et l'on dansait avec ardeur autour des nouveaux drapeaux. Ainsi ils gagnèrent bientôt, ces Français triomphants, par leur abord plein de vivacité et de feu l'esprit des hommes, par leur grâce irrésistible le cœur des femmes. Léger nous parut le fardeau même d'une guerre ruineuse, car l'espérance planait devant nos yeux dans un lointain horizon, et nos regards se portaient avec ardeur vers les routes nouvellement frayées... Mais bientôt le ciel se troubla. Pour s'emparer du pouvoir s'avança une race perverse, indigne de réaliser le bien. Ils s'égorgèrent entre eux, ils opprimèrent leurs voisins, leurs nouveaux frères, leur envoyant une foule avide ; les chefs se jettent sur nous et nous pillent en grand, les inférieurs nous ravagent et nous pillent en détail : chacun semble n'avoir qu'un souci, celui de ne rien laisser pour le lendemain. La misère était à son

comble, et l'oppression croissait de jour en jour. Personne n'entendait nos cris; ils étaient les maîtres du jour. Alors la douleur et la colère remplirent les âmes les plus calmes ; chacun n'eut qu'une pensée, tous jurèrent de venger l'injure commune et la perte amère de nos espérances doublement trompées. »

Cette réaction se produisit surtout dans les pays qui ne connurent que l'invasion française et à sa suite les troubles révolutionnaires, sans être appelés d'une façon durable au bénéfice des institutions françaises. Elle s'étendit bientôt à toute l'Allemagne, où le récit, grossi par la passion et par l'intérêt, des crimes commis en France et dans les pays envahis par la France remplit d'horreur les masses ignorantes, et détourna les sympathies des esprits cultivés. Ceux même dont les idées se rapprochaient le plus dans l'origine de celles des républicains français furent souvent les plus extrêmes dans l'expression de leur hostilité. Il y a toujours très-loin de la pensée à l'action. On l'avait vu en France, où la révolution trouva de bonne heure des adversaires parmi ses plus enthousiastes promoteurs. On le vit plus naturellement encore dans un pays moins amoureux de logique et moins prompt à l'action. Le besoin d'indépendance qui s'était manifesté avec tant d'effervescence dans la jeunesse allemande vers 1770 était surtout littéraire. Il réclamait les droits

du *génie*, non les droits de l'*homme*, et il ne semblait pas soupçonner les droits du *citoyen*. Il s'était d'ailleurs assagi quand commença la révolution. Les esprits les plus éminents n'aspiraient plus qu'à s'élever librement au plus haut degré de culture intellectuelle, et ils ne voyaient dans les agitations du dehors qu'un obstacle à leurs progrès intérieurs. Tel était dès 1789 le point de vue de Gœthe. « La France, disait-il, nous tourmente dans ces jours de trouble, comme autrefois le luthéranisme ; elle retarde le développement calme de l'esprit [1]. » Tel fut bientôt le point de vue de Schiller lui-même, dont la république avait récompensé *les Brigands* en conférant à l'auteur le titre de citoyen français. Moins purement spéculatif que Gœthe, il embrassait plus volontiers l'espoir des réformes sociales ; mais il en ajournait la réalisation lorsque serait achevée l'*éducation esthétique de l'homme* [2]. Ceux qu'embrasait encore la fièvre de Werther ne voulaient que s'affranchir du joug des conventions sociales, non affranchir la société avec eux. En un mot, on n'avait souci que des individualités, ou, comme le disaient les raffinés, des « belles individualités [3], » et l'on ne voulait

[1] *Die Vier Jahreszeiten. Herbst. Epigramme* 68.

[2] *Ueber die æsthetische Erziehung des Menschen, in eine Reihe von Briefen* (Schiller's Werke, XII).

[3] Voyez, dans la *Revue des Deux-Mondes* des 15 mars, 1er mai et 1er novembre 1870, les études de M. Karl Hillebrand sur *la Société de Berlin*.

avoir rien de commun avec un pays où une révolution se faisait par les masses et au profit des masses.

Un nouveau mouvement littéraire, enfant du premier, mais entraîné dans des voies opposées, contribuait encore à éloigner de la France l'Allemagne intelligente. Les disciples immodérés de Lessing repoussaient tout principe de goût, toute chaîne imposée au génie. Leurs modèles étaient les poètes primitifs, qu'ils croyaient honorer en leur refusant toute espèce d'art, Homère et Shakspeare, à côté desquels ils plaçaient Ossian. L'école dite *romantique* obéit à la même tendance en cherchant ses modèles dans le moyen âge, qu'elle entreprit de réhabiliter tout entier, dans ses institutions et dans ses croyances, aussi bien que dans sa poésie et ses arts. Nous devions voir en France, quelques années plus tard, l'école qui prit le même nom offrir, à ses débuts, le même mélange de passions révolutionnaires en littérature et du culte de l'ancien régime en religion et en politique. Les romantiques allemands ne se contentèrent pas de vanter la féodalité et la théocratie ; ils firent tout pour y ramener leurs contemporains. On vit les plus ardents passer avec éclat du protestantisme au catholicisme pour ne rien garder de l'esprit moderne. Une école animée de telles dispositions ne pouvait éprouver que répulsion pour la France nouvelle. Elle entretint la défiance des peuples, et se fit la complice de la réac-

tion des gouvernements contre la révolution française. Quand l'empire, en substituant l'esprit de conquête à l'esprit de propagande, ébranla les dernières sympathies qui nous étaient restées, elle eut une influence considérable sur le soulèvement national de l'Allemagne contre l'oppresseur ; mais elle contribua plus encore aux déceptions qui suivirent.

« Dans la période où se livrait cette lutte, dit Henri Heine, une école disposée hostilement contre la manière française, et qui vantait tous les vieux goûts populaires de l'Allemagne dans l'art et dans la vie réelle, devait trouver un vigoureux appui. Les principes de l'école romantique se passèrent alors de main en main avec les excitations des gouvernements et le mot d'ordre des sociétés secrètes, — et M. A. G. Schlegel conspira contre Racine comme le ministre Stein conspirait contre Napoléon. Lorsqu'enfin le patriotisme allemand et la nationalité allemande eurent remporté la victoire, l'école romantique, gothique, germanique, chrétienne, triompha définitivement, ainsi que « l'art patriotique, religieux, allemand. » Napoléon le grand classique, classique comme Alexandre et César, tomba terrassé sur le sol, et MM. Auguste-Guillaume et Frédéric Schlegel, les petits romantiques, romantiques comme le Petit Poucet et le Chat botté, relevèrent la tête en vainqueurs[1]. »

[1] *De l'Allemagne*, t. I[er], IV[e] partie.

Les romantiques, par leur fureur aveugle contre toutes les idées françaises, ne servirent que la cause de l'ancien régime. Il ne faut pas confondre avec eux les héros et les poètes de la *délivrance*, qui, en partageant leurs haines et leurs colères, avaient au moins l'excuse d'un véritable patriotisme et d'un sincère amour de la liberté. L'Allemagne devenait enfin une nation. Ce que n'avaient pu faire ni l'unité de la race et du langage, ni l'union fédérative sous la couronne impériale, la philosophie et les lettres l'avaient préparé en réunissant tous les pays allemands dans le sentiment d'une gloire commune ; l'insolence d'un conquérant allait compléter l'œuvre en ajoutant à ce lien celui d'une commune oppression et d'un même désir de vengeance.

Nous n'avons pas à raconter ici ce réveil ou plutôt cet éveil d'une nation. Les Allemands doivent nous rendre cette justice, que nous avons toujours applaudi sans arrière-pensée à tous les efforts de leur patriotisme naissant. Nous n'avons pas même protesté contre le caractère agressif et violent à notre égard qu'ils ont donné à ces efforts. Nous avons pardonné à Lessing et à Schlegel lui-même la guerre sans mesure et trop souvent sans justice qu'ils ont faite à toute notre littérature. Nous ne nous sommes pas scandalisés davantage de l'emportement injurieux avec lequel un Kœrner ou un Arndt soulevaient contre

nous tant de colères, affectant de confondre la France tout entière avec le chef dont elle-même portait le joug, et d'oublier l'esprit généreux et bienveillant qu'elle apportait dans ses conquêtes, ainsi que les bienfaits de tout ordre qui en rachetaient en partie l'odieux.

Ces violences et ces injustices étaient peut-être nécessaires pour échauffer un patriotisme encore incertain. Elles ne nous suggéreront qu'une remarque : elles attestent ce qu'il y a eu de lent et d'imparfait dans le mouvement national de l'Allemagne. Des provocations incessantes à la haine de l'esprit français avaient pu seules produire ce mouvement sous sa forme littéraire ; il fallut plusieurs années de provocations semblables à la haine de la France elle-même pour qu'il prît définitivement sa forme patriotique. La Prusse, écrasée à Iéna, ne compte que sur la Russie pour se relever, et quand son alliée est vaincue à son tour, elle se laisse mutiler et presque détruire sans oser faire appel à ses peuples ni aux autres peuples allemands. L'Allemagne, dépouillée de ses institutions communes et bouleversée dans les démarcations de ses divers états, voit ses princes et ses personnages les plus illustres grossir la cour du conquérant à Erfurt, et parmi eux son plus grand poète se retirer tout fier du compliment impérial : *Monsieur Gœthe, vous êtes un homme!* Napoléon, dans les guerres suivantes, a

pour alliées la plupart des puissances allemandes ; il dispose des armées allemandes comme de ses propres armées. La défection ne commence qu'après les désastres de la campagne de Russie ; elle se couronne par la trahison des Saxons sur le champ de bataille de Leipzig ; la délivrance elle-même n'est assurée qu'à la faveur d'une coalition de toute l'Europe, et les peuples allemands ne s'affranchissent d'un joug étranger qu'en subissant à l'intérieur les délimitations arbitraires du congrès de Vienne et la réaction de l'ancien régime. Que l'on compare ce mouvement à demi avorté avec cet autre réveil d'une nation dont la France a donné le spectacle pendant cinq mois. Toutes ses armées régulières sont anéanties; mais elle reste debout, comptant encore sur le patriotisme de ses citoyens pour sauver sinon son intégrité, au moins son honneur. Sa population tout entière est prête à tous les sacrifices, ne se plaignant que de la timidité ou de la folle témérité de ceux qui les lui demandent. Elle peut succomber; mais l'orgueil du roi Guillaume ne va pas jusqu'à supposer qu'elle puisse subir son alliance, lui prêter des armées, lui envoyer à Versailles d'illustres courtisans, et se tenir pour honorée d'un compliment ou d'un sourire tombé de ses lèvres victorieuses sur M. Thiers ou M. Victor Hugo. Elle garde sa fierté intacte dans ses revers; elle ne l'eût pas abdiquée pour prix de sa délivrance. Elle n'a pas mendié l'appui d'une coali-

tion européenne, et il ne serait venu à la pensée de personne qu'elle eût pu l'acheter en laissant ses alliés mettre la main sur ses destinées intérieures.

CHAPITRE II

CAUSES MORALES DE LA GUERRE ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE

Les Allemands, affranchis de la domination française, n'avaient plus aucun prétexte de haine contre la France. Ils ne trouvaient parmi nous, malgré leur participation active et passionnée à nos revers, que bienveillance et désir de rapprochement. *L'Allemagne* de Mme de Staël donnait l'impulsion à un mouvement intellectuel qui mettait en honneur parmi nous les systèmes métaphysiques, les théories littéraires et les créations poétiques d'outre-Rhin, et qui contribuait, en les revêtant de notre esprit et de notre langue, à les faire goûter du reste du monde. Dans l'ordre politique, un intérêt commun unissait les deux peuples ; ils avaient également à se dégager de l'ancien régime, et la tâche était plus ardue pour l'Allemagne que pour la France. La première

était réduite aux conspirations, quand la seconde avait une tribune et une presse à peu près libres. Aussi toutes les espérances des libéraux allemands étaient-elles tournées de notre côté, et Paris était de nouveau, comme en 1789, cette « capitale du monde » dont l'auteur de *Hermann et Dorothée* avait proclamé la légitime prééminence. Les deux révolutions que la France a faites dans notre siècle, en 1830 et en 1848, ont donné le branle à des tentatives du même genre en Allemagne.

Il n'est que trop vrai que nous avons cessé, à partir de 1848, de marcher à la tête du libéralisme européen. Le parti libéral, dont les conquêtes depuis 1815 avaient rétabli notre influence morale dans le monde, s'est effondré en un jour sous l'empire d'une soudaine terreur, et, quand il a cherché à se reconstituer, il n'a plus guère été pendant longtemps qu'un état-major sans soldats. Il semblait que la France n'eût plus le choix qu'entre deux extrêmes, la démagogie et le césarisme, et ni l'un ni l'autre n'étaient faits pour lui conserver les sérieuses sympathies des peuples ; mais rien du moins dans cette défaillance, qu'elle expie si cruellement, n'autorisait leur haine. En se jetant de nouveau dans les bras d'un Napoléon, elle n'obéissait qu'à une pensée de réaction, non à l'ambition des conquêtes. Le second empire n'obtenait sa confiance qu'en lui promettant l'ordre et la paix ; il ne l'en-

traînait dans des guerres nouvelles qu'en leur donnant un but libéral. Elle se consolait de la perte de sa liberté en se passionnant pour la liberté des autres, et, parmi les principes de sa révolution, il en était un auquel elle restait fermement attachée, — le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Elle devait dès lors se croire à l'abri de toute inimitié nationale : l'Allemagne seule portera devant l'histoire la responsabilité de la haine continue et croissante qu'elle nous a gardée depuis la chute de Napoléon Ier.

La littérature a encore été l'instrument de cette haine. L'esprit allemand ne connaissait plus de limites dans son ambition. Il n'aspirait qu'à l'indépendance quand il nous injuriait au XVIIIe siècle ; il prétendait à la domination quand il reproduisait et aggravait ses injures au XIXe. Par réaction contre les théories cosmopolites de l'âge précédent, une philosophie de l'histoire s'était produite, qui opposait les races aux races, les nations aux nations, les époques aux époques. C'est la doctrine hégélienne ; mais elle n'appartient en propre ni à Hégel ni même à l'Allemagne. Le premier n'a fait que donner une forme systématique à une tendance qui se montre partout chez les historiens et chez les penseurs de la première moitié de ce siècle ; la seconde l'a poussée à son profit aux conséquences les plus extrêmes. Trois axiomes ont cours en Allemagne :

le premier affirme la supériorité de la race germanique sur toutes les races européennes; — le second, la supériorité de la nation allemande sur toutes les nations d'origine germanique; — le troisième, la consécration, dans l'époque actuelle, de cette double supériorité ! Qu'il s'agisse de philosophie ou de science, de critique historique ou philologique, ces trois axiomes manquent rarement de se produire. Or l'esprit allemand a beau s'attribuer la primauté dans tous les genres, il n'a pas cessé d'être jaloux de l'esprit français. Il hait en lui des qualités qu'il n'a jamais su s'approprier et une influence encore sans égale sur la civilisation universelle. Il lui en veut des services mêmes qu'il en reçoit. Il souffre de voir ses propres productions faire plus aisément leur chemin quand elles portent une empreinte française. Il n'est pas loin de croire que nous lui faisons tort quand nous travaillons à les faire connaître. Il nous accuse d'étroitesse quand nous ne les comprenons pas, de platitude quand nous les comprenons trop bien. Il répugne d'autant plus à notre clarté qu'il a souvent besoin du demi-jour pour pour s'abuser lui-même et pour abuser les autres sur sa profondeur. Il affecte de nous mépriser; mais sous le mépris se cachent l'envie et la rancune mal dissimulée de l'orgueil blessé.

C'est en effet l'orgueil blessé qui a fait depuis cinquante ans le fond de toute la haine des Alle-

mands contre nous. Leurs politiques étaient jaloux de notre gloire militaire et du rôle considérable que nous jouions encore dans le monde, comme leurs lettrés de notre gloire littéraire et de l'influence universelle de notre esprit. Ces deux jalousies se sont venues sans cesse en aide, tout politique allemand étant doublé d'un lettré et tout lettré aspirant à être un politique. Elles se confondent dans l'irritation que leur cause toujours ce nom de grande nation que nos revers de 1813, de 1814 et de 1815 n'ont pu nous faire perdre, et que nous garderons encore, je l'espère, après nos revers de 1870 et de 1871. L'Allemagne ne prend ombrage ni de la grandeur de la Russie ni de celle de l'Angleterre : l'intelligence a trop peu de part à la première, et la seconde repose sur des bases qui ne sont pas l'objet immédiat de l'ambition germanique. La France seule offre la réunion de toutes les gloires auxquelles prétend cette ambition. Elle est la seule rivale que l'Allemagne ait en vue dans ses rêves de domination, et une rivale d'autant plus odieuse qu'elle-même, il n'y a pas longtemps encore, bien loin de s'alarmer de cette rivalité, lui faisait à peine l'honneur de la soupçonner.

Les Allemands considèrent comme un fait accompli leur suprématie dans le champ de la pensée ; ils s'accusent eux-mêmes de leur lenteur à l'établir dans le champ de l'action. Ils se reprochaient, avant

de s'être mis sous la conduite de M. de Bismark, de n'avoir réalisé jusqu'à présent que le type du héros de Shakspeare, Hamlet, un étudiant de Wittemberg, l'honneur de sa famille et de son pays pour l'intelligence et pour la culture, mais qui ne sait que méditer sur l'être et le non être, tandis que d'autres font des révolutions et des conquêtes[1]. Pour secouer leur torpeur, ils continuaient à évoquer, comme en 1813, mais sans les mêmes motifs et pour un but moins légitime, le fantôme de l'ambition française. Ils se disaient et ils s'efforçaient de se croire menacés par nous pour s'exciter à fonder leur grandeur sur la ruine de la nôtre.

Quel prétexte avons-nous donné à ces alarmes factices ? Un seul est spécieux : c'est le regret que nous a laissé la perte de nos anciennes frontières. Je ne veux point nier ce regret. Ç'a été pour nous une blessure toujours saignante que cet amoindrissement de notre territoire qui nous était imposé par une double invasion, et qui nous laissait sans cesse exposés, avec des défenses insuffisantes, à des invasions nouvelles. Nous supportions avec peine notre affaiblissement ; nous ne souffrions pas moins de nous voir enlever non de pures conquêtes, comme la Westphalie ou le Piémont, mais des provinces qui s'étaient librement associées à toutes nos destinées,

[1] Gervinus, *Shakspeare*, III.

et que nous avions le droit de considérer comme devenues tout à fait nôtres. Nous attendions un retour de fortune qui nous les rendît ou plutôt qui leur permît de nous revenir, car nous ne voulions pas faire violence à leurs vœux, et toutes nos revendications partaient de l'hypothèse que ces vœux nous étaient acquis. Cette hypothèse n'était-elle qu'une illusion ? Elle l'est devenue sans aucun doute depuis que les provinces rhénanes se sont consolées d'être prussiennes en se berçant des espérances du patriotisme allemand ; mais tous ceux qui les ont parcourues de 1815 à 1848 savent quelles sympathies pour la France entretenait encore l'antipathie pour la Prusse.

Le tort de beaucoup de Français a été d'ignorer les dispositions nouvelles qui se sont produites depuis une vingtaine d'années sur les bords du Rhin. L'Allemagne a trop prouvé dans ces derniers temps qu'elle ne se doutait pas du véritable état moral de la France pour avoir le droit de nous reprocher cette ignorance. Elle ne pouvait d'ailleurs nous faire un crime d'illusions inoffensives qui excluaient toute pensée d'annexion forcée. Notre respect de l'indépendance des peuples suffisait pour la rassurer contre notre ambition prétendue, si elle n'avait vu, sur d'autres points, dans ce respect même, une menace pour sa propre ambition. Elle s'est indignée quand nous avons pris en main, avec une générosité im-

prudente peut-être, mais honorable, l'affranchissement de l'Italie : l'Italie libre, c'était l'Italie soustraite à une influence allemande, c'était un empiétement sur le droit de la race germanique à dominer, comme race supérieure, les races inférieures du midi ; un tel droit ne primait-il pas celui des Lombards et des Vénitiens? Même indignation quand nous avons protesté contre le démembrement du Danemark : le Slesvig ne s'appartenait plus du moment que sa population s'était grossie d'Allemands, à qui seuls appartenait la souveraineté au nom de la philosophie de l'histoire. Même indignation encore avec plus de colère quand nous nous sommes émus de Sadowa, *qui ne nous regardait pas*, suivant M. de Bismark ; à quoi en effet songeait-on en France en prenant parti pour ces petits Etats, autrefois nos alliés et nos protégés, qui disparaissaient sans être consultés, en vertu du seul droit de la force ? En reprochant à notre gouvernement d'avoir coopéré, par l'indécision ou plutôt par la duplicité de sa politique, à cette œuvre d'iniquité, on se contentait cependant de la flétrir ; on l'acceptait dans ses effets présents, et, contre ses effets futurs, la France réclamait seulement des mesures de précaution que nous n'avons pas su prendre. Avions-nous tort de nous alarmer? L'événement a prouvé de quel côté étaient les dangers et d'où partaient les menaces. La conduite de la Prusse depuis 1866 a provoqué de notre

part une attitude hostile, et nous a menés par surprise à une déclaration de guerre; mais nous n'en voulions pas à l'Allemagne elle-même, et nous comptions dans cette guerre, sinon sur sa neutralité, du moins sur sa modération. Nous la connaissions mal : elle n'attendait qu'une occasion pour abaisser et, s'il était possible, pour écraser la France.

Dès 1835, Henri Heine, cet enfant terrible de l'Allemagne, nous mettait en garde contre le déchaînement des ambitions allemandes :

« L'heure sonnera. Les peuples se grouperont, comme sur les gradins d'un amphithéâtre, autour de l'Allemagne, pour voir de grands et terribles jeux. Je vous le conseille, Français, tenez-vous alors fort tranquilles, et surtout gardez-vous d'applaudir. Nous pourrions facilement mal interpréter vos intentions et vous renvoyer un peu brutalement, suivant notre manière impolie; car si jadis, dans notre état d'indolence et de servage, nous avons pu nous mesurer avec vous, nous le pourrions bien plus encore dans l'ivresse arrogante de notre jeune liberté. Vous savez par vous-même tout ce qu'on peut dans un pareil état, et cet état vous n'y êtes plus.... Prenez donc garde! Je n'ai que de bonnes intentions, et je vous dis d'amères vérités : vous avez plus à craindre de l'Allemagne délivrée que de la Sainte-Alliance tout entière avec tous les Croates et les Cosaques [1]. »

[1] *De l'Allemagne*, IVe partie.

Depuis ces paroles presque prophétiques, sous leur ironie même, combien d'autres avertissements nous sont venus, qui n'ont pas été mieux entendus ! La haine des Allemands contre nous n'a jamais manqué de faire explosion dans toutes les complications européennes, en 1840 avec le *Rhin allemand* de Becker, en 1859 avec la célébration bruyante dans les principales villes d'Allemagne de l'anniversaire de la bataille de Leipzig. Il m'a été donné d'assister à une de ces fêtes à Munich en 1860. Elle avait lieu dans un jardin public, au fond duquel, sur une estrade, un orchestre jouait des airs nationaux et des chœurs répétaient les chants de guerre de 1813, entremêlés de poésies de circonstance où nous n'étions pas plus ménagés. Derrière l'estrade, une pièce d'artifice avec accompagnement de feux du Bengale termina la fête par le tableau de la bataille. Dans toute l'étendue du jardin, d'honnêtes bourgeois avec leurs femmes et leurs enfants, groupés autour de petites tables, fumant leurs pipes, mangeant du jambon et buvant de la bière, n'interrompaient leurs paisibles causeries que pour chanter à pleins poumons les refrains des chœurs. Nulle émotion à la présence d'un Français qui avait mis très-ostensiblement dans sa poche le ruban aux couleurs nationales allemandes qu'on lui avait donné à l'entrée, comme aux autres assistants, et qui ne répondait qu'en français, soit aux organisateurs, soit à ses

voisins. Je me représentais la présence d'un Anglais dans une fête du même genre à Paris, lors d'un de nos accès de fureur contre l'Angleterre : quelles clameurs, quelles menaces n'auraient pas été proférées ! Les violences n'eussent été chez nous que la fièvre d'un jour ; le calme enthousiasme de ces bourgeois de Munich attestait la conviction lentement formée, mais inébranlable, d'un devoir rempli, et comme l'observation d'une consigne dans la façon de le remplir.

Une extrême tenacité dans les idées, une discipline uniforme et sévère dans l'exécution, se cachent en effet sous la fausse bonhomie des Allemands. De là cette facilité avec laquelle ils se sont prêtés à deux institutions auxquelles résiste ailleurs l'indépendance, ou, si l'on veut, l'égoïsme de l'esprit de famille : la double et universelle obligation de l'instruction et du service militaire. La combinaison de ces deux institutions appartient en propre et depuis longtemps à la Prusse ; elle s'est étendue, à partir de 1866, au reste de l'Allemagne. Les pays qui l'ont adoptée y ont puisé une grande force, ils y ont trouvé aussi, nous l'avons appris à nos dépens, le plus formidable instrument de guerre contre la France. Il n'y a qu'à lire les rapports adressés sans relâche de 1866 à 1870 par un observateur aussi exact que compétent, M. le baron Stoffel, au gouvernement impérial français ; ils font peser sur ceux

qui les ont reçus et qui n'en ont pas tenu compte une terrible responsabilité [1].

M. Stoffel exagère sans doute, avec les préjugés de sa profession, les mérites d'une éducation militaire qui n'a produit, suivant la forte expression de M. Jules Favre, qu'une sorte de « barbarie scientifique; » mais il n'en exagère pas l'effet, sinon pour former à toutes les vertus, du moins pour plier à l'obéissance et à la règle le caractère d'une nation. L'armée prussienne a discipliné la nation qu'elle possède au lieu d'être possédée par elle, et il faut ajouter qu'elle l'a disciplinée dans la haine de la France. Quelque docile que fût un tel peuple, la

[1] Il faut lire surtout le rapport du 28 février 1870, qui n'a précédé que de quatre mois la déclaration de guerre : « ... Les créateurs de l'organisation, avec leur profonde connaissance du caractère allemand, ont vu d'un coup d'œil quel parti on pourrait tirer, dans l'intérêt du bien-être physique et moral de la nation, de la réunion forcée de tous les jeunes gens valides, à un âge où le corps et l'esprit sont encore susceptibles de développement par des exercices et un travail salutaires et pendant une durée de trois ans, assez courte pour n'avoir pas à craindre les dangers d'une oisiveté qu'amène trop facilement, en temps de paix, le service militaire prolongé. Ils ont reconnu que chez un peuple sérieux, de mœurs faciles, disposé à l'obéissance et au sentiment du devoir, ces trois années pouvaient être employées utilement à entretenir ces qualités, à les développer et à les confirmer pour le reste de la vie. Et ce qu'il importe de remarquer, c'est que ces idées ne sont pas restées à l'état de lettre morte. Elles ont, au contraire, penétré profondément dans l'armée et dans la nation, où elles ont

charge universelle du service militaire ne pouvait lui être imposée sans qu'il eût ou qu'il crût avoir un intérêt à la subir. Après Iéna et Tilsitt, l'ardeur de la délivrance parlait assez haut pour dispenser de tout autre motif; mais, une fois l'oppresseur chassé et sa puissance brisée, qu'allait devenir cette organisation, sans laquelle la Prusse ne pouvait maintenir son rang et étendre son influence en Allemagne et en Europe? Elle s'était fondée au cri de *guerre à la France;* il fallait pour la conserver que le même cri trouvât toujours de l'écho dans les cœurs prussiens, et pour cela que l'ambition française leur fût toujours présentée comme un épouvantail et un objet d'aversion. L'instruction obligatoire nourrit

exercé et exercent encore journellement l'influence la plus féconde. On ne néglige rien en effet pour faire de l'armée, non-seulement une école de guerre, mais encore une école de moralité, d'instruction, de perfectionnement, et, pour ainsi dire, une école complémentaire des établissements d'instruction et d'éducation, que les jeunes gens ont fréquentés avant leur entrée au service... J'ajouterai qu'en Prusse les appréciations telles que les suivantes sont devenues vulgaires : L'armée est une école qui achève et confirme, pour l'usage de la vie pratique, les principes puisés dans les autres écoles ; — l'armée a plus fait pour l'émancipation des basses classes que toutes les lois ; — les institutions militaires prussiennes metten à la disposition du roi pour une guerre toutes les forces intellectuelles du pays, etc. — On joint à ces appréciations des phrases comme les suivantes, qui renferment un sens profond : L'armée prussienne, c'est la nation armée; — la Prusse n'est pas un pays qui a une armée, c'est une armée qui possède un pays. »

dans ces sentiments les jeunes générations; elle leur fait accepter sans se plaindre toutes les exigences du métier de soldat ; elle trouve enfin dans ce métier lui-même son complément et sa consécration. Dès lors la nation est faite; elle façonnera sans peine à son image les autres peuples allemands, déjà préparés à suivre son exemple par une instruction qu'anime le même esprit. Et quand la confédération du Nord et ses alliés du sud auront puisé dans une commune discipline l'oubli de leurs divisions, ils pourront se ruer sur la proie détestée qui s'offre imprudemment à eux ; ils sont organisés pour la victoire et sans scrupule pour tous les abus de la victoire.

CHAPITRE III

LES EFFETS ET LES LEÇONS DE LA DÉFAITE.

Nous portons la peine d'une agression impolitique et le poids d'une haine imméritée. L'agression, d'ailleurs plus apparente que réelle, a été l'erreur d'un moment, et cette erreur même a été le fait d'un homme, non d'un peuple ; mais la haine est le sentiment invétéré d'une nation entière. Nous ne voulons pas rappeler ici la série d'actes odieux par lesquels cette haine s'est manifestée pendant toute la durée de la guerre. Beaucoup sont contestés, ceux même qui ne semblent pas douteux peuvent être l'effet de malentendus ou de ces excès individuels qui se produisent dans toutes les guerres, et que la discipline la plus rigoureuse est trop souvent impuissante à empêcher ou à punir. Nous instruisons le procès non des soldats allemands, mais de la nation elle-même.

Ce qu'ont voulu nos ennemis dès le début de

cette guerre, ils nous l'ont dit assez haut par la voix de leurs savants les plus éminents. Les plus modérés ne se contentaient qu'au prix du démembrement et surtout de l'humiliation de la France, les plus ardents appelaient sur elle la ruine et l'extermination. Vaincue et acceptant sa défaite, elle était résignée à tous les sacrifices compatibles avec ses principes pour expier une faute dont elle-même avait puni le premier auteur; le vainqueur lui a fait comprendre qu'il en voulait à elle seule et qu'il serait implacable. Forcée à la résistance, ses plus légitimes efforts n'ont rencontré que le mépris et l'outrage chez ceux dont les ancêtres, dans une lutte semblable soutenue contre nous-mêmes, n'avaient reçu de nous que des témoignages d'estime. Et quand un tiers de notre territoire offrait partout le spectacle de la dévastation systématique, de l'incendie et du carnage, quand Paris, étroitement investi, ne pouvait communiquer à travers les airs avec le reste du monde qu'en exposant ses messagers au sort des malfaiteurs, l'opinion publique en Allemagne, par une cruelle ironie, taxait de modération le pieux roi Guillaume, ses conseillers et ses généraux; elle réclamait avec insistance, comme une satisfaction qui lui était due, le bombardement aussi inutile qu'odieux de nos monuments, de nos hôpitaux et de nos maisons; elle indiquait comme but au tir des artilleurs allemands les tours de No-

tre-Dame, et elle se préparait à elle-même, dans les émotions diverses qui devaient agiter les riches bourgeois et les pauvres ouvriers, à la vue de leurs meubles en feu ou de leurs enfants écrasés, un curieux sujet d'études « psychologiques. »

Ce duel à outrance de deux nations a reçu d'un enchaînement de causes — dont nous ne pouvons encore percer tout le mystère — une conclusion qui a trompé à la fois les illusions de l'un des adversaires et les espérances de l'autre : il serait vain de penser que ce dénoûment mettra fin à la haine qui s'est appesantie sur nous en un jour de malheur, après s'être préparée et fortifiée pendant un siècle; nos ennemis ne nous croiraient pas, si nous affirmions qu'il mettra fin à la nôtre.

Notre région de l'est avait gardé le souvenir de la dureté des Prussiens en 1814 et en 1815, et leurs envahissements depuis quelques années avaient révolté tout ce qui a en France l'intelligence politique et le sentiment de la justice; mais nous avions contre eux du ressentiment plutôt que de la haine, et quant à l'Allemagne elle-même, elle n'avait pas cessé de nous être sympathique. Lorsque la guerre est devenue imminente et dans sa première période, quelques publicistes tapageurs et quelques serviteurs à gages de l'empire se sont donné la tâche, plus ridicule qu'efficace, de surexciter parmi nous les passions par des injures et des rodomontades à

l'adresse de l'ennemi, qui n'était encore pour eux que le Prussien, non l'Allemand. Nul publiciste sérieux, nul de nos hommes d'Etat et de nos savants ne s'est associé à ces violences, qui n'ont eu aucune prise sur la masse de la nation. L'irritation n'est entrée dans nos cœurs qu'après nos premières défaites; elle n'est devenue de la haine que lorsque la guerre, après le désastre de Sedan et l'entrevue de Ferrières, a changé de nature en devenant une agression directe, sans excuse, contre l'intégrité de notre territoire et les derniers restes de notre puissance. Et à ce moment encore la plupart des Français s'efforçaient de distinguer entre la Prusse et l'Allemagne; il a fallu que tous les peuples allemands nous donnassent sous nos yeux des preuves multipliées de leur mauvais vouloir pour nous forcer à les comprendre dans nos justes sentiments d'indignation. Aujourd'hui l'œuvre est faite. Allemands du nord ou du midi, tous ont mérité notre inimitié,

Les uns pour être malfaisants
Et les autres pour être aux méchants complaisants.

Cette haine subsistera, car elle est légitime. Ses causes nous seront longtemps présentes dans toutes les ruines que la guerre a faites, et, quand ces ruines seront réparées, nos souvenirs de deuil et d'humiliation, les récits que nous demanderont nos enfants, la place que tiendra dans l'histoire cette

chute soudaine d'une grande nation dont l'honneur seul a été sauf, ne nous laisseront jamais oublier ce que nous avons souffert et à qui nous le devons. Notre patriotisme s'est réveillé avec nos premiers ressentiments; il fera de toutes nos amertumes son constant aliment dans ses efforts pour nous relever, et il n'aura pas à en rougir. La haine, disent les philosophes, est fille de l'amour : lorsqu'elle prend naissance dans l'amour de la patrie, elle est ennoblie par son origine. Le patriotisme serait plus pur sans doute, s'il n'était qu'amour, s'il se conciliait, sans s'énerver, avec cette charité du genre humain, *caritas generis humani*, que glorifiait déjà Cicéron. Quand il est fortement enraciné dans l'âme d'une nation, il n'y a rien à craindre d'un tel mélange. Les nobles sentiments se prêtent un mutuel concours. Nos pères de 1789 n'aimaient pas moins la France, et ils n'ont pas lutté avec moins de zèle pour sa liberté et pour sa grandeur, parce qu'ils avaient sans cesse à la bouche les mots d'humanité et de fraternité des peuples. Ce qui nous a perdus dans ces dernières années, ce n'est pas d'avoir pris trop de souci des autres, c'est d'avoir pris trop peu de souci de nous-mêmes. Réveillés par un coup de tonnerre, nous n'abdiquerons aucun de nos devoirs; mais nous les accepterons tels qu'une affreuse réalité nous les a faits, sans viser à un idéal qui n'est plus de saison : ce n'est pas notre faute s'il s'y mêle autre

chose que des pensées d'union et de bienveillance universelle.

Notre haine est juste dans ses causes; elle le sera dans ses effets. Elle ne prendra point la forme du dénigrement. Nous continuerons à honorer chez nos ennemis tout ce qui sera vraiment digne d'estime. Pendant le siége de Paris, des concerts donnés pour en soulager les misères ou pour venir en aide à la défense ont fait applaudir, sans offenser notre patriotisme, des œuvres allemandes; nous apporterons la même impartialité dans nos jugements futurs sur la littérature, sur les sciences, sur les institutions mêmes de l'Allemagne. Nous ferons mieux : nous puiserons plus largement que nous n'avons fait jusqu'ici dans tout ce qu'elle offrira à notre imitation; notre première vengeance sera de lui demander des armes contre elle-même. Elle nous a vaincus par ses écoles, par son organisation militaire, par son esprit de discipline : sur aucun de ces points, sans abdiquer nos qualités propres, nous ne voudrons lui rester inférieurs, et nous ne désespérerons pas de la surpasser. Nous ne chercherons pas, d'autre part, une mesquine et funeste satisfaction dans le rejet systématique de tous les produits de son industrie. Nous userons seulement de prudence dans des relations commerciales ou industrielles qui auraient tout à craindre d'une rupture toujours imminente, et il suffira de nous abstenir

d'une cordialité qui répugnerait à notre patriotisme. Il faudra nous dispenser avec plus de soin encore, sous la seule pression du sentiment public, de cette coûteuse hospitalité qui a entretenu dans nos murs, dans nos ateliers et jusque dans nos foyers, un peuple d'espions. Nous garderons la même réserve dans nos relations politiques. Nous ne nous abaisserons pas aux tracasseries ; nous ne chercherons pas des prétextes de guerre, mais nous nous tiendrons toujours préparés à faire servir à notre revanche la défense d'une juste cause. Nous ne persisterons pas dans ce système ruineux qui nous imposait dans la paix les charges de la guerre sans nous servir efficacement pour la guerre elle-même : quand il ne serait pas jugé par ses fruits, nous ne pourrions plus de longtemps le supporter. Nous saurons, en évitant l'excès du militarisme, armer et discipliner la nation entière. Nous ne serons plus simplement « un pays qui a une armée, » et nous ne voudrons pas davantage être « une armée qui possède un pays ; » nous serons tout ensemble un peuple de citoyens et de soldats, réunissant sans les confondre et sans en sacrifier une seule toutes les mâles vertus qu'impliquent ces deux noms.

En attendant l'heure propice, nous ferons à nos rivaux la seule guerre honorable que comporte l'état de paix ou de trêve, la guerre d'émulation. Ils ont voulu devenir une grande nation, et la fortune

a souri à leurs efforts : nous mettrons toute notre intelligence et toute notre ardeur à nous élever de notre infortune présente, par le progrès continu de nos institutions, de nos mœurs, de notre industrie, de tous nos arts, de notre influence dans tous les genres, à un point de grandeur que nous n'avions pas encore atteint et auquel ils ne sauraient prétendre. Puisque la lutte entre eux et nous a été surtout une lutte d'orgueil, si jamais nous devons nous sentir suffisamment vengés, ce sera quand nous leur aurons arraché l'aveu de notre supériorité reconquise. Nous avons encore assez de ressources matérielles et morales pour que cette suprême espérance ne soit pas la dernière chimère d'un joueur ruiné.

Ce que nous avons su faire pendant cinq mois dans une situation désespérée nous est un sûr garant de ce que nous pourrons faire pour réparer nos désastres, si nous continuons à ne pas nous abandonner nous-mêmes. Nous avons commis de grandes fautes; nous nous sommes surtout perdus par de déplorables illusions; mais, à tout prendre, si nous ne jugeons pas de la vertu par la fortune, nos efforts depuis Sedan nous ont singulièrement honorés, et notre salut pour l'avenir est tout autant dans l'esprit de persévérance que dans l'esprit de réforme. L'histoire rendra justice à cette initiative intelligente qui, sur un territoire mutilé, en partie dévasté et

partout appauvri, dans des villes bloquées, avec le petit nombre de bras disponibles que laissait la défense du pays, a su imposer à la routine scandalisée des créations qu'elle jugeait impraticables quand nous disposions de toutes nos ressources et que le temps ne nous était pas mesuré. L'abominable guerre civile qui a suivi ne fera pas oublier, de la part d'une nation réputée ingouvernable, sous un gouvernement démembré, dont une partie ne savait pas oser et dont l'autre ne savait qu'oser, cette soumission virile qui n'a pas cessé de stimuler ou de contenir le pouvoir sans l'entraver, et qui s'est tenue presque partout à égale distance des deux extrêmes entre lesquels nous flottons presque toujours : une docilité inerte et une soumission séditieuse. Nous aurons fait plus que sauver l'honneur, dans cette néfaste guerre, si, après avoir donné de tels exemples, nous savons y persister.

Cette haine même, qui n'est entrée dans nos cœurs et qui ne s'y maintient qu'en faisant violence à tous nos sentiments, nous sera profitable, comme l'a été pour les Allemands celle qu'ils nous avaient si gratuitement vouée. A chaque faute que nous serons tentés de commettre, nous nous répéterons l'avertissement du vieux Nestor :

Ἦ κεν γηθήσαι Πρίαμος Πριάμοιό τε παῖδες :

« Quelle joie pour Priam et pour les enfants de

Priam ! » Pendant tout le temps que Paris a été assiégé, il a suffi, pour contenir un mouvement populaire, qui n'eût pas rencontré plus d'obtacles qu'il n'en a rencontré après la paix, d'évoquer le spectre de cette populace, dont M. de Bismark avait compté se faire un auxiliaire. D'autres spectres de même origine nous rendront le même service : nous ne voudrons être ni cette « Babylone moderne » énervée par le luxe et par le plaisir et condamnée à y trouver une fin déshonorante, ni cette « autre Espagne, » endormie dans un stérile orgueil, ni cette « émule des républiques de l'Amérique du Sud, » incapable de rien fonder et destinée à se consumer misérablement dans des dissensions fratricides. Nous ne nous contenterons pas de nous indigner des sinistres prédictions de nos ennemis, nous en prendrons le contre-pied comme but de tous nos efforts. Nous aurons à tâche d'acquérir toutes les qualités qu'ils nous refusent, en même temps que nous resterons fiers de celles qu'ils nous ont donné le droit de leur refuser à eux-mêmes. Nous opposerons avec un légitime orgueil notre générosité à leur dureté, notre esprit et notre bon goût à leur pédantisme, notre bon sens à leurs systèmes. Dans les luttes morales, comme dans les luttes matérielles, rien de plus funeste que l'infatuation, mais il n'est pas de gage plus assuré de la victoire que de savoir estimer à leur juste valeur et soi-même et son adversaire. Quand la haine

inspirée par le patriotisme a cette clairvoyance, on peut s'y livrer sans crainte comme sans scrupule; car elle s'allie dans l'âme d'une nation à ce qu'il y a tout ensemble de plus noble et de plus utile.

DEUXIÈME PARTIE

L'ARMISTICE. — LES ÉLECTIONS.

L'armistice du 28 janvier rétablit momentanément, non l'unité matérielle, plus que jamais menacée, mais l'unité morale de la France. Paris et la province, les départements occupés et les départements restés libres purent échanger leurs impressions, à des conditions odieuses d'abord et avec une lenteur qui n'accusait pas seulement le mauvais état des moyens de communication, puis, par une concession inespérée, avec une liberté de fait à peu près complète et autant de régularité que le permettait la triste situation du pays. Les correspondances se renouaient et, avec les lettres qui apportaient des nouvelles récentes, arrivaient à leur adresse, trop tard, hélas! pour quelques-uns des destinataires, toutes celles qui s'étaient entassées dans les bureaux de poste depuis cinq mois. On pouvait circuler sans trop d'entraves

sur un territoire dont les diverses régions étaient, quelques jours auparavant, aussi isolées les unes des autres que le sont de la métropole les colonies les plus lointaines. Enfin une assemblée nationale, librement élue, malgré la présence de l'ennemi et l'état d'ignorance dont les meilleurs esprits avaient été impuissants à s'affranchir, réunit à Bordeaux des représentants de la France entière, divisés sans doute de passions et de principes, mais appelés par leurs discussions mêmes à vivre d'une vie commune. Toutefois, si les barrières s'étaient entr'ouvertes, bien des malentendus subsistaient encore, et les sujets de conflits reparaissaient en s'aggravant avec le retour de la lumière éclairant à la fois les désastres et les fautes. On sait à quelle catastrophe devaient aboutir les récriminations et les exigences qui se firent jour de tous côtés. Nous avons noté au jour le jour, tels qu'il nous a été donné de les observer, dans un voyage à travers une partie de la France accompli dès les premiers jours de l'armistice, les signes précurseurs de cette catastrophe. Le tableau qui suit a été tracé avant la guerre civile : nous le reproduisons sans y rien changer, sauf quelques expressions, sans même effacer les espérances que nous nous plaisions à conserver et qui allaient recevoir, quelques jours plus tard, un démenti cruel, mais, nous n'avons pas cessé de le croire, plus apparent que réel et durable.

CHAPITRE I

L'INVASION EN PROVINCE

Cinq jours après la conclusion de l'armistice, les communications directes n'étaient pas encore rétablies entre Paris et la province. Les voyageurs qui se pressaient aux avant-postes allemands, sur la route d'Italie, dans la matinée du 2 février, attendant le visa de leurs laisser-passer, ne savaient qu'une chose, c'est qu'ils trouveraient, à la station de Juvisy, pour les conduire à Orléans, un chemin de fer exploité par l'ennemi. A partir d'Orléans commençait l'inconnu. Il commençait pour beaucoup à partir de Paris même. Comment se rendre à Juvisy? A moins d'une heureuse rencontre, c'était une étape de seize kilomètres que devaient faire à pied, la valise à la main ou le sac au dos, tous ceux, et le nombre en était grand, qui n'avaient pu se procurer le luxe d'une voiture. La fatigue en perspective était du moins compensée, tristement à la vérité, par la vue

plus libre du pays et par la faculté de questionner les habitants sur tout ce qu'ils avaient souffert. Rien de plus morne que cette contrée, naguère si riante : une route à moitié défoncée; de distance en distance, des traces à peine réparées de barricades ; tous les arbres coupés ; les champs en friche ; les prés sans verdure, gardant encore des tas de neige boueuse; très-peu de paysans, soit dans la campagne, soit sur le seuil des maisons délabrées. La vie n'est représentée que par les postes ennemis, les détachements ou les convois ennemis, les soldats ennemis circulant par petits groupes ou attablés devant les auberges et nous donnant le spectacle de leur grossière ivresse. En face de nous, sur la droite, la vieille tour de Montlhéry ajoute sa désolation séculaire à toutes ces marques d'une dévastation récente.

L'invasion a laissé dans le cœur des paysans une impression d'horreur, qu'ils exagèrent volontiers en répondant à nos questions. Ils paraissent en somme avoir vécu sur un pied assez pacifique avec les envahisseurs pris individuellement. Ceux-ci recherchaient même les relations amicales. Ils ne demandaient qu'à partager la vie de famille, qui leur rappelait ce qu'ils avaient laissé dans leur pays. Ils payaient bien ce qu'ils achetaient, et les villageois des environs de Paris, patriotes « jusqu'à la bourse inclusivement, » se vantent d'avoir fait avec eux plus d'une bonne affaire. Les actes de brutalité envers les femmes

ont été rares et presque toujours provoqués. Cette occupation, qui a commencé dès le milieu de septembre et qui dure encore, n'en a pas moins été d'une dureté extrême, par l'effet de la discipline même avec laquelle elle s'est opérée, beaucoup plus que par celui de la violence individuelle. Tout a été mis à contribution, les églises, les châteaux, les fermes, avec une rapacité systématique, en vertu de prétendues « lois de la guerre. » Les maisons riches, surtout celles des Parisiens, par représailles de leur résistance obstinée, ont été livrées à tous les excès du vandalisme le plus sauvage. Chez les campagnards, le bétail a été partout enlevé et toute tentative pour le dissimuler sévèrement punie. Les hommes valides ont été requis de travailler pour l'ennemi et souvent emmenés au loin avec leurs voitures et leurs chevaux pour le service de ses approvisionnements.

Ces paysans ne cachent pas leur impatience de la paix. Ils admirent beaucoup la résistance de Paris ; mais ils lui en veulent un peu d'avoir duré si longtemps. « Si vous aviez su! » disent-ils. Ils prêtent l'oreille aux bruits les plus absurdes, que sème parmi eux l'astuce prussienne ou qui naissent spontanément de leur propre crédulité. On compte dans le pays sur la bourse d'un prétendant pour payer la rançon de la France. On est du reste assez indifférent à l'égard des formes politiques : un seul senti-

ment s'exprime avec énergie; c'est le mépris des Bonaparte, dont on ne parle, comme dans les faubourgs de Paris, qu'en termes injurieux.

Toute malheureuse qu'est cette région, c'est une de celles qui ont le moins souffert; car elle s'est laissée envahir sans se défendre. Sauf sur les points où s'est portée plus tard l'offensive de l'armée de Paris, il n'y a guère eu de combat qu'aux stations de chemin de fer. Celle de Juvisy garde la trace du siége qu'elle a soutenu. C'est une ruine, où l'ennemi a installé un poste militaire et quelques employés, sans prendre soin de la réparer. Toutes les stations jusqu'à Orléans ont le même aspect. Bien peu sont intactes, les bâtiments qui n'ont subi aucune attaque attestent par leur délabrement l'incurie de ceux qui les occupent. Le pays à l'entour ne paraît pas moins désolé que les environs immédiats de Paris. Cette riche Beauce, où la culture fait en partie défaut et où les blés ont été gelés là où ils ont pu être semés, ne compte plus pour sa récolte que sur les semailles du printemps, si la paix les rend possibles.

L'arrivée à Orléans, le soir, est navrante. Nul service, nul renseignement à attendre dans cette vaste gare, à peine éclairée, où les émigrants de Paris, abandonnés à eux-mêmes, représentent seuls la patrie, au milieu des employés et des soldats ennemis, qui circulent indifférents. Notre caravane s'écoule lentement, sans guide, au hasard. Une vaste place

s'étend devant nous, sur laquelle se projette, à la clarté de maigres reverbères, l'ombre d'une vieille église. Une boue épaisse, qui rappelle un champ de foire de village en hiver, y révèle la détresse d'une ville deux fois envahie. Personne sur cette place, personne à peu près dans les rues. Des factionnaires, à la porte de presque tous les hôtels, annoncent quels hôtes les remplissent. Rien de plus difficile que d'obtenir dans ces hôtels, à défaut d'une chambre, une simple chaise pour passer au moins la nuit à couvert : les officiers allemands, qui restent souvent à boire jusqu'au matin , pourraient s'en trouver gênés !

Il est heureusement dans Orléans des maisons hospitalières et des cœurs tout français. Entre des Parisiens, à qui la chute de leur ville a seule rendu une demi-liberté, et des provinciaux, que la prise de la leur isole depuis deux mois du reste de la France, le bon accueil acquiert un nouveau prix de l'échange des impressions et des souvenirs. Et où trouver des souvenirs plus émouvants que dans cette ville qui, plus que Sedan, plus que Metz, plus que Paris même, a vu la crise décisive de la plus affreuse des guerres modernes ? C'est dans son voisinage, c'est en partie sous ses murs qu'ont eu lieu et les premiers succès qui ont fait reculer l'invasion et les défaites après lesquelles le flot n'a plus fait que s'étendre jusqu'au point où il a lui-même marqué sa limite. Les blessés

qui sont tombés dans ces combats remplissent encore les maisons des riches bourgeois, transformées en ambulances. Ceux que j'ai interrogés, bien qu'ils eussent été frappés dans une déroute, ne laissaient voir aucun signe de découragement. « Les Prussiens nous ont tué bien des hommes, me disait l'un d'eux, un garde mobile de Maine-et-Loire; mais c'est égal, ajoutait-il en s'animant, nous le leur avons bien rendu ! » Les soins qu'ils prennent de ces chers blessés sont la seule des charges de la guerre qui soit douce pour les Orléanais. L'occupation a pesé sur eux, surtout la seconde fois, avec le dernier degré de rigueur. On m'en a conté des traits de la plus révoltante barbarie, comme le long martyre de ce préfet captif, qui a obtenu à grand'peine, sur les plus honorables et les plus courageuses instances, de voir sa famille au moment de son agonie. D'autres traits montrent le grotesque s'unissant à l'odieux sans l'atténuer. Il y a eu de véritables saturnales, un bal travesti par exemple, pour lequel des officiers ont mis au pillage la garde-robe d'une des dames les plus haut placées de la ville. Au milieu de ces douleurs et de ces hontes, c'était un spectacle fortifiant de voir la vie politique se réveiller dans cette cité si cruellement éprouvée. On ne connaissait que de la veille la convocation des électeurs et on se préparait sans retard, sous le joug de l'étranger, à faire acte de liberté. Des réunions avaient eu lieu, des

débats passionnés s'y étaient produits ; des ressentiments longtemps comprimés s'y étaient fait jour; on ne parlait de rien moins que d'une manifestation directe contre la République, sur laquelle on rejetait toute la responsabilité des maux soufferts. Tout en cédant plus ou moins à ces entraînements regrettables et malgré l'ignorance où ils vivaient de ce qui se passait à quelques lieues de leur ville, les électeurs les plus influents d'Orléans montraient que leur cœur battait à l'unisson de celui de la France entière. Le nom qu'ils acclamaient déjà, qu'ils plaçaient en tête de leur liste était celui qui allait recevoir le même honneur d'un bout à l'autre du pays, comme la personnification la plus large du patriotisme français, sans acception de parti : le nom de M. Thiers.

D'Orléans le service prussien sur la ligne de fer se prolonge jusqu'à Blois. On traverse la région où l'armée de la Loire a soutenu pendant un mois la fortune de la France, qu'elle a reconquis après une victoire et que la moitié de ses corps a disputé pied à pied, avec une admirable ténacité, après ses revers. On voudrait reconnaître les champs de bataille de d'Aurelles et de Chanzy; mais la plupart sont hors de la vue et rien n'indique les plus proches. La rapidité du parcours ne laisse voir que quelques maisons mutilées aux stations de passage et, dans la campagne, une désolation uniforme.

Blois est moins sombre qu'Orléans. L'ennemi ne l'a pas autant écrasé par son séjour et par ses exactions. Jusqu'à l'armistice, un souffle lui venait encore de la patrie libre, une armée française était proche, de l'autre côté de la Loire, et le 28 janvier, tandis que M. de Bismarck et M. Jules Favre achevaient de rédiger la convention qui livrait tout le Loir-et-Cher aux troupes allemandes, une brillante reconnaissance avait conduit les nôtres jusque dans le faubourg de Vienne. La ville s'était crue délivrée et elle frémissait encore de la déception qui avait suivi.

A partir de Blois, l'invasion se prolonge dans la direction du midi jusqu'au pont de Port-de-Piles sur la Creuse. Elle offre ainsi, de la Seine à la Creuse, un rayon de soixante-dix lieues. Le service par chemin de fer ne recommence, sur la ligne de Paris à Bordeaux, que cinq lieues plus loin, à Chatellerault. De Blois à cette dernière ville, il faut se contenter de mauvaises diligences, de voitures de louage et tout d'abord des barques de pêcheurs. La Loire est plus sûre que les routes de la Sologne infestées de pillards. Elle a gardé sa beauté, au milieu des horreurs qui ont affligé sa riante vallée ; mais d'un bateau plat, les regards s'étendent à peine à quelques mètres des deux routes qui suivent son cours. La circulation est à peu près nulle sur ces routes. Elles n'ont même pas la triste animation que leur donnerait le passage de troupes

ennemies. Point de villes ; très-peu de villages jusqu'à Amboise. Un seul château se laisse voir, celui de Chaumont. Il n'a rien perdu de sa magnificence; l'invasion n'est attestée que par la destruction du pont suspendu qui le reliait à l'autre rive. Le pont d'Amboise n'a vu tomber qu'une de ses arches, remplacée par une passerelle. L'énorme masse du château est vierge d'ennemis. Les Prussiens n'ont fait jusqu'à présent que traverser la pittoresque petite ville, qui ne s'est pas trop ressentie de leurs réquisitions. Mais ils y sont attendus, de même que dans les autres localités de la Touraine, qu'ils n'ont pas encore occupées. C'est l'effet de l'armistice qui leur livre le département d'Indre-et-Loire comme celui de Loir-et-Cher.

Tours doit devenir le quartier général du prince Frédéric-Charles. Quand nous entrons dans la capitale de la Touraine, cette annonce a mis la population en émoi. Les bourgeois, pour qui la garnison actuelle est déjà une lourde charge, sont consternés ; quelques-uns ne dissimulent pas leur irritation. Les Allemands remplissent les rues, les places publiques, les promenades. Ils semblent chercher querelle, nous dit-on. On parle d'une collision dans un faubourg. Un brancard porté par des soldats ennemis et sur lequel git un des leurs donne quelque consistance à ce bruit, qui ne s'est pas confirmé à ma connaissance et que je ne rapporte que comme un symptôme de l'état des esprits.

Cette recrudescence de l'invasion ne laisse pas de place pour des préoccupations d'un autre ordre. Je n'entends pas parler d'élections. En revanche, les détails abondent sur l'occupation de la contrée. La légèreté habituelle du caractère français et particulièrement du caractère tourangeau se montre dans ces récits. Une certaine jovialité goguenarde se mêle à l'accent d'une réelle terreur. On se plaît à répéter, moitié riant moitié frissonnant, les plaisanteries sinistres des soldats prussiens, leurs perpétuelles menaces de couper les têtes, avec un geste et un grincement de dents expressifs, accompagnés du mot *capout*, qu'il ont sans cesse à la bouche et dont le peuple comprend très-bien le sens, quoiqu'il le prenne pour un terme allemand.

Il ne paraît pas que ces menaces aient jamais été suivies d'effet; mais les actes individuels de brigandage semblent avoir été plus fréquents que dans la Beauce, par suite sans doute de l'irritation croissante que causaient des deux parts la prolongation de la lutte et la multiplicité des combats. Quant au brigandage discipliné, il a sévi partout avec la même absence de scrupules et de pitié. Cet esprit de système et ce besoin de légalité dans la barbarie révoltent les âmes françaises, non sans leur inspirer en même temps je ne sais quel respect. On admire malgré soi cette discipline inflexible, aussi dure pour ceux qui l'observent que pour ceux qui en sont les victimes.

On sentait d'autant mieux, dans les pays que je traversais, quelle force en reçoit une armée qu'on venait d'avoir sous les yeux, dans nos récentes déroutes, les déplorables effets de l'indiscipline et du désordre. On en racontait, avec une complaisance qui me navrait, les traits les plus honteux. On ne parlait que de soldats se débandant au premier feu et souvent sans avoir vu le feu, jetant leurs armes et leurs sacs, criant partout sur leur chemin qu'ils en avaient assez d'une guerre sans espoir et que c'était folie de se battre contre plus fort que soi. On ne se bornait pas à des exemples isolés, on accusait d'une irrémédiable défaillance toute l'armée ou pour mieux dire la nation entière dont l'armée avait pris la fleur. Et ces propos décourageants n'étaient pas tenus seulement par des paysans ou des bourgeois ; dès que j'eus franchi les lignes ennemies, je les retrouvai dans la bouche de soldats de toute arme, dans celle même des officiers. L'un de ces derniers, qui avait fait ses preuves de bravoure, sinon de vrai patriotisme, les résumait brutalement en ces propositions, qu'il est bon de répéter non assurément comme expression de la vérité, mais comme indication d'une maladie morale au sein de l'opinion publique : « Nous sommes un peuple de fanfarons et de lâches, nous n'avons qu'un parti à prendre : faire la paix au plus vite et établir la *schlague!* »

Il faut protester, au nom de la vérité historique

autant que de l'honneur national, contre ces exagérations. Quand je pressais de questions ceux qui ne craignaient pas de prononcer de tels arrêts, ils convenaient qu'une grande partie des troupes avait tenu bon, que des avantages avaient été remportés, jusque dans les derniers temps, et, ce qui vaut mieux, mérités par le bon ordre et par le courage, que des traits de fermeté et d'héroïsme avaient honoré les défaites. Nous avions vaincu (j'en ai arraché l'aveu à plus d'un contempteur de nos jeunes armées, non d'après les bulletins de M. Gambetta, mais sur le témoignage de ses propres yeux) dans l'Est à Villersexel, dans le Nord à Bapaume, dans l'Ouest en maint combat depuis Vendôme jusqu'au Mans, et, devant le Mans même, pendant deux jours, la victoire ne sembla pas douteuse. Là où nous avons été malheureux, le vainqueur reconnaît dans ses rapports qu'il a chèrement acheté ses succès. J'ai vu moi-même quelques-uns des débris de nos armées vaincues. Beaucoup d'hommes isolés regagnaient leurs foyers, sous prétexte d'infirmités, qu'ils simulaient ou exagéraient; leur façon de traîner la jambe, l'expression hébétée de leur visage dénotaient le mauvais soldat; mais chez presque tous ceux qui étaient réunis par corps, l'attitude, la démarche, le langage, sans autoriser une confiance excessive, étaient loin de justifier le découragement.

J'ai vu également, dès que j'eus mis le pied hors

du territoire occupé, ceux qui se préparaient à les renforcer, si la patrie avait besoin de leurs bras. Les *mobilisés* de la Vienne ont leur camp à quelque centaines de mètres de Port-de-Piles, aux Ormes. Ils ont bonne contenance. On sent la main d'un chef aussi entendu que dévoué à son pays. Ils ne témoignent pas un vif désir de faire leurs preuves : ce ne sont pas des « fanfarons, » mais ce sont encore moins des « lâches. » Quoique l'espoir d'une solution pacifique soit entré dans leurs cœurs, comme dans ceux de presque tous les Français, et il faut ajouter de tous les Allemands, ils se prêtent sans peine, presque gaiement, à ces préparatifs de guerre, dont la continuation active et énergique est une des conditions d'une paix honorable ; rien n'atteste chez eux des âmes abattues, incapables d'un suprême effort. Ç'a été sans doute une illusion funeste de croire qu'en quelques mois, sans cadres formés, sans le concours d'éléments éprouvés, on pourrait improviser de solides armées. Rien ne pouvait être obtenu que par à peu près : l'armement, l'équipement, l'exercice, la discipline, le courage lui-même, qui dans un corps n'est pas une vertu individuelle, mais une vertu collective, développée et soutenue par l'action commune et réciproque de tous. Mais quand on considère équitablement ce qu'il y avait à faire et ce qui a été fait, loin de s'indigner de n'avoir pas opposé à l'ennemi de meilleures troupes, la France

doit être fière d'avoir pu balancer pendant tant de mois la fortune d'un vainqueur qui avait dans les mains, de longue date, tous les moyens de vaincre.

J'ai pu constater, avec plus de regret que d'étonnement, que le ressort semble partout un peu détendu chez les officiers comme chez les soldats. Les revers essuyés en province, la chute de Paris, l'armistice, les bruits de paix ont détourné les cœurs de la lutte. Mais ce qui a plus que tout le reste amolli les courages, ce sont ces jugements inconsidérés qui détruisent dans l'armée toute confiance en elle-même en la déclarant sans distinction indigne de la confiance du pays. Telle est, en effet, l'une de nos plus déplorables manies. Nous sommes sans mesure dans le mal comme dans le bien que nous disons de nous-mêmes. Nous n'aimons que les propositions générales et les explications simples ; notre logique les réclame et notre vanité sait y trouver son compte, soit qu'elles nous appellent au partage d'une gloire commune, soit qu'elles nous enveloppent dans une commune infamie. Nous sommes fiers de notre part d'honneur, et tout en prenant notre part de honte, en l'exagérant même au besoin pour nous donner le mérite de ne pas nous en faire accroire, il nous semble que la responsabilité s'efface pour chacun de nous quand elle s'étend à tout le monde.

De là nos illusions ; de là aussi nos défaillances. Les unes et les autres se rencontrent sou-

vent, par une singulière inconséquence, dans les mêmes esprits. Ceux qui avaient, pendant toute la guerre, affecté le plus de foi dans le triomphe de la nation étaient ceux qui la représentaient, avec le moins de ménagements, comme une nation dégénérée. Ceux même qui parlaient encore d'une lutte à outrance n'étaient pas les moins prompts à dénigrer toutes les forces qui pouvaient permettre de la soutenir. Nous perdions notre armée en lui témoignant une défiance exagérée ; nous avions commencé à la décourager en ébranlant sa confiance dans tous ceux qui la commandaient.

Nous n'avons pas cessé devant l'ennemi, qui en prenait plus de hardiesse, devant les nôtres, dont le moral ne pouvait qu'en être affaibli, d'accuser d'incapacité nos généraux, nos officiers presque sans exception. La révolution du 4 septembre a encore aggravé le mal. On a dit que la défiance était par excellence la vertu républicaine ; jamais cette vertu, si c'en est une, ne s'est exercée plus à contretemps. En province plus encore qu'à Paris, le reproche de trahison s'est joint partout à celui d'impéritie. On ne voulait plus de serviteurs de l'Empire, comme s'il était possible, en dehors de quelques étrangers ou de quelques proscrits d'une capacité douteuse, de trouver des officiers qui n'eussent jamais servi l'Empire. Le général Masure à Lyon, le général d'Hurbal à Toulouse, le général Barral à

Grenoble malgré la part qu'il avait prise à la défense de Strasbourg, le général Bourbaki à Lille, malgré son empressement à mettre son expérience et son courage au service de la défense nationale, étaient dénoncés, insultés, menacés, parfois maltraités.

Il faut rendre cette justice à celui qui en France a été à la fois le chef du parti républicain et l'arbitre suprême des destinées de la France : M. Gambetta ne s'est pas associé à ces manifestations aussi intempestives qu'odieuses. Il a défendu, il a employé jusqu'à la fin, sans esprit d'exclusion, ceux qui en étaient l'objet. Toutefois, lui-même n'a donné que trop de gages à la vertu républicaine. Qu'il se mît au-dessus de l'ordre hiérarchique pour ne tenir compte que du mérite dans la distribution des commandements, qu'il punît des fautes palpables, matérielles, évidentes pour tout le monde, il faisait acte de justice en même temps que d'une salutaire énergie ; mais transformer l'insuccès en crime, multiplier, à chaque revers, les destitutions ou les changements, ce n'était pas seulement briser, pour l'erreur ou pour le malheur d'un jour, des carrières noblement parcourues et d'où la patrie pouvait attendre encore d'autres services ; c'était ruiner d'avance le crédit des nouveaux chefs. « Ceux-ci ne valent sans doute pas mieux que les autres, » disait le bon sens du soldat.

Après les désastres de nos armées régulières, le

commandement, comme l'exécution, dans des corps improvisés, ne pouvait être que très-imparfait. Bien des erreurs, bien des fautes ont été commises; mais tous les témoignages impartiaux et sans exagération que j'ai pu recueillir autorisent à l'égard des officiers, à tous les degrés de la hiérarchie, le même jugement qu'à l'égard des troupes elles-mêmes : les espérances que l'on pouvait fonder sur eux, quand on ne se berçait pas de folles illusions, ont été de beaucoup dépassées. Nous leur devons de n'avoir pas succombé sans honneur et nous leur devrions peut-être davantage si nous avions pris plus de soin de laisser intacte l'autorité morale sans laquelle leur intelligence et leur zèle étaient frappés d'impuissance. Je lis dans une lettre vieille de près de cent ans ces lignes que nous ne saurions trop méditer, si nous voulons nous rendre compte des vraies causes de nos revers et en éviter le retour. « C'est toujours bien fait, mon cher marquis, écrivait Rochambeau à La Fayette le 27 août 1780, de croire les Français invincibles ; mais je vais vous confier un grand secret. D'après une expérience de quarante ans, il n'y en a pas de plus aisés à battre quand ils ont perdu leur confiance dans leur chef[1]. »

Tandis que le gouvernement républicain, en pro-

[1] On trouvera cette lettre dans un article de M. G. Samley sur les *Français en Amérique* (*Journal officiel* du 12 novembre 1870). Elle mérite d'être lue tout entière.

vince, compromettait l'œuvre de délivrance à laquelle il s'était voué avec la plus louable énergie, en discréditant des auxiliaires dont il ne pouvait se passer pour cette œuvre, il voyait se retourner contre lui-même cet esprit de défiance qu'il entretenait dans le pays. Il aurait eu besoin de beaucoup de ménagements pour faire accepter sa direction d'une armée où les sentiments républicains étaient loin de dominer. Il en aurait fallu plus encore quand cette direction prit un caractère tout civil, entre les mains d'un avocat et de quelques ingénieurs. Il sembla au contraire qu'on prît à tâche de s'aliéner tout ce qui avait le caractère militaire. De là, dès le commencement, une obéissance toute passive, sans élan, à des plans d'avance suspects; de là plus tard, quand la fortune devint décidément contraire, une réaction excessive. Cette réaction était dans toute son intensité au début de l'armistice. Elle n'était que trop justifiée par une série de fautes dont l'effet avait été désastreux; mais, comme tous les mouvements de ce genre, elle allait bien au delà de ce que demandait la justice. On méconnaissait tous les services rendus par cette ardente initiative qui avait presque tout créé en province et sans laquelle un grand pays, où nul encore ne se résignait à subir la loi du vainqueur, n'aurait rien fait pour se défendre. On oubliait que, dans la situation de la France, le plus dangereux n'était pas de commettre des fautes, mais d'a-

voir trop peur d'en commettre. On appliquait au dictateur, dont les combinaisons avaient échoué, la loi qu'il avait tant de fois appliquée aux généraux malheureux : on le rendait responsable de tous les désastres.

Ces dispositions étaient générales dans l'armée ; à l'exception du peuple des grandes villes et du parti républicain le plus exalté, elles étaient partagées par la population civile. Elles ne pouvaient que nuire aux préparatifs militaires auxquels la même direction continuait à présider, sans réussir, par un redoublement de violence, à relever son autorité. Elles exerçaient en même temps une influence prépondérante sur le mouvement électoral, qui devait rendre à la France la disposition de son propre sort.

CHAPITRE II

LES ÉLECTIONS EN PROVINCE

J'ai pu, en parcourant quelques-uns des départements de l'Ouest, assister de près à cette grande et décisive bataille des élections. Sans m'engager dans un récit suivi, je voudrais en présenter un tableau fidèle et impartial, en mettant à profit mes observations personnelles, les entretiens qu'il m'a été donné d'avoir avec des hommes de toute condition, de toute profession, de toute opinion, les lettres particulières que j'ai eues entre les mains, les renseignements que j'ai puisés dans les plus importants journaux de la province. Un fait me causa tout d'abord une extrême stupéfaction. Huit jours s'étaient écoulés depuis la conclusion de l'armistice et la province en connaissait à peine les causes et les conditions. M. Jules Favre, après avoir signé la convention qui mettait fin à la résistance de Paris et qui suspendait la lutte dans le reste de la France, avait annoncé

sans détails à la délégation de Tours cet acte douloureux: depuis lors il n'était venu de Paris ni dépêches officielles, ni lettres, ni journaux ; on était réduit aux communications et aux mercuriales que M. de Bismark voulait bien adresser à M. Gambetta.

On ne songeait pas à expliquer cette privation de nouvelles par la difficulté des communications ou par le mauvais vouloir du quartier général de Versailles ; on croyait plutôt à une révolution dans Paris. On ne me parlait à Chatellerault que de l'assassinat de Jules Favre et de Trochu, et j'eus encore pendant plusieurs jours à démentir la même rumeur. D'autres bruits aussi universellement répandus exagéraient la reddition de Paris. On ne supposait pas une capitulation volontaire, arrachée par la famine, à des conditions honorables; on voulait que les forts eussent été pris de force, peut-être détruits, et l'enceinte en partie violée.

Ces fausses conjectures, suscitées et entretenues par l'absence d'informations exactes, causaient partout une grande perturbation. Elles exaspéraient les partisans de plus en plus rares de la lutte à outrance; elles ajoutaient au découragement des pacifiques ; elles fournissaient un nouvel aliment aux passions politiques, plus vivaces et plus ardentes en province qu'à Paris même. J'avais rencontré ces passions à Orléans, au milieu des douleurs de l'invasion; je les retrouvais au sortir des pays envahis, dominant les

craintes d'invasions nouvelles aussi bien que les espérances de paix et faisant une question de parti du salut de la patrie.

Les premiers journaux qui me tombèrent sous la main étaient pleins des discussions les plus violentes. L'objet actuel de ces discussions était le décret électoral de la délégation de Bordeaux qui frappait d'exclusion plusieurs catégories de citoyens. Le parti républicain, sauf d'honorables exceptions, soutenait énergiquement ce qu'il appelait un acte de sage précaution et de justes représailles et, à l'exemple de M. Gambetta, se faisait un argument, en faveur du décret, de la protestation de M. de Bismark. Tous les autres partis agissaient avec ensemble pour le combattre. Un manifeste collectif était publié par douze grands journaux et attestait, entre les partis dont ils étaient les organes, non une union passagère, mais une coalition déjà ancienne, fortement organisée en vue d'une lutte durable.

Cette coalition comprenait des libéraux de toute nuance, en dehors des républicains purs, les anciens partisans de l'empire, les légitimistes et les cléricaux. Toutes les oppositions de principes, toutes les rivalités personnelles, tous les griefs de la veille étaient mis de côté par les confédérés; ils marchaient de concert dans leurs journaux, dans leurs réunions électorales; ils dressaient en commun des listes de candidats où ils se faisaient mutuellement toutes les

concessions. Là où l'entente semblait impossible, le clergé remplissant sa mission de paix, non, il est vrai, sans une pensée de guerre, intervenait pour la faciliter et il opérait des miracles.

En face de cette ligue également redoutable par le nombre et par l'union de ses adhérents, le parti républicain faisait un effort semblable pour rester uni. Ceux même qui n'approuvaient pas tous les actes de M. Gambetta et particulièrement son dernier décret se groupaient autour de son nom. L'antagonisme survenu entre la délégation de Bordeaux et le gouvernement de Paris, en amenant la chute du dictateur de la province, ébranla plutôt qu'il ne rompit ce faisceau.

Entre ces deux armées, animées de passions violentes, se plaçaient beaucoup de libéraux, d'opinions diverses quant aux formes du gouvernement, mais qui répugnaient également à une alliance avec les partisans du droit divin de la république et avec ceux du droit divin de la monarchie. Ils formaient les éléments d'un parti intermédiaire qui aurait pu, s'il s'était constitué, exercer une action prépondérante; mais leur modération même les détournait de toute initiative. Ils comptaient cependant, et, des deux parts, on cherchait à les gagner en donnant place, sur les listes de candidats, à quelques noms assurés de leurs sympathies. Ils ne se laissaient pas prendre en général à ces avances intéressées; ils sentaient toutefois le besoin de ne pas perdre leurs

voix et ils composaient à la dernière heure des listes mixtes où ils faisaient entrer les noms les plus modérés des listes extrêmes. Seuls quelques exagérés, dans les différents camps, se refusant à tout compromis, persistaient à dresser ce qu'ils appelaient des listes pures, pour lesquelles ils n'obtenaient que de rares adhésions parmi ceux même dont elles flattaient le plus les intimes préférences.

Ces coalitions toutes belliqueuses, ces luttes électorales si ardemment soutenues étaient un triste spectacle dans un pays en proie à l'invasion, menacé de démembrement, et dont toutes les passions auraient dû être tournées contre l'étranger. On ne pouvait s'empêcher toutefois d'admirer l'intelligence politique dont la province livrée à elle-même donnait la preuve. Si elle ne savait pas s'élever au-dessus de l'esprit de parti, elle avait compris du premier coup cette organisation des partis sans laquelle la liberté politique n'est que confusion et impuissance.

La province était entrée en même temps, avec une sagacité singulière, dans la pratique de ce scrutin de liste, si compliqué, si fécond en déceptions, quand on ne s'accommode pas à ses conditions nécessaires. On peut dire sans calomnier les créateurs de ce mode de scrutin qu'ils s'étaient surtout préoccupés de fortifier l'influence des grands centres; il s'est trouvé cependant que nulle part le

scrutin de liste n'a été mieux entendu, n'a mieux montré la force respective des opinions que dans les petites villes et dans les campagnes et que, s'il a donné des résultats incohérents, c'est à Paris et dans quelques grandes villes. On a voté presque partout, non pour des individualités, que la plupart ne connaissaient pas, mais pour des intérêts ou, si l'on veut, pour des passions, dont se rendaient parfaitement compte les électeurs les plus ignorants.

De là, dans toutes les classes, comme dans tous les partis, un zèle extrême à voter. On avait pensé que le vote au chef-lieu de canton, corollaire du scrutin de liste, éloignerait des urnes, dans une saison aussi rigoureuse, une grande partie des électeurs ruraux, et, dans cet espoir, plus d'un préfet de la République, fidèle continuateur des préfets de l'Empire, quoique pour un but contraire et avec des procédés différents, s'était montré très-parcimonieux dans la division des cantons en sections. Sur ce point encore, les campagnes ont su déjouer d'injustifiables précautions contre la libre influence de leurs suffrages. J'ai vu les paysans venir en masse, par communes, avec leur drapeau, souvent de plus de cinq lieues, remplir leur devoir électoral Quelque jugement que l'on porte sur l'esprit qu'ils apportaient à ce devoir, l'ardeur et la discipline avec lesquelles ils faisaient acte de citoyens sont d'un bon augure pour la pratique persévérante

et sincère du gouvernement du pays par lui-même.

Dans l'Ouest, comme dans une grande partie de la France, les listes qui s'intitulaient elles-mêmes modérées, conservatrices ou libérales et que leurs adversaires qualifiaient de réactionnaires ou de monarchiques, ont triomphé à de très-fortes majorités. Quelle a été la signification de leur succès? Il atteste, on n'en saurait douter, une double réaction contre la dictature républicaine et contre la guerre poursuivie à outrance, et, à ces deux points de vue, il ne saurait être regretté du vrai libéralisme et d'un patriotisme bien entendu.

La révolution du 4 septembre n'avait pas rencontré plus d'obstacles en province, où elle renversait un édifice que plus de sept millions de suffrages venaient de consolider, qu'à Paris même, où cet édifice n'avait point de bases. Ce qu'on appelait le parti bonapartiste était en grande partie, même dans les campagnes, exempt de toute superstition dynastique ou même monarchique ; il s'appuyait chez les uns sur les intérêts matériels, chez les autres sur les idées d'ordre, et il s'ouvrait de plus en plus chez un grand nombre à des idées de progrès et à des aspirations libérales. L'Empire avait trompé en un jour toutes les espérances qui faisaient sa force. Sa chute souleva à peine quelques protestations isolées, et ces protestations ont été le plus souvent un hommage au droit violé plutôt qu'une marque de réelle

sympathie pour le régime déchu. J'ai rarement rencontré le regret formel de ce régime; j'ai entendu en revanche bien des hommes, qui avaient voté des deux mains pour le dernier plébiscite et dont la sincérité ne m'est pas douteuse, s'exprimer sur Napoléon III avec autant d'indignation et de mépris que les démocrates parisiens. J'ai sous les yeux des lettres que j'ai reçues de petites villes ou de communes rurales, où les mêmes sentiments se manifestent sans réserve. Si, comme on l'assure, l'Empire a retrouvé des partisans, assez rares d'ailleurs et assez timides, dans quelques départements, il ne les doit qu'aux fautes du gouvernement républicain; il était universellement abandonné au lendemain de sa chute. La République elle-même, à ce moment, ne soulevait pas plus d'opposition que le renversement de la dynastie impériale. Elle s'imposait non par sa prétendue légitimité, plus évidente que la lumière du soleil, suivant M. Louis Blanc, mais par sa nécessité, par l'impossibilité de lui rien substituer qui n'aboutît pas au pire des malheurs publics, à la guerre civile en face de l'ennemi. Elle se faisait accepter d'autant plus aisément qu'elle n'est, d'après son principe, que le gouvernement de la majorité, telle que la constatent de libres élections, à la suite de libres discussions.

Ce n'est pas ainsi, malheureusement, que l'entendaient la plupart de ceux qui reçurent ou qui se

donnèrent la mission de l'établir en province. Ils en faisaient le gouvernement exclusif de leur parti, la mise en pratique immédiate et absolue de toutes leurs idées politiques, sociales et religieuses. Le parti républicain s'honorait par la fermeté des convictions et par la générosité des sentiments; sa haine rréconciliable à l'égard de l'Empire avait été plus clairvoyante que la complaisance de ces millions de Français qui, par peur d'un vain fantôme, avaient attiré sur leur patrie les plus épouvantables malheurs; il montrait, en face de ces malheurs, dont il n'avait pas la responsabilité, l'énergique résolution de les réparer et le plus noble souci de la dignité nationale; mais eût-il eu tous les mérites, la domination à laquelle il prétendait était d'autant moins légitime qu'il ne formait dans le pays qu'une faible minorité, et il la rendit d'autant plus odieuse qu'il procéda dès le début par voie de persécution.

Les destitutions de fonctionnaires, qui passent presque inaperçues à Paris, soulèvent toujours en province de vifs mécontentements et de longues rancunes. Elles atteignent rarement un individu sans indisposer, dans un rayon plus ou moins étendu, tout un groupe d'influences. Là où elles sont le mieux justifiées, elles demandent des ménagements infinis. Quels scandales ne devaient pas causer des mesures de ce genre, quand elles frappaient en masse, sous prétexte d'attachement au gou-

vernement déchu, les membres des parquets, les juges de paix, les maires, et quand les nouveaux choix, de même que sous l'Empire et avec aussi peu de scrupule, n'avaient le plus souvent d'autres motifs que la faveur ou l'intrigue ! Et ce n'était pas assez, pour les administrations républicaines, de s'aliéner toutes les familles qui avaient montré quelque zèle pour le gouvernement légal du pays ; elles se suscitaient des ennemis dans les autres partis, en cédant à deux passions qui s'allient fréquemment avec l'ardeur démocratique : la haine du noble et la haine du prêtre. Ces passions se bornaient le plus souvent, il est vrai, à de déplorables excès de langage ; elles sont allées rarement jusqu'aux actes, mais il n'en fallait pas davantage pour blesser d'inoffensifs regrets ou pour alarmer des convictions respectables.

Le vide se faisait ainsi autour des représentants attitrés de la République en province. Plus d'un sentait qu'il se laissait entraîner dans une fausse voie, mais bien peu osaient ou savaient se dégager de l'entourage compromettant qui s'était imposé à eux dans l'origine et où s'abstenaient de figurer, par une discrétion peut-être excessive, les républicains les plus modérés. Ils subissaient d'autant plus la pression du parti local dont leur position semblait les faire les instruments, que l'investissement de Paris les laissait sans instructions de la

part du gouvernement central, et que les ordres reçus de Tours ou de Bordeaux, loin de tempérer leur zèle, les conviaient souvent aux mesures les plus révolutionnaires. « J'étais moi-même un investi, » me disait comme excuse un de ces préfets.

Le même esprit d'intolérance et d'exclusion avait mis en péril la république de 1848 : obéir à cet esprit, pour la république de 1870, c'était plus qu'une maladresse; c'était un véritable crime. Son devoir le plus urgent, celui dont elle avait assumé avant tout, par le nom même qu'elle se donnait, la responsabilité, c'était la défense nationale. Elle ne pouvait faire face à ce devoir qu'en s'assurant le concours de tous les Français, sans distinction d'opinions, sans égard à leurs actes dans le passé, à leurs espérances pour l'avenir. En semant des sujets de division, en épousant les passions d'un parti, en faisant passer un intérêt politique avant le salut de la patrie, elle imitait l'Empire, elle trahissait comme lui la cause dont elle avait la garde.

Cette erreur coupable n'a pas eu cependant, il faut le dire à l'honneur de la France, toutes les conséquences qu'on en pouvait craindre. Malgré les haines que s'était attirées le gouvernement républicain, nul parti n'a refusé de le suivre quand il a fait appel au dévouement de tous. L'élan a été universel, en province comme à Paris, des preuves multipliées et incontestables m'en ont été montrées; s'il y a eu

des résistances, des exemples de pusillanimité ou de mauvais vouloir, ç'a été affaire de tempérament ou de caractère; l'esprit de parti n'y a été pour rien. Si d'un autre côté l'élan s'est ralenti plus vite qu'à Paris, c'est qu'on a su plus tôt la vérité, c'est qu'on s'est senti de bonne heure poussé vers les abîmes par une direction téméraire et par une idée fausse.

La stratégie de M. Gambetta eût peut-être paru moins mauvaise, si elle n'avait porté la responsabilité de sa politique, mais il n'en est que moins excusable de l'avoir compromise par une politique odieuse à la majorité de la nation. La défiance qu'elle a excitée n'est, dans tous les cas, devenue générale qu'après des revers assez grands, assez continus, pour justifier de la part du pays le désir d'une direction plus éclairée et plus circonspecte.

La réaction qui s'est produite dans le même temps contre un point d'honneur mal entendu n'était pas moins légitime. La guerre à outrance, telle que l'entendaient les républicains les plus ardents et telle que la prêchait le dictateur de Bordeaux, était une généreuse, mais monstrueuse folie. Elle ne signifiait pas seulement l'effort de toute une nation pour chasser l'étranger de son territoire ou pour garder le droit, en cas de revers persistants, de lui arracher les conditions les moins désastreuses; elle n'acceptait pas d'autre alternative qu'une délivrance ou une ruine également com-

plètes et définitives. Vaincre ou mourir, ce peut être la devise de l'héroïsme individuel : la vie d'un homme est si peu de chose qu'il est toujours beau d'en faire le sacrifice au devoir ou à l'honneur ; mais il en est autrement de la vie d'une nation ; elle a les siècles devant elle, et les générations qui la représentent n'ont pas le droit d'en disposer au préjudice des générations futures. La paix dans la défaite peut donc être recherchée par devoir et non sans dignité, et elle sera d'autant plus honorable qu'on ne se sera pas mis dans la nécessité de la subir à tout prix. Le moment était venu pour la France où elle ne pouvait que marcher vers cette nécessité terrible, en se refusant obstinément, après tant de désastres, à toute ouverture pacifique. Le sentiment général ne s'y trompait pas, et les dictateurs républicains, en persistant dans une erreur fatale, mettaient le comble à ses griefs contre leur domination.

Plus la nation s'éloignait d'eux, plus ils semblaient prendre à tâche de justifier son mécontentement. Au moment où tout les condamnait, où leurs jours étaient comptés, ils ajoutaient à toutes leurs usurpations la dissolution des conseils généraux, la révocation de magistrats inamovibles, les restrictions les plus arbitraires imposées à la liberté des électeurs, et ils prenaient en même temps prétexte de l'armistice pour protester contre toute pensée de négociation en adressant au peuple français

une nouvelle adjuration en faveur de la lutte à outrance.

Si quelque chose pouvait excuser toutefois ces intempérances dictatoriales et belliqueuses, c'était l'excès en sens contraire de la réaction qui se produisait contre elles. L'esprit de parti ne se dissimulait plus ; il prenait l'offensive et il oubliait trop souvent, au profit de prétentions dynastiques ou de rancunes personnelles, le péril pressant du pays. Le désir de la paix ne montrait pas plus de mesure ; il exagérait l'impuissance de tous nos moyens d'action pour fermer plus sûrement la bouche à ceux qui exagéraient la possibilité de la résistance, et il ne se sentait pas arrêté, dans l'humilité de son attitude, par la crainte d'accroître les exigences de l'ennemi. On entendait parfois, au sein de la coalition modérée, un langage tellement honteux, que beaucoup de libéraux préféraient encore faire cause commune avec le parti révolutionnaire, où du moins ne se montraient que des passions désintéressées et la persistance honorable, dans son exaltation même, de la fierté nationale.

Des deux côtés, les *ultras* parlaient le plus haut et se donnaient le plus de mouvement. Heureusement, chez les conservateurs, les exagérés n'agirent guère que comme soldats. L'influence prédominante appartint à l'élite libérale des partis coalisés, qui pouvait seule maintenir entre eux l'union. Elle

appartînt surtout, dans l'Ouest, aux légitimistes et aux catholiques attachés aux institutions parlementaires. Il ne faut pas s'en plaindre. Ces deux groupes d'opinions, l'un par tradition chevaleresque, l'autre en haine de la Prusse protestante, se montraient les plus décidés dans la répudiation d'une paix absolument déshonorante.

Ils étaient aussi à ce moment, soit par abnégation patriotique, soit par une saine appréciation de leur position dans le pays, les moins disposés, parmi les adversaires des républicains, à rejeter la France dans les périls d'une aventure monarchique. Tandis qu'ils repoussaient, sans craindre de froisser des alliés utiles, toute candidature trop ouvertement bonapartiste, ils tendaient volontiers la main, sans leur demander d'entrer dans leur alliance, aux libéraux purs et aux républicains modérés, que rapprochaient d'eux l'esprit parlementaire et le respect de la liberté religieuse. Ils abritaient leurs candidats derrière deux noms qui étaient loin de personnifier leurs tendances propres : celui de M. Thiers et celui du chef même du gouvernement républicain à Paris, le général Trochu, en qui la province admirait toujours la modération dans les sentiments libéraux et une ferme indépendance dans l'accomplissement des devoirs militaires. Ils se ralliaient ainsi à ce gouvernement, avant même qu'il eût, à la veille des élections, après une semaine d'incertitude et d'a-

narchie, prêté une force nouvelle à leur cause, en désavouant sa délégation provinciale. Ils étaient déjà préparés à accepter cette union de tous les partis modérés, sous le drapeau d'une république libérale, qui s'est affirmée dans les deux premiers actes de la nouvelle assemblée : le choix de M. Grévy comme Président, et celui de M. Thiers comme Chef du pouvoir exécutif.

Le maintien de cette union semblait dépendre surtout de l'attitude que saurait conserver la fraction la plus sage, sinon la plus nombreuse du parti républicain. Si les républicains modérés savaient rompre résolûment avec d'anciens alliés qui, depuis longtemps, ne répondaient à leurs ménagements excessifs que par des démonstrations hostiles; s'ils se mettaient sans hésitation à la tête du parti de l'ordre, au lieu de le laisser, comme en 1848, se constituer en dehors d'eux ou contre eux; s'ils profitaient de la large part qui leur avait été laissée dans la nouvelle administration pour faire comprendre au pays que la République ne se confond pas avec la dictature et la fermeté en face de l'ennemi vainqueur avec la jactance; si enfin ils savaient au besoin faire passer leurs convictions libérales et leurs sentiments patriotiques avant leurs préférences républicaines, ils pouvaient aider les hommes éclairés et prudents qui avaient dirigé le mouvement électoral dans une partie de la province, à se main-

tenir eux-mêmes dans une voie modérée et libérale; ils pouvaient faire d'une réaction qui semblait prête à se jeter dans les bras du despotisme et à boire toutes les hontes, la victoire du bon sens, de la liberté et du patriotisme. Rien n'opposait encore un obstacle invincible à la réalisation d'une telle espérance.

CHAPITRE III

LES ÉLECTIONS A PARIS

Les élections de Paris, comme celles des départements, ont été l'effet d'une réaction violente contre le gouvernement républicain inauguré le 4 septembre ; mais la réaction s'est faite, des deux parts, en sens contraire : en province, sous l'influence des instincts conservateurs; à Paris, sous l'empire des passions révolutionnaires.

Depuis le 4 septembre, les passions et les folies que résume le nom de spectre rouge avaient eu libre carrière dans la population parisienne. La presse à bon marché et les réunions publiques leur étaient ouvertes. L'oisiveté de la vie militaire sans combats et le plus souvent sans service utile ne pouvait qu'en favoriser la propagation et le développement. L'organisation de la garde nationale, partagée en deux catégories de bataillons, les uns constitués sous l'Empire et recrutés en majorité dans

la bourgeoisie, les autres créés sous la République et composés presque exclusivement d'ouvriers, semblait être l'organisation même de la guerre sociale. Toutefois, après deux mois de ce régime, un vote d'une signification incontestable avait montré la démagogie réduite à une minorité de 53,000 voix sur près de 400,000 votants. Trois mois plus tard, le ressentiment d'un désastre que l'on n'avait jamais voulu prévoir avait beaucoup accru cette minorité. Elle avait surtout l'avantage de former une masse à peu près compacte, tandis que les autres partis ne faisaient aucun effort pour s'entendre. Ils se composaient des électeurs les plus éclairés, mais, par l'effet de leurs lumières mêmes, les moins propres à la discipline. Chacun y prétendait raisonner son vote; nul n'y voulait suivre un mot d'ordre. De là la multiplicité des listes; de là les listes de fantaisie fabriquées individuellement par un grand nombre d'électeurs. De là aussi l'incohérence de ces listes où, avec plus de générosité que de sens politique, beaucoup se faisaient une sorte de devoir de réunir les noms les plus disparates, sous prétexte que toutes les opinions devaient être représentées dans la députation parisienne. De là enfin un résultat qui, sous la loi de la majorité relative, ne pouvait être que détestable.

Essayons de nous reconnaître dans ce chaos.

Cinq candidats seulement, MM. Louis Blanc, Vic-

tor Hugo, Gambetta, Garibaldi, Edgar Quinet, avaient obtenu la majorité absolue des suffrages; les autres élus, trente-huit sur quarante trois, ne représentaient que des minorités plus ou moins fortes; mais ces cinq noms eux-mêmes étaient loin d'exprimer l'opinion vraie et unanime de la majorité qui les avait acceptés. Une liste, surtout quand elle embrasse autant de noms, est toujours une affaire de compromis. L'éparpillement des voix, qui est la plaie du scrutin de liste, irait jusqu'à l'émiettement, si chacun ne sentait pas le besoin d'étendre ses choix en deçà et au delà de ses opinions. De là, sur des listes très-divergentes, un certain nombre de noms adoptés en commun, comme gage de conciliation. Les partis modérés, quand ils ne sont pas « enragés de modération, » se prêtent surtout à ces concessions et à ce dangereux éclectisme. Ils s'y prêtaient d'autant plus aisément à Paris, après le siége, qu'ils étaient sous l'empire de deux passions qui les rapprochaient des partis extrêmes, la haine de l'ennemi et le ressentiment contre un gouvernement qui avait justifié toutes leurs craintes et trahi toutes leurs espérances. Les noms de MM. Louis Blanc, Victor Hugo, Gambetta, Garibaldi et Edgar Quinet, se trouvèrent donc naturellement portés sur des listes dont ils dépassaient de beaucoup les tendances. Pour les deux premiers et pour le cinquième, c'était un hommage rendu à l'illustration littéraire. Cet

hommage était d'ailleurs en partie justifié par des gages incontestables d'une modération relative. L'opinion publique savait gré aux trois écrivains célèbres qui ralliaient une si grande partie des suffrages parisiens, d'avoir blâmé la mollesse du gouvernement de la défense nationale; mais elle leur savait gré également de ne lui avoir créé aucun embarras sérieux. Quant à MM. Gambetta et Garibaldi, leur popularité était l'effet d'une illusion qu'explique trop bien l'état d'ignorance dans lequel avaient vécu, par suite de leur isolement réciproque, la Province et Paris : ils personnifiaient, aux yeux des Parisiens trompés, les plus glorieux efforts de la guerre en province, comme le général Trochu gardait aux yeux des provinciaux non moins abusés tout l'honneur de la résistance de Paris. Les mêmes illusions durent encore; car rien n'est plus tenace que les préjugés, surtout quand ils fournissent une justification à des rancunes toujours subsistantes. « Oh! si nous avions eu un Trochu! » dit-on encore en province. « Oh! si nous avions eu un Gambetta! » dit-on encore à Paris.

Des minorités considérables étaient acquises à des hommes qui représentaient déjà le radicalisme le plus avancé et qui ont joué depuis le rôle le plus coupable. Ici encore il faut tenir compte, non comme excuse, mais comme explication, de la séduction exercée sur un peuple spirituel et frondeur, en

proie à une irritation naturelle, quoique excessive, par le talent littéraire au service d'une opposition violente. Le Français, le Parisien surtout, n'est que trop porté à donner des leçons au pouvoir, quand il se figure que ces leçons se borneront aux critiques et n'iront pas jusqu'aux actes. Près de deux cent mille voix se portaient sur MM. Rochefort, Delescluze, Félix Pyat, qui jusqu'alors n'étaient que des écrivains passionnés; mais la plus grande partie de ces voix imprudentes se détournait des hommes d'action, plus courageux et plus logiques. Le chef de toutes les conspirations révolutionnaires depuis plus de trente ans, M. Blanqui n'obtenait pas plus de cinquante-deux mille voix, et deux noms auxquels s'attache le souvenir de presque toutes les insurrections tentées à Paris et en province dans ces deux années, M. Gustave Flourens et le « général » Cluseret, devaient se contenter, le premier de quarante-deux mille, le second de vingt-et-un mille suffrages!

D'autres noms, qui devaient recevoir, quelques semaines plus tard, une déplorable notoriété, arrivaient avec des minorités plus ou moins fortes. Sans justifier de tels choix, il ne faut pas oublier qu'aucun de ces représentants du radicalisme le plus avancé, et bientôt le plus coupable, ne s'était compromis jusqu'alors dans un de ces coups de main qui avaient seuls le privilége d'effrayer la bourgeoi-

sie parisienne. Rien ne les distinguait encore de ceux de leurs collègues de l'extrême gauche qui devaient prendre parti pour l'ordre légal. C'étaient pour la plupart des journalistes à qui le mécontentement public savait gré d'avoir continué contre le gouvernement du 4 septembre la polémique acerbe dont ils avaient poursuivi l'Empire. Quelques-uns avaient acquis d'ailleurs une certaine popularité dans les arrondissements qu'ils avaient administrés comme maires ou comme adjoints, ou passaient pour avoir montré du courage à la tête de bataillons de la garde nationale.

Si l'on veut apprécier exactement les élections parisiennes du 8 février, il faut les embrasser dans leur ensemble. Six des élus ont fait partie de la Commune [1]. Deux autres l'ont servie [2]. Trois y ont adhéré, avec des réserves plus ou moins nettes [3]. Trois se sont associés à des tentatives séditieuses de conciliation entre elle et le gouvernement légal de la France [4]. Le reste, c'est-à-dire vingt-neuf, a énergiquement protesté contre son usurpation et contre ses actes, quelques-uns avec une certaine condescendance peut-être, le plus grand nombre sans faiblesse, et trois en assumant, à la tête ou au sein du

[1] MM. Delescluze, Félix Pyat, Gambon, Ranc, Malon, Cournet.

[2] MM. Razoua et Millière.

[3] MM. Victor Hugo, Garibaldi, Ledru-Rollin.

[4] MM. Lockroy, Clémenceau, Floquet.

gouvernement, la responsabilité de la terrible lutte à laquelle elle a succombé [1].

Quelles intentions générales peuvent donc se dégager de ces élections si peu politiques? Elles sont évidemment une affirmation de la République. Presque tous les élus se sont fait connaître comme républicains; mais dans le choix dont ils sont l'objet, nulle nuance exclusive ne paraît dominer; le flot électoral est allé des plus extrêmes aux plus modérés, des Delescluze, des Félix Pyat et des Millière à des sages comme M. Henri Martin, M. Vacherot, M. Littré, M. Arnaud de l'Ariége. Les seuls qui soient systématiquement écartés, ce sont d'abord les insurgés de profession, puis les membres du gouvernement de la défense nationale, contre lesquels l'opinion publique, injuste ou du moins excessive dans son ressentiment, se prononce avec une sorte d'unanimité. Deux honorables exceptions sont faites cependant parmi ces derniers : des minorités suffisantes sont obtenues par M. Dorian, à qui l'on attribue une certaine énergie dans les préparatifs de la défense, et par M. Jules Favre, à qui l'on ne fait pas encore un crime d'avoir tenu devant l'étranger un langage digne des souvenirs et des espérances de la France, sinon des nécessités de sa situation présente.

[1] MM. Thiers, Jules Favre et l'amiral Pothuau.

En dehors des républicains purs, le suffrage des électeurs de la Seine a été chercher quelques-uns des hommes de guerre dont les efforts avaient le plus honoré la résistance de Paris : les amiraux Saisset et Pothuau, le général Frébault, le lieutenant Farcy. Il s'est également porté, sans leur demander des gages de républicanisme, sur deux hommes politiques, dont le premier s'était signalé par un zèle intelligent pour les intérêts de la ville de Paris, et dont le second était la plus éclatante personnification du patriotisme et de la cause libérale : le département de la Seine désignait en quelque sorte, dans M. Léon Say, son futur chef, et il se joignait aux vingt-cinq autres départements qui acclamaient dans M. Thiers le chef futur du gouvernement de la France.

Dégagée des fauteurs ou des adhérents de la rébellion, qui tous se sont retirés de l'Assemblée, la députation élue à Paris le 8 février s'est partagée entre le centre gauche, la gauche et l'extrême gauche; mais il n'est aucun de ses membres qui n'ait affirmé son attachement à l'ordre et son respect des lois, et les plus avancés ont souvent fait contraste, par la modération de leur langage, avec la violence de quelques uns des membres de l'extrême droite. Entre eux et la majorité de la députation provinciale, la dissidence la plus grave est dans la nature de l'adhésion à la République : d'un côté domine l'affirmation ab-

solue et exclusive; de l'autre, l'acceptation est conditionnelle, laissant une porte ouverte à une restauration monarchique.

L'entente était donc possible pour l'état actuel. Or, c'est méconnaître la force des choses aussi bien que les droits du suffrage universel que d'exiger davantage : toutes les déclarations et toutes les institutions du monde n'auraient pas plus d'efficacité que cette entente provisoire pour enchaîner l'avenir. La guerre civile pour un intérêt éloigné dont aucune volonté n'est maîtresse est une monstrueuse folie, et il ne serait pas moins insensé de perpétuer la haine entre concitoyens et la discorde entre un pays et sa capitale, pour toutes les questions particulières sur lesquelles l'accord n'a pas pu s'établir et qui ne comportent pas d'ajournement.

Plusieurs de ces questions sont assez graves sans doute pour justifier la distinction et même les luttes ardentes des partis parlementaires. Bien des préjugés, bien des idées creuses, bien des prétentions hors de saison ou prématurées les obscurcissent de part et d'autre : les hommes politiques ne sont pas plus exempts que les masses d'inintelligence et d'erreur, et ils ne se tiennent pas mieux en garde contre le parti pris et l'intolérance. Il serait absurde d'espérer, soit dans le pays, soit chez ses représentants, une renonciation à toute discussion irritante, qui ne serait qu'une renonciation à tout progrès. Ce qu'il

est raisonnable de souhaiter, c'est que les questions qui nous divisent ne nous fassent pas perdre de vue, dans l'intérêt passionné que nous y apportons, les points qui nous unissent. Or, en dehors de la patrie commune et de l'accord provisoire sur la forme du gouvernement, combien de principes semblent désormais acquis! Républicains par conviction ou par nécessité, tous se placent sous la loi souveraine du suffrage universel, tous veulent, dans leur sincérité et dans leur intégrité, ces libertés nécessaires, que M. Thiers réclamait de l'Empire lui-même; presque tous acceptent, dans une large mesure et avec les garanties du droit commun, la liberté des opinions sous toutes ses formes et dans toutes les sphères; presque tous enfin sont convertis à la décentralisation administrative et ne font de réserves que sur l'extension qu'elle peut recevoir sans péril pour l'unité nationale.

Que fallait-il donc, après les élections, que faut-il encore pour pacifier la France? La liberté et la lumière. Monarchistes et républicains, tous les honnêtes gens n'avaient qu'un même devoir : mettre à profit leur union présente pour réaliser toutes les réformes libérales qui sont leur vœu commun; rompre résolûment avec tous ceux de leurs anciens alliés qui appellent encore la dictature, la compression, les mesures de salut public; s'appliquer surtout à dissiper autour d'eux les défiances, les ran-

cunes, les mauvaises passions, filles de l'ignorance et de la sottise; éclairer le suffrage universel, au lieu de le tromper et de le corrompre, comme ont fait jusqu'à présent tous ceux qui ont prétendu le diriger; l'arracher aux fantômes en lui montrant, sans illusions et sans exagération, dans les tendances diverses qui nous séparent, le bien et le mal, les légitimes aspirations et les dangers réels; le traiter, en un mot, comme leur souverain, non comme leur instrument, se plaçant au point de vue de ses intérêts, non des leurs, et mettant leur honneur à le servir avec intelligence et avec loyauté. Ce n'est pas assurément le dernier mot, mais ce devait être, en cette année néfaste, le premier mot de la politique, le commencement d'une œuvre de reconstruction qui fît revivre en chaque Français une âme française, au lieu de ces âmes républicaines ou monarchiques, urbaines ou rurales, parisiennes ou provinciales, dont la rivalité menace de détruire ce qui subsiste de la France.

On sait quels terribles événements ont compromis ou retardé l'accomplissement de ce programme.



TROISIÈME PARTIE

LE PROCÈS ENTRE PARIS ET LA PROVINCE

Paris et la province n'avaient jamais paru plus près de s'entendre que pendant ce long siége qui les avait tenus isolés l'un de l'autre. Au début de l'investissement, des doutes, des appréhensions existaient, il est vrai, des deux côtés, mais les rares nouvelles qui franchirent les lignes ennemies firent tomber peu à peu ces défiances mutuelles. Une population de près de deux millions d'âmes, bloquée, affamée, bombardée, n'usait d'une liberté sans limites que pour affirmer l'unanimité de ses efforts en vue de la délivrance, et acceptait résolûment tous les sacrifices. Si quelques actes d'indiscipline et deux ou trois essais d'insurrection faisaient ombre au tableau, l'ordre n'avait pas été sérieusement troublé, et la réprobation générale qu'ils avaient rencontrée avait été une nouvelle preuve du bon esprit des

assiégés. En fallait-il plus pour justifier une admiration dont le témoignage pompeux leur arrivait de temps en temps à travers les airs ?

Ils ne trouvaient pas eux-mêmes un moindre sujet d'admiration dans le mouvement national qui leur était annoncé par la même voie avec une égale emphase. Un pays qui avait vu tomber en un jour tout ce qui faisait sa confiance : son armée et son empereur, se levait tout entier à la voix d'un dictateur républicain ! La réaction était réduite au silence ; la révolution était contenue ; l'adhésion à la République se confondait partout avec le dévouement à la patrie. Les forces improvisées se comptaient par centaines de mille hommes ; des prodiges étaient faits pour les équiper et pour les exercer. A peine réunies, elles étaient capables de vaincre, et, ce qui est plus difficile, même pour des troupes éprouvées, de supporter une défaite. Il semblait donc qu'un même cœur battît dans toute la France.

L'entente subsisterait-elle après la ruine des espérances qui l'avaient cimentée ? On devait le croire, surtout devant les nouveaux devoirs qui en faisaient une nécessité plus pressante que jamais, et que le rétablissement des communications permettait du moins de remplir en commun. Ce n'était qu'une dernière illusion. L'antagonisme s'est réveillé entre Paris et la province dès qu'ils se sont retrouvés en présence ; au bout de peu de jours, ç'a été un véri-

table divorce, et bientôt la plus absurde comme la plus affreuse des guerres civiles Par quelles causes les esprits se sont-ils divisés, les cœurs se sont-ils, aigris à ce point d'ajouter ce suprême malheur à tous les désastres qui nous accablent ? Le mal n'est pas nouveau ; les tristes événements qui s'étaient succédé depuis neuf mois n'ont eu pour effet que d'en retarder, puis d'en aggraver l'explosion. Il importe d'en rechercher les racines dans le passé, si l'on veut y porter plus sûrement remède.

CHAPITRE I

ORIGINES DE L'ANTAGONISME POLITIQUE ENTRE PARIS ET LA PROVINCE

Plus d'une fois déjà Paris, sous la domination d'un gouvernement insurrectionnel, s'est trouvé en lutte avec le gouvernement légal de la France, établi momentanément en province. Les malheurs de cette année semblent, à bien des égards, la répétition de ceux qui s'étaient accumulés sur notre territoire il y a un peu plus de cinq siècles. La France avait été envahie et vaincue, son souverain fait prisonnier ; plusieurs de ses provinces étaient occupées. Une assemblée nationale avait été réunie pour aviser au salut du pays. Les discussions les plus violentes s'élevaient entre ses membres, et passionnaient au dehors tous les esprits. Une émeute éclata dans Paris et s'en rendit maîtresse. Le chef de l'Etat et une partie des députés se transportèrent dans une ville voisine. Paris se constitua en commune indé-

pendante, et invita les autres cités à suivre son exemple. Les bourgeois s'armèrent, des aventuriers de tous pays se mirent à leur solde; la guerre civile sévit autour de la capitale, et l'autorité légitime n'y fut rétablie qu'à la suite d'un long siége.

Toutefois, les analogies sont plus apparentes que réelles entre les révolutions de 1357 et de 1871. La première n'est pas proprement parisienne ; elle est la revendication violente et prématurée de droits déjà chers à toute la bourgeoisie française, et qui ne restent pas en deçà des libertés conquises quatre siècles plus tard. Si elle est suscitée par le prévôt des marchands Etienne Marcel, elle trouve faveur dans les états généraux, non-seulement parmi les députés qui se sont renfermés dans Paris, mais parmi ceux qui ont suivi le Dauphin à Compiègne. Les assemblées provinciales embrassent en partie sa cause. Les campagnes, loin d'obéir à des passions contraires, s'insurgent à leur tour; c'est la *Jacquerie*. La fureur qui s'y déchaîne au sein des masses rurales en vient à de tels excès qu'une réaction se produit dans les villes, et qu'à Paris même, à Paris surtout, un parti de plus en plus nombreux se prononce hautement pour le prompt et complet rétablissement du pouvoir royal.

Les guerres civiles des siècles suivants ne mettent pas davantage aux prises Paris et la province. Paris se partage, comme le reste de la France, entre des

factions rivales. Il est tour à tour la proie des Armagnacs et des Bourguignons. Il est la capitale de la Ligue, tandis que le royaume n'a plus de capitale; mais il n'a pas un rôle à part parmi tant de villes et de provinces en état de rébellion. S'il manifeste une tendance particulière, c'est moins l'esprit de révolte qu'un retour de plus en plus décidé aux sentiments tempérés que représentent, durant les guerres de religion, ceux qu'on appelle les « politiques » et dont la satire *Ménippée* est l'expression la plus brillante, la plus française, la plus parisienne.

La Fronde est la seule de ces guerres de partis dont l'initiative appartienne à Paris ; le moins contestable des travers parisiens lui a emprunté son nom ; mais quand la Fronde eut réduit la cour à chercher un refuge en province, elle ne vit pas s'élever contre elle un esprit qu'on puisse appeler provincial. Il n'y avait que des nuances entre les sentiments qui animaient les diverses parties du royaume. Mazarin n'était pas plus goûté en province qu'à Paris, et Paris n'avait pas moins à cœur que la province de repousser toute confusion entre la cause d'un ministre détesté et les droits universellement respectés de la monarchie elle-même.

Si l'opposition est ancienne entre la province et Paris, elle n'a été longtemps qu'un antagonisme d'amour-propre. Sous l'ancien régime, comme de nos jours, une idée de ridicule s'attachait au nom de

provincial dans l'esprit de beaucoup de Parisiens ; il signifiait ou l'attachement obstiné à des usages grossiers et hors de mode, ou de gauches efforts pour se rapprocher d'un type de bon goût et d'élégance dont la capitale seule offrait le modèle. De son côté, la province n'était pas sans de justes sujets de railleries sur la présomption, la légèreté, l'ignorance des Parisiens, et sans des griefs plus sérieux sur leur corruption et leurs mauvaises mœurs. Elle acceptait toutefois, bon gré, mal gré, une suprématie dont l'affectation seule lui paraissai blessante, et qui ne s'imposait, d'ailleurs, que par la puissance de l'exemple. Elle ne fit montre d'indépendance que lorsque cette suprématie, toute morale, sembla se doubler d'une sorte de domination politique. — Combien de fois, depuis quatre-vingts ans, n'a-t-on pas accusé Paris de disposer de la France sans sa participation et sans son aveu !

Le reproche est-il fondé? Paris, comme l'a dit M. Thiers avec sa haute expérience[1], a été plus souvent le théâtre que l'auteur véritable des attentats contre les lois qui se sont succédé dans notre pays avec une sorte de régularité périodique, avec la consécration presque constante du succès. C· s attentats n'avaient en effet chance de rèussir qu'an

[1] Séance de l'Assemblée nationale du 10 mars 1871 . (Discussion sur la translation de l'Assemblée à Versailles.)

siége même du pouvoir central. Ils trouvent d'ailleurs les conditions les plus favorables dans une aussi grande ville, le refuge presque assuré de tous ceux qui ont quelque chose à cacher dans leur vie ou dans leurs desseins, et où il peut suffire de soulever la millième partie de la population pour mettre en péril l'ordre établi ; mais l'insurrection la plus formidable n'y a jamais été que le fait d'une minorité.

Le nombre est toujours restreint de ceux qui risquent leur vie par passion politique. Plus rares encore, il faut le reconnaître, sont ceux qui l'exposent par devoir civique : Paris a plus d'une fois donné ce noble exemple, et quand on rappelle les guerres civiles qui ont ensanglanté ses rues, on oublie trop que, dans la plupart de ces tristes luttes, les belligérants de part et d'autre se sont également recrutés dans sa population.

Entre ces deux minorités, la majorité, à Paris comme en province, attend les événements ; elle ne peut être accusée, dans ceux qui transforment une émeute en révolution, que d'une complicité négative, qui n'est pas toujours l'effet de l'esprit d'opposition, de l'indifférence ou du manque de courage, et qui trouve souvent son excuse dans le défaut d'organisation ou dans l'absence d'ordres précis. Souvent les catastrophes ont été si rapides qu'elles n'ont été connues, à Paris même, de la plupart des

habitants, que par les affiches des vainqueurs et par les récits des journaux ; la nouvelle, grâce au télégraphe, pouvait en arriver aussi vite dans les départements les plus éloignés.

Dès lors, il n'y avait pour la France entière d'autre alternative que la soumission où la révolte. Or la révolte, pour les citoyens attachés à l'ordre et habitués au respect des lois, rencontre à Paris les mêmes obstacles qu'en province, et peut-être de plus grands encore; car cette immense agglomération d'hommes, qui équivaut à la population de cinq ou six départements, n'offre aucun de ces groupes naturels qui peuvent se prêter ailleurs à une action commune, non-seulement par leur constitution légale, mais par l'espèce de vie collective qu'entretiennent entre leurs membres des relations de tous les jours. Les arrondissements, les quartiers, les maisons elles-mêmes, ne sont guère pour les habitants que des centres factices et fortuits qui les laissent à peu près sans lien.

Et cependant, malgré ces obstacles, les faits accomplis n'ont pas toujours fait loi pour les bons citoyens de Paris. Si l'on parcourt sans parti pris l'histoire de nos révolutions successives, on reconnaîtra que nulle part la conscience publique, lorsqu'elle s'est sentie blessée, ne s'est traduite en protestations plus vives et en plus sérieux essais de résistance. Très-souvent, il est vrai, la soumission

a été générale, et parfois même elle a pris la forme d'une adhésion enthousiaste; mais, en ce point encore, Paris ne fait pas exception. Plus d'une révolution a été accueillie en province avec le même enthousiasme qu'à Paris, et ce n'est pas toujours à Paris que le renversement des lois s'est fait le plus aisément accepter.

La facilité avec laquelle l'ordre légal, dans notre pays, peut tomber en quelques heures, sous une insurrection ou un coup d'État, tient à deux causes dont l'effet est général : notre centralisation et notre aversion pour la guerre civile. Il semble étrange que quelques individus, pour s'être emparés du pouvoir par force ou par surprise, se voient aussitôt obéis par toute une nation de trente ou quarante millions d'hommes. C'est que l'initiative de la résistance ne peut légalement être prise par aucun pouvoir, si haut placé qu'il soit, si vaste que soit son ressort. On ne peut qu'opposer usurpation à usurpation, en faisant appel, sans organisation préalable, à une armée de volontaires que n'effraye pas la responsabilité d'une lutte sanglante entre concitoyens pour la défense de l'autorité légitime. Depuis la Fronde, la seule tentative de ce genre qui ait eu quelque étendue et quelque durée est la guerre de la Vendée, presque au début de la période révolutionnaire, quand subsistait encore un reste d'indépendance provinciale, et bien des causes étrangères

au pur sentiment de la légalité ont concouru soit à la provoquer, soit à la prolonger.

Depuis lors, nous avons eu bien des insurrections, le plus souvent pour renverser, rarement pour rétablir; mais nos institutions et nos mœurs se sont de moins en moins prêtées à une guerre générale entre les défenseurs d'un régime déchu et les fauteurs du nouveau gouvernement. Si la France à pu réagir en 1871 contre une révolution consommée dans Paris, c'est que son centre politique, accidentellement déplacé, s'est trouvé hors des atteintes de cette révolution; sans cet heureux effet de nos disgrâces, il n'est guère permis de douter que ce coup de force n'eût aussi pleinement réussi que toutes les usurpations précédentes, sans rencontrer plus de résistance en province qu'il ne lui en a été opposé à Paris.

Il reste toujours une tache sur une ville ou sur une contrée, quel que soit le nombre des coupables, quand les actes de désordre y sont en quelque sorte endémiques, et surtout quand ils sont souillés par l'assassinat et par le pillage. Paris garde cette tache, mais la garde-t-il seul en France? Notre histoire depuis 1789 est pleine des émeutes parisiennes. Elles attirent seules l'attention par les conséquences qu'elles ont eues ou qu'elles pouvaient avoir pour la nation tout entière et même pour toute l'Europe. La grandeur du théâtre leur prête d'ailleurs quelque

chose de grandiose ou de monstrueux qui saisit fortement les imaginations. La vérité est que toutes les périodes révolutionnaires ont vu se produire des soulèvements populaires dans toute la France, et que les émeutes provinciales sont loin d'avoir été les plus modérées, les plus pures d'actes sauvages contre les propriétés et les personnes.

Dès 1789 commença la guerre aux châteaux : les dévastations, les incendies, les massacres se multiplient sur tous les points du territoire; puis vient la Terreur, qui n'a pris le caractère d'un système de gouvernement qu'après avoir été dans les villes de tout ordre et jusque dans les villages un effet spontané et universel du déchaînement des passions. La « Terreur blanche » succède à la « Terreur rouge, » dont elle ne se distingue que par la qualité des victimes. Elle a été exlcusivement provinciale, tant en 1794 qu'en 1815.

Plus tard, même dans les temps en apparence les plus calmes, combien de mouvements séditieux en province, soit pour un motif politique, soit sur une question de travail ou de subsistances, soit par l'effet de causes toutes locales ! Ces mouvements ont parfois affecté, sur un théâtre dix fois plus restreint, les proportions des plus grandes insurrections de Paris, comme à Lyon en 1831 et en 1834 ; ils ont d'autres fois, par leur explosion simultanée, paru prendre le caractère d'une guerre civile générale,

comme dans les départements du Centre et du Midi après le coup d'État de 1851. Ici la révolte était légitime dans son principe; mais elle est loin d'avoir été innocente dans tous ses mobiles et dans tous ses actes, et s'il ne faut pas en grossir les excès, comme ont fait ceux qui ont cherché dans le péril social une excuse à leur défaillance ou une occasion pour leur ambition, il ne faut pas davantage les absoudre ou les atténuer par un sentiment mal entendu de réparation et de justice.

La foule est toujours la foule, quelle que soit la passion qui la possède ; elle n'obéit qu'à l'instinct. Ses entraînements sont souvent généreux ; ses emportements sont presque toujours féroces. Le courage et le sang-froid ne suffisent pas pour la contenir ; l'expérience et l'habileté du dompteur seraient nécessaires. Il faut plaindre plutôt qu'accuser ceux qui assistent à ses fureurs sans réussir à les apaiser ; il faut la plaindre elle-même. Les plus coupables sont ceux qui l'ont soulevée dans un intérêt personnel ou de parti. Cessons donc d'opposer la sagesse de la province au délire de Paris, les mœurs paisibles des campagnes aux passions effrénées des villes. Dans toutes les masses humaines, les mêmes conséquences naissent des mêmes principes, et si l'on doit faire des différences, ce n'est pas à l'honneur des populations les plus ignorantes.

L'état d'effervescence où une guerre follement en-

treprise et non moins follement poursuivie a jeté la France a multiplié les commotions populaires, et les a portées sur plusieurs points aux derniers excès ; d'abominables assassinats ont été commis : le premier en date et le plus horrible de tous n'est-il pas celui de ce propriétaire du Périgord brûlé vif, après de longues et cruelles tortures, par une émeute de paysans qui l'accusaient d'avoir comploté les revers des armées impériales ?

CHAPITRE II

LES ÉLECTIONS A PARIS ET EN PROVINCE DEPUIS 1789

Si l'on veut apprécier avec équité l'esprit politique à Paris et en province, c'est non pas l'histoire des émeutes qu'il faut interroger, mais celle des votes et en général de tous les actes publics par lesquels les opinions ont pu se manifester pacifiquement et librement. Or, la série de ces actes, à partir de 1789, ne laisse voir un désaccord sérieux et persistant entre la tête et le corps de la nation que depuis moins de vingt ans.

Aux élections pour les états généraux, Paris, par ses cahiers et par le choix de ses députés, ne devance en aucun point les aspirations de la province. Il semble se laisser distancer par la province aux élections pour l'Assemblée législative : presque tous ses députés appartiennent à la droite constitutionnelle et modérée. Il prend sa revanche dans ses choix pour la Convention : les chefs les plus célèbres et les plus violents de la Montagne, Danton, Ro-

bespierre, Marat lui-même, sont parmi ses élus ; mais il ne faut pas oublier que la lutte n'était pas encore engagée entre la Montagne et la Gironde, et que les futurs champions des deux partis étaient confondus dans une même popularité. Il convient aussi de rappeler que trois des conventionnels parisiens [1] refusèrent de voter la mort du roi.

Dans les derniers jours de la Convention, quand il s'agit de nommer les deux conseils destinés à former le nouveau Corps législatif, Paris s'associe avec éclat au mouvement de réaction qui se produit dans toute la France. Ses protestations contre le maintien partiel de la dictature révolutionnaire prennent même la forme d'une insurrection, d'autant plus remarquable qu'elle est due à l'initiative de la partie la plus riche et la plus éclairée de la population, et qu'elle ne rencontre aucune opposition dans les masses populaires.

Le renouvellement des conseils en 1797 donne lieu à Paris, comme dans la plupart des départements, à ces choix modérés et suspects de royalisme qui servirent de prétexte au coup d'Etat de fructidor. Après le 18 brumaire, Paris n'est pas moins prompt que la province à *ruere in servitium* : il ne se reprend à vouloir la liberté qu'après la chute de l'empire.

[1] Dussaulx, Manuel, Thomas.

Paris est à la tête du mouvement libéral sous la Restauration; mais toute la France marche avec lui. Jusqu'en 1827, la majeure partie de ses choix pour la Chambre des députés ne va pas au delà de ce libéralisme royaliste et conservateur que représentent M. Decazes et M. de Serre ; l'opposition libérale ne triomphe dans tous ses colléges que lorsque la province elle-même envoie à la Chambre une majorité opposante.

Après 1830, le centre droit reste prépondérant en province, tandis que Paris incline de plus en plus vers la gauche; mais, si l'on tient compte de la pression des intérêts locaux d'un côté et des alliances de partis de l'autre, il est permis d'affirmer que le nom de centre gauche exprime fidèlement l'esprit de la majorité électorale dans la France entière sous la monarchie de Juillet.

Depuis 1848, les votes de Paris méritent de nous arrêter davantage; ils appartiennent au suffrage universel et à un état des opinions et des passions politiques dont la crise présente n'est que la manifestation la plus douloureuse.

Aux élections pour l'Assemblée constituante, la lutte se concentrait presque partout sur deux noms, ceux de Lamartine et de Ledru-Rollin, le premier personnifiant la république modérée, le second la république radicale. Paris élut l'un et l'autre, mais M. de Lamartine venait en tête de la liste, comme

dans un grand nombre de départements, avec une majorité considérable; M. Ledru-Rollin n'arrivait un des derniers qu'à la faveur de la majorité relative.

Les autres élections de la même année ne sont pas moins significatives. Un nom que presque personne n'avait prononcé dans les deux premiers mois de la révolution commençait à retrouver de tous côtés sa popularité héréditaire. Paris ne reste pas en arrière de la province dans cette résurrection de l'idolâtrie napoléonienne, que la France devait payer si cher. Elu représentant de Paris le 4 juin, le prince Louis Bonaparte, après une démission bruyante, l'est encore le 21 septembre, et cette fois il vient le premier. Quant aux collègues qui lui sont donnés, quelques-uns appartiennent au parti révolutionnaire, et même aux opinions socialistes; mais ils ne doivent leur succès qu'à la dispersion des voix et à une sorte d'éclectisme où se complaisent bon nombre d'électeurs parisiens; au fond, la majorité des choix est conservatrice, comme en province. Ce sont les voix modérées qui portent au premier rang l'ex-préfet de police Caussidière, à qui la bourgeoisie est reconnaissante d'avoir « fait de l'ordre avec du désordre, » et elles s'affirment clairement en faisant suivre ce nom équivoque de ceux du général Changarnier, de M. Thiers et de M. Victor Hugo, qui n'avait place alors que dans les rangs conservateurs.

Paris ne se sépare pas davantage de la province à l'élection de la présidence : il a sa part à peu près proportionnelle dans les cinq millions et demi de suffrages qui préparent la restauration de l'Empire [1].

Les élections pour l'Assemblée législative en 1849 font encore triompher une liste éclectique : le prince Lucien Murat vient le premier, et M. Ledru-Rollin le second; toutefois, sur vingt-huit élus, dix-huit ont été portés par les conservateurs. C'est à peu près dans les mêmes proportions que se classaient le parti « de l'ordre » et le « parti de la révolution » dans la représentation générale de la France.

Aux élections complémentaires des deux années suivantes, le scrutin de liste donne d'abord une victoire complète aux candidats réactionnaires; puis deux scrutins individuels ont des résultats contradictoires, l'un franchement révolutionnaire, l'autre non moins franchement conservateur, — ce dernier, il est vrai, sous l'empire de la loi du 31 mai, restrictive du suffrage universel. L'opinion semble flottante; elle ne le paraît pas moins en province, où l'on observe avec effroi les progrès du socialisme.

On sait à quel prix le péril fut conjuré. Quand le suffrage universel, rétabli dans sa plénitude, sinon dans sa sincérité et dans sa liberté, fut appelé à

[1] Le prince Louis eut à Paris 130,000 voix sur un million d'habitants, soit 13 0/0 ; dans toute la France, 5 millions 1/2 de voix sur 35 millions 1/2 d'habitants, soit 15 0/0.

consacrer un acte de violence qui avait révolté toutes les consciences droites, mais que le plus grand nombre acceptait comme une nécessité, Paris s'unit encore à la province dans cette abdication du droit devant l'audace : aux deux votes plébiscitaires de 1851 et de 1852, l'auteur du coup d'Etat retrouva dans le département de la Seine et dans la ville de Paris, pour lui conférer la dictature et pour l'élever au trône, un nombre de voix égal et même supérieur à celui qu'avait obtenu le candidat à la présidence de la République en 1848 [1].

Entre ces deux votes, les premières élections pour le Corps législatif donnent occasion à l'esprit

[1] Voici les chiffres officiels :

Election du 10 décembre 1848 :

Département de la Seine : Bonaparte, 198,484 ; ville de Paris, 130,303.

Plébiscite du 20 décembre 1851 :

Département de la Seine : Oui, 196,796 ; ville de Paris, 133,238.

Plébiscite du 21 novembre 1852 :

Département de la Seine : Oui, 208,658 ; ville de Paris, 137,425.

Paris avait encore ses anciennes limites ; quant aux communes suburbaines, qui depuis leur annexion ont été le foyer le plus ardent des passions révolutionnaires, elles étaient plus bonapartistes que la ville elle-même. Belleville, au 10 décembre, donnait 333 voix à M. Raspail, 375 à M. Ledru-Rollin, 1,614 au général Cavaignac et 4,062 au prince Louis ; le coup d'Etat y obtenait 5,353 *oui* et n'y était répudié que par 1,828 *non*. Les proportions sont à peu près les mêmes à La Villette, à La Chapelle et à Montmartre.

libéral, partout paralysé, de reprendre quelque vie dans deux ou trois grandes villes; toutefois, à Paris même, les deux tiers des élus portent l'attache officielle.

En 1857 l'opposition, stationnaire en province, n'a pas fait à Paris des progrès décisifs; quatre circonscriptions sur neuf lui sont acquises : ce n'est pas encore la majorité. En 1863 seulement, un pas immense a été fait : comme en 1827 et en 1828, tous les choix de Paris appartiennent au parti libéral. Enfin, en 1869, la lutte n'est plus entre l'opposition et le gouvernement, elle est entre les diverses nuances opposantes; les plus prononcées disputent partout le succès, et elles l'emportent dans une circonscription.

La province était-elle restée étrangère à cette insurrection pacifique contre le gouvernement impérial? A chaque élection, les candidatures officielles y avaient vu décroître leur prestige ; presque toutes les villes de quelque importance leur étaient hostiles, et dans les campagnes même elles étaient de plus en plus ébranlées. Elles se soutenaient cependant par la puissance du nombre et par la division de leurs adversaires.

Parmi ceux-ci, beaucoup ne représentaient qu'un ressentiment personnel ou un mécontentement local; une partie assez considérable n'avait en vue que les intérêts religieux. L'opposition systématique et irré-

conciliable n'avait pour elle que deux minorités, l'une attachée aux dynasties déchues, l'autre impatiente de rétablir la République ; le plus grand nombre acceptait l'Empire, et n'en voulait que la transformation libérale. — Paris, au contraire, comme l'attesta sans ambages le vote sur le plébiscite de 1870, ne voulait plus de l'Empire, même tempéré par des institutions libres. Un seul parti, le parti républicain, y disposait de toutes les élections, et, lorsque l'Empire était encore debout dans toute sa force apparente, la question ne se posait pour la majorité des électeurs parisiens, comme en 1848, qu'entre la République modérée et la République radicale.

La majorité républicaine était d'ailleurs incomparablement plus forte en 1869 qu'en 1848. — A cette dernière date, elle n'avait guère, même dans sa fraction la plus exaltée, que des convictions nouvelles et chancelantes, et elle se montrait encore très-accessible à la séduction des souvenirs dynastiques, surtout des souvenirs napoléoniens. En 1869, les modérés et les radicaux étaient également fermes dans leur aversion pour tout établissement monarchique, et les seconds, en particulier, avaient pris une consistance et une audace croissantes.

Dans cet état des esprits, il était chimérique d'espérer que l'opposition cesserait, après la chute de l'Empire, entre la France et sa capitale. La persis-

tance des revers militaires et la multiplicité des fautes commises n'ont pu que l'aggraver. Sur un seul point, il y a eu accord : des deux parts, on s'est plaint avec une égale amertume d'avoir été mal gouverné ; mais combien les griefs étaient différents ! Ici, il n'était question que de faiblesse, d'indécision, de routine obstinée, de mauvais vouloir à l'égard d'une œuvre entreprise et poursuivie sans confiance ; là, on accusait une énergie mal dépensée, le mépris de toutes les règles et la violation de tous les droits, l'entêtement dans un système condamné par une série de douloureuses expériences, et qui ne se soutenait qu'à force de mensonges. Paris ne se résignait à la paix qu'en maudissant ceux qui le condamnaient à déposer les armes ; la province s'indignait d'entendre encore des voix officielles parler de guerre à outrance quand toutes ses pensées étaient à la paix. Le désaccord n'était pas moins grand sur les questions politiques. Paris avait gardé sa foi républicaine, affirmée hautement, exclusivement, par des hommes de talent chez qui elle ne pouvait passer que pour le fruit de l'expérience. La même foi, dans les masses, inclinait de plus en plus vers les opinions extrêmes par mauvaise humeur contre les républicains timides qui portaient depuis le 4 septembre la responsabilité de tant de déceptions. La province, ralliée plutôt que convertie à une forme de gouvernement qui, la veille encore, résumait pour

elle tous les désordres et toutes les ruines, n'était que trop excusable de s'en prendre à la République elle-même de la mauvaise administration qu'elle subissait et de cette succession de désastres. Sauf dans quelques grands centres et dans un petit nombre de départements, les républicains ne gardaient quelque influence que s'ils s'associaient dans une certaine mesure à une réaction dont les promoteurs les plus ardents ne dissimulaient pas leurs sentiments monarchiques.

De là ces élections du 8 février qui, en mettant de nouveau aux prises le « parti de l'ordre » et le « parti de la révolution, » ont vu les républicains modérés rester en minorité à Paris comme en province, et laisser l'avantage ici à une majorité conservatrice qui se fait violence pour continuer l'épreuve de la République, là à une majorité radicale pour qui la République est un dogme indiscutable, et qui n'est pas loin de considérer comme une apostasie toute concession ou tout délai sur les conséquences qu'elle prétend tirer de ce dogme. De là enfin au lendemain de ces mêmes élections, cet état de guerre où la contradiction des points de vue en est arrivée à un tel point qu'elle n'a plus trouvé son expression exacte dans la division des partis au sein de l'Assemblée nouvelle, et que la droite provinciale et la gauche parisienne ont paru aux exagérés des deux côtés également suspectes de

complaisance, l'une pour la révolution, l'autre pour la réaction.

Tel a été le progrès de ce fatal antagonisme qui devait aboutir à la sécession momentanée de Paris. Parmi les griefs qui ont contribué à l'entretenir, il en est un au moins que l'histoire, impartialement interrogée, nous a permis d'écarter, comme ne reposant que sur un malentendu : c'est la prétendue domination usurpée par Paris sur la province. Mais si Paris n'a été le plus souvent que le premier opprimé, il n'est pas moins vrai qu'il s'attribue volontiers une situation privilégiée que la province elle-même lui reconnaît en quelque sorte par ses plaintes. Il en résulte beaucoup d'infatuation d'un côté, et de l'autre une irritation souvent aveugle. Les Parisiens ont peine à se figurer qu'un événement accompli dans leurs murs puisse être remis en question dans le reste de la France. Ceux même dont l'acquiescement n'est que résignation ne supposent pas ailleurs la possibilité d'une résistance à laquelle feraient défaut leur initiative et leur exemple, et quand ils la voient se produire, ils ne sont pas les derniers à s'en indigner ou à la railler. Tant que la province n'a pas un moyen légal de faire prévaloir sa volonté, elle semble donner raison aux prétentions parisiennes; mais dès qu'elle peut réagir à l'abri d'une autorité régulière, elle cède volontiers, dans la manifestation de ses senti-

ments propres, à une pensée de revanche plutôt que d'indépendance. Elle se forgera des chaînes pour en charger Paris avec elle, et toute fière de l'avoir réduit à l'impuissance elle ne prendra aucune précaution contre une tyrannie plus réélle et non moins funeste.

Ce n'est pas là le moindre péril d'une rivalité permanente entre deux fractions d'un même Etat dont l'importance relative ne se mesure pas à leur superficie ou au nombre de leurs habitants; mais une telle rivalité serait toujours funeste, quand il ne s'y mêlerait aucun malentendu. Elle irrite contre le gouvernement une population considérable dont il est forcé de repousser les vœux pour donner satisfaction aux légitimes exigences du reste du pays ; elle alimente l'esprit de révolte et lui donne l'appui moral d'une foule d'honnêtes citoyens dont les bras se refusent à la guerre civile, mais dont les cœurs en partagent plus ou moins les passions.

S'il faut beaucoup de prudence pour prévenir une insurrection et les plus cruels sacrifices pour la réprimer quand elle peut compter sur la participation active d'une assez forte minorité parmi les habitants d'une grande capitale, quel n'est pas le danger quand la majorité elle-même garde avec les insurgés, sinon le lien d'une sympathie directe, du moins celui d'une antipathie commune pour le gouvernement qu'ils combattent! Aussi, quel que soit l'esprit qui domine

à Paris, son hostilité n'est jamais indifférente. Les conservateurs, seuls, s'en effrayent aujourd'hui; il fut un temps où elle causait les mêmes alarmes aux révolutionnaires.

« Tout Paris a été témoin inactif ou complice du combat que vous venez de soutenir contre l'immonde royauté, disait Lakanal à la Convention après le 13 vendémiaire ; que tout Paris soit désarmé, et que sa sûreté, comme la vôtre, soit confiée à une force armée et composée de volontaires. Tant que Paris sera ce qu'il est, la difficulté insurmontable des approvisionnements, l'impossibité morale de faire de bonnes lois au centre d'une immense population en rendra le séjour calamiteux pour la représentation nationale [1]. »

Ce sont, presque dans les mêmes termes, les plaintes que font entendre et les remèdes que réclament ceux qui voient aujourd'hui dans Paris, non plus un foyer d'intrigues en faveur de « l'immonde royauté, » mais le réceptacle de toutes les fureurs démagogiques.

Suffirait-il, pour extirper le mal, d'éloigner tous les pouvoirs publics de ce « séjour calamitenx ? » On peut, par un article de loi, déplacer le siége d'un gouvernement, on ne change pas aussi aisément la puissance morale dont les traditions et les mœurs, plus fortes que tous les décrets, ont investi la capi-

[1] Séance du 15 vendémiaire an III.

tale séculaire d'un Etat. En vain lui oppose-t-on, dans l'ensemble de la nation, une majorité numériquement énorme, il faut toujours compter avec la contagion de son exemple, et, lors même qu'elle resterait isolée dans son mauvais vouloir, l'Etat le plus uni et le mieux gouverné ne saurait supporter sans un trouble profond le mécontentement durable d'une population agglomérée de deux millions d'âmes. La contraindre à l'obéissance est le droit incontestable d'un gouvernement légalement constitué; mais la traiter en peuple conquis, la tenir sous un joug de fer, ne serait qu'un expédient dont le maintien indéfini serait incompatible avec les conditions normales d'un Etat libre, et qui laisserait le mal plus redoutable que jamais une fois qu'il y faudrait renoncer.

Le salut est-il davantage dans la chimère de je ne sais quelle autonomie communale qui rendrait définitive et légale une séparation accidentelle et factieuse? Il faut sans doute créer à Paris la vie municipale, et il conviendrait même d'en multiplier les foyers. Ce n'est pas assez d'une sorte de conseil général qui rappelle plutôt la représentation d'un département que celle d'une commune, comme l'a très-bien défini l'un des députés qui ont concouru le plus activement à l'établir [1]; chaque arrondisse-

[1] M. Léon Say, député de Paris, aujourd'hui préfet de la Seine.

ment, ou mieux encore, chaque quartier, devrait avoir, avec son administration propre, son conseil élu, moins pour veiller sur ses intérêts que pour en faire comme une école du premier degré pour l'intelligence sérieuse et pratique des affaires publiques. Le rôle de ces conseils et du conseil général lui-même ne saurait toutefois être que très-restreint. La ville entière a des droits sur tout ce qui fait l'importance de chacun de ses quartiers; elle doit elle-même compte à l'État de tout ce qui fait sa véritable grandeur. Elle ne saurait disposer sans usurpation de ses monuments civils ou religieux, de ses musées, de ses bibliothèques, de ses principaux théâtres; il ne lui est permis de toucher à aucun des établissements auxquels est attaché, en un degré quelconque, la fortune ou l'âme indivisible de la France. Nulle ville n'a moins le droit de vivre d'une vie indépendante; nulle ville en revanche n'est plus nécessaire à la vie commune de toute la nation. Non-seulement tous les intérêts matériels, mais tous les besoins intellectuels et moraux y ont leur centre : vouloir les en détacher, sous prétexte de décentralisation, n'aboutirait qu'à une désorganisation générale.

Toute tentative de conciliation, comme tout acte de vengeance, qui mettrait en péril l'unité nationale, serait une trahison envers le pays. Ce qu'il faut par-dessus tout, c'est, après la victoire du droit

et le rétablissement de l'ordre, l'apaisement des passions; après le désarmement des bras, le désarmement des cœurs. Or, entre Paris et la province un antagonisme qui ne remonte qu'à quelques années, si l'on écarte les malentendns et les piqûres d'amour-propre, ne saurait opposer à cette pacification morale des obstacles invincibles. Les racines n'en peuvent être assez profondes pour qu'il soit difficile de les reconnaître et impossible de les arracher.

CHAPITRE III

LES DEUX SPECTRES EN PROVINCE ET A PARIS

Tous nos excès et toutes nos défaillances depuis quatre-vingts ans viennent de la peur de deux fantômes, le « spectre blanc » et le « spectre rouge. » La Terreur, dans ses deux phases contraires, les a évoqués tour à tour ; ils ont contribué ensemble à l'établissement, à la popularité et à la restauration du despotisme impérial; ils se sont dressés de nouveau entre les deux armées qui se sont disputé pendant deux mois Paris et la France.

Qu'y a-t-il de réel dans ces deux épouvantails ? Dans ce qu'ils ont de plus menaçant, ils ne reçoivent un corps que de nos défiances mutuelles. Nous ne devenons terribles que parce que nous tremblons nous-mêmes. L'esprit révolutionnaire et l'esprit réactionnaire, dans leurs plus grandes fureurs, songent surtout à se défendre : ils oppriment pour ne pas être opprimés; ils se donnent réciproquement de

justes sujets de haine pour en avoir conçu d'imaginaires dans l'origine. Notre ignorance et notre légèreté entretiennent nos soupçons; notre ignorance leur fournit des armes. Nous supportons mal la contradiction dans les choses qui nous tiennent à cœur. L'opinion la plus téméraire ou la plus inepte est pour nous un dogme, hors duquel il n'y a point de salut. Chaque parti veut être une Eglise, et n'admet pas de doute sur son infaillibilité. Les plus libéraux cherchent des faux-fuyants pour ne pas donner aux dissidents la liberté qu'ils réclament pour eux-mêmes. De là cette facilité avec laquelle s'établissent les dictatures et se perpétuent entre les mains de tous les partis, dans leurs alternatives de victoires et de défaites, les mêmes moyens de compression : heureux quand ils ne mettent pas une sorte d'émulation à grossir ce triste dépôt!

C'est là le fond commun des passions qui nous divisent; mais, à leurs points extrêmes, il s'y mêle d'autres tendances, qui sont l'objet de nos plus vives et de nos plus constantes alarmes. Le « cléricalisme » et le « socialisme, » dans le plus mauvais sens de ces deux termes, ne sont, à bien des égards, que des fantômes forgés par nos folles terreurs. Nous confondons de généreux efforts inspirés par un zèle sincère pour le salut ou pour le bonheur de tous avec de frauduleuses manœuvres ou des prétentions criminelles. Tout n'est pas cependant chimérique dans

les craintes que causent l'un et l'autre. Ils ont cela de commun qu'ils ont en vue non pas seulement des adversaires à comprimer ou à vaincre, mais des biens à conquérir. Le cléricalisme n'aspire qu'aux biens spirituels, il veut gagner les âmes; mais, pour s'en assurer la possession, il mêle parfois les intérêts du ciel et de la terre. Le socialisme ne poursuit que les biens temporels. S'il garde les formules révolutionnaires pour lesquelles tant de sang a été versé à la fin du dernier siècle, il en a singulièrement élargi le sens. La liberté lui paraît un leurre tant qu'elle ne donne pas des profits palpables; à l'égalité des droits il ajoute comme corollaire le nivellement des fortunes, et au lien moral de la fraternité il substitue le lien légal et forcé de la solidarité. — L'ambition domine chez le premier; une passion plus basse, l'envie, anime le second. Ils s'appuient également sur une sorte d'organisation, d'autant plus redoutable qu'elle est en partie souterraine. Les armes de l'un sont toutes morales, et elles n'en sont pas moins efficaces; l'autre est toujours prêt à la violence, et, dans l'emploi factieux qu'il en a fait, il n'a réussi jusqu'à présent qu'à troubler la société sans profit pour lui-même.

Paris voit surtout le spectre blanc en province, et la province affecte de croire que le spectre rouge est tout parisien. C'est une exagération. Paris a ses « blancs, » dont l'influence politique est sans doute

moins grande que celle de leur parti dans quelques départements, mais qui ne sont pas l'objet de haines moins ardentes et de défiances moins excessives. La province, de son côté, a ses « rouges » dans les campagnes comme dans les villes, et il n'y a pas plus de vingt ans ils ne se faisaient pas moins redouter que leurs frères et amis de Paris. La propagande révolutionnaire, de 1848 à 1852, avait envahi près d'un tiers de la France. Dans plusieurs départements du Centre, de l'Est et du Midi, presque tous les représentants élus appartenaient à la fraction la plus exaltée du parti républicain, et les insurrections qu'y provoqua le coup d'Etat arborèrent presque partout le drapeau de la « République démocratique et sociale. »

Le coup d'Etat fit rentrer sous terre le socialisme rural. Presque tous les chefs du parti démocratique en province avaient été proscrits; leurs adhérents étaient frappés de terreur ; le despotisme général qui pesait sur le pays était de beaucoup dépassé par les tyrannies locales, s'exerçant dans l'ombre et sans contrôle. Il y avait encore des partis, jusque dans les moindres villages; les compétitions personnelles, les intérêts locaux, les questions religieuses, perpétuaient les divisions; mais ces partis n'avaient chance de se soutenir et de l'emporter les uns sur les autres qu'en rivalisant de zèle pour l'Empire. On n'obtenait rien pour sa commune, pour ses amis ou

pour soi-même, si l'on était suspect d'hostilité ou même de tiédeur.

C'est ainsi que les passions révolutionnaires, réfugiées dans quelques grandes villes où elles étaient sévèrement contenues, semblèrent partout ailleurs avoir fait place au dévouement monarchique ; mais, bien loin d'être éteintes, elles n'étaient pas même endormies : l'Empire les avait confisquées à son profit. Les millions de suffrages que le prince Louis-Napoléon avait obtenus en 1848, et qu'il retrouva en 1851 et en 1852, n'étaient pas exclusivement réactionnaires ; une bonne partie lui était venue des départements les plus hostiles aux traditions de l'ancien régime, les plus prompts à céder aux entraînements démagogiques. On était à la fois, dans ces départements, sans trop distinguer, bonapartiste, républicain et socialiste, parce que ces trois noms, chez les paysans comme chez les ouvriers, répondaient aux mêmes passions : la crainte de perdre les avantages acquis et le désir de les accroître. Les souvenirs qu'éveillait le premier, les aspirations qu'exprimaient les deux autres, se résumaient en effet dans cette fausse égalité, si chère aux Français, qui consiste non pas dans la jouissance des mêmes droits, mais dans la possibilité pour tous de concevoir les mêmes ambitions et de satisfaire les mêmes convoitises.

Aussi, quand il domina seul, le bonapartisme ne

fit régner qu'à la surface la paix entre les partis et ce qui reste des classes sociales. L'Empire s'est soutenu en entretenant la division, non-seulement parmi ses adversaires, mais parmi ses partisans eux-mêmes. S'il se présentait aux uns comme le vainqueur du spectre rouge, il était pour les autres le gardien des conquêtes de la Révolution contre le spectre blanc. Les ressentiments des populations étaient soulevés en son nom, ici contre les ennemis de la propriété, de la famille et de la religion, là contre l'ancien régime prêt à renaître, et si quelque insulte ou quelque violence menaçait dans les campagnes soit un bourgeois suspect de tendances républicaines, soit un gentilhomme ou un prêtre, c'était presque toujours à la suite d'excitations officielles et au cri de vive l'Empereur ! N'a-t-on pas vu, il y a deux ou trois ans, la guerre aux châteaux et aux églises sur le point de recommencer dans plusieurs départements de l'Ouest ? Un manifeste préfectoral contre un candidat légitimiste avait suffi pour propager le bruit absurde d'une vaste conspiration pour le rétablissement de la dîme et des droits féodaux !

Les masses provinciales ont été dupes jusqu'à la fin de ce double visage que savait se donner l'Empire; mais, plusieurs années avant sa chute, il était déjà menacé, et avec lui la paix publique, par ces passions contraires dont les conflits étaient le principal ressort de sa politique. Il voyait l'opposition

républicaine s'étendre dans certaines contrées, tandis que, sur d'autres points, l'alliance des rancunes révolutionnaires ne lui prêtait pas assez de force pour arrêter les progrès d'une opposition légitimiste et cléricale. On pouvait donc prévoir qu'une révolution nouvelle ramènerait en province les mêmes luttes et les mêmes périls qu'en 1848. On a vu en effet plusieurs des départements où les candidatures impérialistes gardaient encore leur prestige en 1869, revenir avec ensemble, un an plus tard, les uns à la démagogie, les autres au droit divin.

Si le parti radical n'a pas reconquis aussi vite tout le terrain qu'il possédait il y a vingt ans, il serait téméraire d'en faire entièrement honneur au bon esprit des populations. La question s'est moins posée pour elles, aux premières élections de 1871, entre telle ou telle forme de gouvernement qu'entre la guerre et la paix. Or, le parti radical, depuis le 4 septembre, a été partout le parti de la guerre. Ç'a été sa force là où les ardeurs belliqueuses ont pu jusqu'au bout se nourrir d'illusions ; ç'a été sa perte dans toutes les régions où il n'a pu dissimuler ni l'étendue des désastres, ni l'impuissance des moyens sur lesquels il comptait pour les réparer. L'épreuve n'est donc pas faite ; mais si l'on peut tirer quelque induction des résultats constants, ils ne permettent guère d'espérer que le suffrage universel, livré à lui-même, soit plus à l'abri des

influences révolutionnaires en province qu'à Paris, dans les campagnes que dans les villes.

Si l'esprit révolutionnaire s'est ranimé plus vite et avec plus de succès dans les grandes villes, et surtout à Paris, c'est que la compression n'a pu y être aussi forte et l'aveuglement aussi général. L'intimidation et la séduction ont moins de prise sur une population nombreuse que dans une petite ville ou dans un village. La dépendance y est moins personnelle, moins directe à l'égard des pouvoirs publics ; on s'y dégage plus aisément des intérêts locaux ; il s'y établit plus librement des courants d'opinion qu'aucune force ne peut arrêter, et, soit par l'effet du caractère national, soit par l'égale inhabileté des gouvernements successifs à se concilier longtemps la faveur publique, ce sont presque toujours des courants d'opposition.

De là, dès 1852, les premiers échecs des candidatures officielles, à Paris, à Lyon et à Lille. Le parti républicain eut seul l'honneur et le bénéfice de ces actes exceptionnels d'indépendance. Dans les autres partis, le prestige encore entier du nom de Napoléon et la peur du spectre rouge avaient assuré au coup d'État une adhésion ou du moins une résignation à peu près générale. Les protestations n'y avaient été que le cri isolé de quelques consciences plus hautes et plus inflexibles que les autres. Quand les esprits sortirent de leur torpeur, le parti républicain se

grossit peu à peu de cette masse flottante que le besoin d'ordre peut jeter dans les bras du despotisme, mais qui revient vite, sous l'impression d'un péril d'un autre genre, au besoin de liberté.

Les influences qui suscitèrent ailleurs une opposition monarchique ne règnent guère que dans les campagnes. La grande propriété y garde encore une sorte de patronage. Le clergé, en dehors du culte, y entretient avec les familles des relations continuelles. La foi monarchique s'y laisse d'autant plus difficilement entamer qu'on y est plus accoutumé à tout attendre du chef de l'État, comme d'une seconde providence.

C'est surtout en ce dernier point que Paris a rompu avec les tendances de la province. Jusqu'en 1852, la partie la moins éclairée de la population parisienne mêlait, comme dans les campagnes, des sentiments bonapartistes aux passions démocratiques et aux aspirations socialistes. L'Empire ne négligea rien pour faire durer cette confusion. Il encouragea les ressentiments populaires contre la bourgeoisie. Il s'appropria et fit passer dans quelques-unes des institutions dont il prit l'initiative ou qu'il couvrit de son patronage un certain socialisme. Il favorisa la propagation secrète de ces utopies subversives qu'il se donnait le mérite d'avoir étouffées dans leur germe en leur ôtant la publicité. Il fit plus que tolérer à ses débuts cette organisation de toutes

les forces hostiles à l'ordre social qui, sous le nom de *Société internationale des travailleurs*, était devenue un État dans l'État, avant de prendre la place de l'État dans sa capitale.

Toutes ces complaisances ont été vaines : le socialisme s'est étendu dans Paris, et le bonapartisme en a entièrement disparu. Le résultat n'eût pas été différent lors même que l'appui eût été franc et complet. Le socialisme, par ses tendances comme par ses chefs, est essentiellement républicain. La République seule se prête à toutes les folles expériences comme à tous les progrès sérieux, parce qu'elle ne connaît pas d'autres digues que celles qu'il plaît au peuple d'élever et de maintenir : c'est là son écueil aussi bien que son honneur, le principe et des sympathies que lui ont vouées tant d'esprits généreux et des alarmes qu'elle cause à tant d'esprits sages. Si le socialisme avait eu dans les campagnes les mêmes moyens de propagande, et s'il y avait été autre chose que la vague jalousie du pauvre contre le riche, il ne s'y serait pas montré moins rebelle aux avances impériales.

Il n'était pas besoin d'ailleurs de ces dangereuses doctrines pour détacher de l'Empire le peuple de Paris. Malgré l'antagonisme des classes, un même esprit s'infiltre insensiblement à travers toutes les couches sociales au sein d'une même ville. Les griefs de la bourgeoisie ne pouvaient que faire impression

sur les esprits populaires et s'y grossir encore par suite de l'exagération naturelle aux masses. Il suffisait d'un peu de bon sens et de droiture pour détester un despotisme sans grandeur, une politique incertaine, et qui ne vivait que d'équivoques, des entreprises aventureuses dont l'avortement devait être d'autant plus honteux que les promesses les plus magnifiques en avaient accompagné les débuts. Il ne fallait que le souci des plus vulgaires intérêts pour s'irriter de l'enchérissement de toutes choses et du déplacement de toutes les habitudes, suites inévitables de ces immenses travaux qui tendaient à créer une ville toute nouvelle sur les débris du Paris d'autrefois. L'accumulation des ouvriers dans les faubourgs, quand ces constructions splendides ne leur laissèrent plus, dans les quartiers moins excentriques, l'asile même des mansardes, donna d'un autre côté aux sociétés secrètes plus de facilités pour les entretenir dans des sentiments de haine contre le gouvernement et d'envie contre les riches, et pour les unir dans une action commune contre ce double objet de leurs agressions.

Ainsi s'est étendue dans Paris l'opposition républicaine à l'Empire, ainsi se sont accrues son importance et son audace; ainsi elle s'est trouvée assez forte pour se diviser sans compromettre son succès. Les fautes commises après le 4 septembre ont aggravé encore cette scission des républicains. Elles

ont ruiné dans l'opinion publique leurs chefs les plus modérés et jusqu'alors les plus populaires. Elles ont donné l'avantage aux opinions radicales, qui seules, à Paris du moins, semblaient exemptes de toute responsabilité dans le naufrage des espérances universellement partagées. Elles ont créé enfin chez les uns un découragement, chez les autres une effervescence dont le résultat commun a été de rendre impuissantes toutes les mesures de prudence et possibles toutes les folies.

CHAPITRE IV

LES MALENTENDUS ACTUELS ET LES ESPÉRANCES DE CONCILIATION

Si ce tableau est fidèle, le divorce de Paris et de la province, comme presque tous nos maux actuels, n'a pas d'autre origine que la politique également funeste du gouvernement impérial et des deux dictatures républicaines qui se sont partagé sa succession. L'Empire, en se conciliant les campagnes et en s'aliénant les villes par une politique tortueuse, n'a réussi qu'à ajouter une nouvelle cause de division à toutes celles qu'il a entretenues ou provoquées pour sa ruine et pour la nôtre. Le gouvernement de la défense nationale et sa délégation ont échoué par une même répugnance pour le contrôle et pour la lumière. Ils ont réclamé une confiance aveugle, et ils ne lui ont donné pour base que des illusions, qu'ils ont vues également se tourner contre eux, l'un pour les avoir trompées sans préparation, l'autre pour avoir affecté

de leur rester fidèle, alors qu'elles s'étaient dissipées. L'un et l'autre ont ainsi achevé de pousser les esprits dans des voies contraires, — en province vers une réaction aveugle s'appuyant sur le besoin de paix, — à Paris vers une démagogie effrénée, s'offrant comme la dernière ressource du patriotisme indigné.

Et cependant, même à cette heure, les fantômes sont pour beaucoup dans les griefs échangés des deux parts. La réaction était ardente contre la République et contre la guerre, dans la plupart des départements, lors des premières élections de 1871. Elle n'est pas moins furibonde aujourd'hui contre Paris; mais ce qu'il faut considérer dans un mouvement d'opinions, ce sont les actes du plus grand nombre, non les clameurs de quelques-uns. Or, en tenant compte de tous les sujets d'alarmes qui lui ont été donnés, on ne saurait nier que la province, prise en masse, n'ait montré depuis le 4 septembre beaucoup de bon sens, et les hommes qu'elle a investis de sa confiance beaucoup de modération et de sagesse. Le patriotisme s'y est élevé au-dessus de toutes les préventions et de tous les regrets, jusqu'au moment où il s'est refusé à des efforts qui lui apparaissaient clairement comme la ruine même de la patrie.

Si les représentants de la province élus le 8 février ont reçu de leurs commettants une mission de réaction que quelques-uns ont exagérée, ils ont

cependant fait preuve, dans leurs principaux votes, de dispositions conciliantes. Pendant l'insurrection parisienne, les seules concessions qui aient été faites viennent de cette assemblée « rurale, » qui pouvait d'autant mieux s'y refuser que le droit était tout entier de son côté, et qu'elle se donnait, en les faisant, l'apparence de pactiser avec l'émeute. Si les passions sont sans mesure chez quelques-uns de ses membres, et si la majorité elle-même a paru céder plus d'une fois à de regrettables entraînements, l'esprit général qui l'anime est manifestement plus porté à la modération qu'à la violence.

Les élections complémentaires du 2 juillet ont montré que la majorité de la nation était loin d'être animée d'un autre esprit et que Paris ne faisait plus exception. Il l'avait fait beaucoup moins qu'on ne croit aux élections du 8 février. Pendant l'insurrection même qui l'isola de nouveau du reste de la France, la masse de sa population ne fut pas, à tout prendre, agitée de passions plus mauvaises que l'ensemble de la population française. Ici encore nous aurons à faire la part des exagérations et à séparer la légende de l'histoire.

La question du siége du gouvernement était déjà, avant l'insurrection du 18 mars, le côté pratique du procès entre Paris et la province. Cette question ne pouvait que passionner de plus en plus les esprits pendant le règne de la Commune et au lendemain de sa chute. Elle n'a reçu, comme celle de la forme

même du gouvernement, qu'une solution provisoire, et il n'est pas désirable qu'elle soit promptement et définitivement tranchée. Quelque parti qu'on adopte, les dangers se balancent pour tout esprit sans prévention. Il faut être aveugle pour nier les dangers qui menacent l'ordre légal dans une ville telle que Paris ; il faut un aveuglement égal pour ne pas reconnaître que l'intérêt même de l'ordre, non-seulement pour Paris, mais pour toute la France, souffre difficilement le maintien des pouvoirs publics hors d'une ville qu'il est possible de dépouiller de son titre, non de son caractère de capitale. S'il est dangereux d'attendre que l'expérience ait prononcé, il ne le serait pas moins de ne pas la prendre pour juge. Il faut attendre aussi que les esprits soient assez calmes pour entendre son arrêt. Il importe, en effet, que la décision soit prise, non comme une victoire de la province sur Paris ou de Paris sur la province, mais dans le double et égal intérêt des deux parties. Le procès doit cesser entre elles par une réconciliation complète, à laquelle ne fait obstacle aucune cause profonde d'antagonisme. Formées des mêmes éléments, sujettes à de perpétuels échanges, elles n'ont jamais été divisées qu'à la surface, et, au moment où tout semblait les séparer, elles trouvaient de nouveaux principes d'union dans la communauté des erreurs qu'elles expiaient, de même que dans celle de leurs efforts pour réparer ces erreurs.

QUATRIÈME PARTIE

LA GUERRE CIVILE

Paris a eu, à quelques semaines de distance, deux légendes contraires. Dans les premiers jours de février, c'était encore la ville héroïque qui s'était résignée à tous les sacrifices et prêtée à tous les efforts pour repousser l'étranger; avant la fin du même mois, c'était déjà une ville maudite où toutes les violences et tous les crimes avaient le champ libre par la scélératesse des uns et par la lâcheté des autres. Les désordres incessants et toujours impunis qui ont précédé l'insurrection du 18 mars, le foudroyant succès de quelques agitateurs dans cette néfaste journée, ces saturnales de soixante-dix jours qui n'auraient été qu'une grotesque parodie de toutes les fonctions d'un gouvernement régulier, si elles n'avaient fait peser sur une population de près de 2 millions d'âmes tous les genres d'oppression,

ce dénoûment lugubre qui s'est présenté à la fois comme la délivrance et comme la défaite de Paris, spectateur impuissant ou complice de l'incendie de ses monuments et des plus horribles assassinats, — c'était plus qu'il ne fallait pour faire oublier la première légende et pour donner tout crédit à la seconde. Il n'y avait pas d'ailleurs contradiction entre l'une et l'autre légende pour les partisans avoués ou déguisés de la rébellion. Ils affirmaient sans hésiter la complicité directe ou indirecte de toute la population parisienne dans une révolution qu'ils glorifiaient sans réserve, ou dont ils s'efforçaient de pallier les excès. Au dire des plus impudents, cette population tout entière se levait comme un seul homme pour la défense de ce qu'ils appelaient ses droits. Les prétendus conciliateurs se donnaient le mandat de négocier au nom de « 300,000 neutres, » tellement attachés à quelques vagues principes que, pour n'en rien sacrifier, ils tenaient la balance égale entre les élus d'une minorité factieuse dans une seule ville et les représentants légitimes de la souveraineté du peuple français. Ceux qui jugeaient autrement une telle conduite ne faisaient pas plus de difficulté de l'accepter comme un fait acquis. L'Europe, qui depuis dix mois, quand elle ne nous était pas hostile, ne nous témoignait qu'une compassion sans bienveillance, flétrissait à la fois les crimes des insurgés parisiens et la poltronnerie ou, comme

disait le *Times*, « l'abjecte terreur » de ceux qui les supportaient. La province, où l'irritation contre Paris étouffait même la pitié, retentissait des mêmes accusations. Les Parisiens fidèles à l'ordre, loin de démentir ces accusations, se montraient quelquefois les plus empressés à les propager. Nous avons déjà signalé cette aberration de notre vanité qui nous fait trouver une étrange satisfaction à nous traîner dans la boue, quand nous ne pouvons pas nous porter aux nues. On allait répétant après nos désastres militaires : « Je rougis d'être Français ! » On se fait honneur depuis le 18 mars de s'écrier : « Je rougis d'être Parisien ! » Nous avons essayé, dans les précédentes études, sans dissimuler les fautes et sans atténuer les défaillances, de venger la France et Paris de ce qu'il y a d'excessif dans ce désespoir hautain. Nous nous proposons ici de rendre une complète justice à la majorité saine de la population parisienne. La tâche est délicate ; car la réhabilitation du vrai Paris ne peut se faire sans incriminer dans une certaine mesure les autorités civiles et militaires qui n'ont pas su mettre à profit sa bonne volonté et son patriotisme pour le sauver d'une abominable tyrannie. Toutefois, l'œuvre de délivrance accomplie avec tant d'habileté et de courage par le gouvernement et par l'armée parle assez haut pour qu'il soit permis, sans les affaiblir et sans leur manquer de reconnaissance, de laisser à l'un et à l'autre

leur part de responsabilité dans les malheurs qu'ils ont si heureusement réparés. Ils ont reconquis le droit d'entendre la vérité et rendu aux honnêtes gens de Paris celui de la dire.

CHAPITRE I

L'ARMÉE DU DÉSORDRE

Le 18 mars 1871, vers six ou sept heures du matin, le rappel était battu dans tous les quartiers de Paris. C'était convoquer à la fois l'émeute et les défenseurs de l'ordre, ou, pour mieux dire, c'était donner tout l'avantage à l'émeute. Depuis un mois, une partie de la garde nationale parisienne était ouvertement en état de révolte. Elle avait accepté une direction illégale qui fonctionnait au grand jour. Elle s'était assuré des espèces de camps retranchés, où elle avait entassé un nombre formidable de canons dont elle s'était emparée sous prétexte de les soustraire aux Prussiens. Elle se livrait chaque jour à des démonstrations séditieuses sur la place de la Bastille, autour de la colonne de la liberté. Si un certain ordre et une sorte de discipline militaire présidaient à ces promenades prétendues patriotiques, elles donnaient lieu, dans la foule qui se pres-

sait pour y assister, à des manifestations d'un autre genre, souillées plus d'une fois par des actes d'une férocité sauvage. Des hommes désignés comme agents de police avaient été victimes des dernières violences et quelques-uns jetés à la Seine. Chaque nuit voyait se produire des tentatives, soit pour forcer les portes d'une prison et délivrer les détenus politiques, soit pour mettre au pillage un dépôt de cartouches, et ces tentatives rencontraient rarement une résistance sérieuse. Il n'y avait point toutefois, chez la plupart des gardes nationaux qui commettaient ou qui laissaient commettre ces actes de désordre, un parti pris de rompre avec l'ordre légal. La révolte n'était complète qu'autour des canons de Montmartre, et des symptômes de plus en plus manifestes de lassitude permettaient d'espérer qu'elle tomberait d'elle-même. Partout ailleurs, les mêmes hommes obéissaient à la fois aux autorités régulièrement constituées et à des pouvoirs irréguliers qui, en vertu d'une prétendue élection dont ils n'ont jamais fait connaître ni la date ni la forme, se donnaient les noms de *Comité central* et de *Fédération de la garde nationale*. L'ordre et le désordre se servaient ainsi tour à tour, quelquefois tout ensemble, des mêmes instruments. Beaucoup se prêtaient à ce singulier partage avec une espèce de candeur. Ils avaient pris pendant le siége des habitudes d'obéissance passive, et ils suivaient do-

cilement, sans en scruter l'origine, les commandements qui leur étaient transmis par leurs chefs.

L'anarchie avait ainsi une apparence de légalité, l'ordre général n'était pas troublé, et, pour un observateur superficiel, Paris retrouvait peu à peu sa physionomie des temps paisibles. Ceux qui y rentraient, après avoir vécu d'angoisses pendant plusieurs mois, étaient étonnés de voir qu'on y riait encore, et, réunis à leurs familles ou à leurs amis, ils se reprenaient aisément à la gaîté. Les rues étaient d'autant plus animées qu'il n'y avait guère de travail, mais elles étaient animées sans traces de désordre. Elles étaient rentrées en possession du gaz. Les spectacles avaient recommencé comme par le passé, avec cette différence que les nouveautés se faisaient attendre. Ces apparences de calme et de retour à la vie ordinaire cachaient les plus grands périls que l'ordre eût jamais courus.

Les insurrections antérieures s'étaient organisées dans l'ombre ; celle qui allait éclater avait reçu de l'Etat lui-même une organisation toute prête. L'Empire avait tout fait pour accroître la séparation que les mœurs n'entretiennent que trop entre les ouvriers et les autres classes de la population. Il avait enserré le Paris bourgeois, dont il craignait l'esprit libéral, dans un Paris ouvrier. Le gouvernement de la défense nationale avait constitué une garde nationale ouvrière à côté et en dehors de la garde na-

tionale bourgeoise. Tous les ouvriers ne sont pas acquis aux émeutes ; mais il est certain qu'elles ne se recrutent guère que dans leurs rangs. Ils forment une population flottante, sans racines dans les villes qu'ils habitent, vivant au jour le jour, et, de tous les liens qui attachent l'homme à l'ordre social, ne connaissant que la famille, dont beaucoup même s'affranchissent sans scrupule. Ce n'est pas d'ailleurs une population éparse. Le cabaret les réunit après l'atelier. Le foyer domestique a rarement assez d'attraits pour les retenir. Ils vivent volontiers ensemble, s'entretenant dans les mêmes sentiments, parfois généreux et patriotiques, le plus souvent haineux à l'égard de toute autorité publique et de toute supériorité sociale. La révolution du 4 septembre leur avait donné à Paris deux nouveaux centres de vie en commun : le club et le poste. Le second, à lui seul, tenait lieu de tous les autres. Il offrait un gagne-pain plus goûté que le travail de l'atelier ; il avait pour l'oisiveté et pour la débauche toutes les séductions du cabaret ; il se prêtait à toutes les excitations séditieuses des réunions publiques, et, pour ajouter au péril social, il était comme un club permanent et armé.

M. de Bismarck n'était pas le seul qui eût prévu une nouvelle et imminente révolution dans cet armement universel. C'était seulement une prophétie prématurée. Jusqu'à la fin du siége, le patriotisme

a dominé dans la très-grande majorité des ouvriers parisiens. Il s'y mêlait d'étranges illusions, un immense orgueil et toutes sortes de mauvaises passions ; mais le sentiment général était la répudiation de tout mouvement qui n'avait pas directement pour but la délivrance de la patrie. Les agitateurs ne s'y trompaient pas. Ils laissaient dormir les questions politiques ou sociales ; pour soulever le peuple, ils ne lui parlaient que des intérêts de la défense. Ce détour même était sans effet : la « populace » de Paris se faisait un point d'honneur de ne pas justifier l'insolente prédiction de l'ennemi. Une émeute fut très-près de réussir le 31 octobre par l'incroyable imprévoyance du gouvernement ; une autre fit couler le sang le 22 janvier : l'une et l'autre ne rallièrent qu'une poignée d'hommes.

Les dispositions devaient changer après la capitulation. Ce même patriotisme qui, pendant cinq mois, s'était refusé aux entraînements révolutionnaires, leur venait maintenant en aide. Il n'était plus que le ressentiment des illusions déçues, des privations inutilement supportées, des trahisons que la crédulité populaire ne met jamais en doute après un désastre inattendu. Cette ardeur belliqueuse qui n'avait pas eu occasion de se dépenser cherchait d'elle-même des ennemis à combattre. Ces habitudes militaires qui, sans transformer les ouvriers en véritables soldats, les avaient dégoûtés du travail, répugnaient à

un état de paix dont la première conséquence était le retour à l'atelier.

Jamais armée mieux préparée ne s'était offerte aux fauteurs de désordre. Ils surent la manier avec une rare habileté. Ils lui montrèrent une double cause à défendre : la République menacée par la réaction monarchique, les réformes sociales, que les travailleurs avaient le droit d'exiger après les avoir ajournées dans un intérêt patriotique honteusement trahi. Ils eurent l'art en même temps de contenir les passions qu'ils soulevaient. Ils se servirent de l'indignation excitée par l'entrée des Prussiens dans une partie de Paris en la détournant des Prussiens eux-mêmes, contre qui se fussent brisés tous leurs efforts, pour la tourner tout entière contre le gouvernement, dont ils connaissaient la faiblesse. Ils se firent les arbitres de l'ordre, dont ils prirent en main les intérêts le 1er mars, pour le renverser plus sûrement le 18.

Les révolutionnaires impatients, dont les tentatives prématurées pendant le siége avaient misérablement avorté, cédaient désormais la place à une autre initiative autrement intelligente. L'*Association internationale des travailleurs* superposait une véritable organisation politique à l'organisation militaire de la garde nationale : c'était un gouvernement complet. Cette redoutable association s'était tenue dans l'ombre après le 4 septembre. Une conversation qui

nous a été rapportée peut aider à comprendre quelles espérances elle nourrissait en se résignant à cet effacement volontaire. Un de ses chefs, qui avait joué un rôle important dans les grèves des derniers temps de l'Empire, et dont le 18 mars devait faire un des maîtres de Paris, se trouvait dans un fort vers le commencement du siége à côté d'un officier de marine. Il était revêtu d'un de ces uniformes de fantaisie que les corps francs avaient multipliés. Il expliquait à son voisin pourquoi il était venu à Paris. « Je voulais, disait-il, profiter des fautes de l'Empire pour tenter quelque chose. La chute de Napoléon et la proclamation de la République m'ont forcé d'ajourner la partie. Tous les esprits étant à la guerre, je me suis mis à la tête d'un corps de francs-tireurs; mais ces hommes font tant de sottises (il parlait du gouvernement de la défense nationale), que la main me démange singulièrement. Aussi, pour me soustraire à la tentation de les renverser, je me suis fait une loi de ne pas rentrer dans Paris avant la fin du siége. »

Sans prendre les mêmes précautions contre la démangeaison d'agir, tous les meneurs de l'Internationale montrèrent la même prudence. Ils attendaient l'heure favorable. Les uns se préparaient à la lutte en s'attribuant ou se faisant donner les premiers grades dans les milices formées contre l'ennemi du dehors. Les autres s'insinuaient dans le

pouvoir civil sous la forme de ces *comités de vigilance* que chaque mairie avait vus se constituer sans mandat. Il ne leur restait plus, pour être maîtres de la place, qu'à constituer un centre d'action. Dès qu'ils crurent le moment venu, ils créèrent de toutes pièces, en face du gouvernement légal, un pouvoir militaire et un pouvoir politique. A l'état-major officiel de la garde nationale, ils opposèrent ce « Comité central » qui prétendait être une délégation de 215 bataillons, et qui fut tout entier leur œuvre; à l'Assemblée nationale, ils opposaient le « Parlement en blouse. » Leur principal organe, *le Cri du peuple*, par le citoyen Jules Vallès, futur membre de la Commune, annonçait le 27 février cette dernière institution :

« Connaissez-vous entre le Temple et le Château-d'Eau, pas loin de l'Hôtel-de-Ville, une place encaissée, tout humide, entre quatre rangées de maisons? Elles sont habitées au rez-de-chaussée par de petits commerçants dont les enfants jouent sur le trottoir. Il ne passe pas de voitures, les mansardes sont pleines de pauvres. On appelle ce triangle vide la *place de la Corderie*... Regardez bien cette maison qui tourne le dos à la caserne du faubourg et jette un œil sur le marché. Elle est calme entre toutes les autres. Montez. Au troisième étage, une porte qu'un coup d'épaule ferait sauter, et par laquelle on entre

dans une salle grande et nue comme une classe de collége. Saluez, voilà le nouveau parlement ! C'est la révolution qui est assise sur ces bancs, debout contre ces murs, accoudée à cette tribune, la révolution en habit d'ouvrier ! C'est ici que l'Association internationale des travailleurs tient ses séances, et que la fédération des corporations ouvrières donne ses rendez-vous. Cela vaut tous les forums antiques, et par ces fenêtres peuvent passer des mots qui feront écumer la multitude, tout comme ceux que Danton, débraillé et tonnant, jetait par les croisées du Palais de Justice au peuple qu'affolait Robespierre. »

Sur quel chiffre d'adhérents pouvait compter, dans la population de Paris, ce double pouvoir qui se croyait assez fort pour renoncer à l'action occulte? Deux des chefs de l'Internationale, les citoyens Malon et Tolain, avaient été élus à Paris, l'un avec 117,000, l'autre avec 89,000 voix; mais des causes diverses avaient contribué à leur succès. Les votes qui appartiennent en propre et sans conteste aux éléments déjà groupés du Comité central et de la future Commune ne s'élèvent pas à 60,000 [1]. Si l'on ajoute les purs révolutionnaires, étrangers à l'action

[1] Voici quelques chiffres qu'il n'est pas hors de propos de rappeler, les noms qu'ils concernent appartenant désormais à l'histoire : Assi, 58,776 voix ; Varlin, 58,384 ; Johannard, 56,331 ; Vaillant, 49,340 ; Theisz, 49,230 ; Ranvier, 40,865.

toute socialiste de l'Internationale, mais prêts à la seconder dans une pensée de destruction, et la tourbe, toujours nombreuse dans une grande ville, des simples malfaiteurs, qui aiment le désordre pour lui-même et pour les profits qu'ils en espèrent, en dehors de toute passion politique, il faut sans doute doubler ce nombre, et il convient peut-être de le tripler en y faisant entrer les femmes et les enfants, dont on ne saurait, hélas ! négliger le rôle dans les troubles civils[1].

Paris renfermait donc de 150,000 à 200,000 artisans de désordre; chiffre effrayant, loin cependant de la majorité, loin surtout d'avoir une valeur égale, comme expression de l'opinion parisienne, à celle des autres parties de la population. Presque tous les éléments en sont fournis en effet par ces faubourgs qui ne font partie de Paris que depuis une dizaine d'années et par cette masse à peu près nomade que déversent sans cesse dans Paris la province et l'étranger. Ajoutez que 200,000 individus égarés ou pervers ne donnent pas une force agissante de 200,000 rebelles. Une émeute ordinaire ne voit des-

[1] Les voix acquises à l'insurrection du 18 mars dans l'élection des membres de la Commune peuvent être évaluées à 140,000 ; mais il faut tenir compte, comme ayant contribué à grossir ce chiffre, de l'influence des faits accomplis, de l'absence de candidatures relativement modérées dans plusieurs arrondissements et des irrégularités plus que vraisemblables d'un vote sans contrôle.

cendre dans la rue qu'une très-faible partie de ceux dont les vœux sont avec elle. Le danger au 18 mars, on ne saurait trop le rappeler, était moins dans le nombre des ennemis de l'ordre que dans l'erreur d'un gouvernement qui, trop confiant dans l'esprit de l'armée et dans l'initiative des hommes d'ordre, appela lui-même aux armes le ban et l'arrière-ban de l'émeute, après leur avoir fourni toutes facilités pour une action commune.

M. Jules Favre s'est amèrement reproché l'aveugle insistance avec laquelle il s'est opposé, dans la négociation de l'armistice, au désarmement de la garde nationale parisienne. Combien cette faute a-t-elle été aggravée par le maintien, malgré l'état de paix, d'un service actif réunissant chaque jour sous les armes un tiers de ces bataillons, dont une portion si considérable était dans la main des factieux! C'était, au nom de la loi, préparer le renversement de la loi; c'était retarder la reprise du travail en donnant une excuse légitime à ceux qui n'avaient plus le cœur à l'ouvrage, comme ils le disaient eux-mêmes, et qui craignaient moins de ne plus retrouver le salaire que de perdre la solde. C'était laisser les esprits faibles et flottants sous la direction des fauteurs de désordre; c'était enfin, quand une occasion propice s'offrirait aux chefs, leur donner une armée où les moins décidés, incorporés avec les plus ardents, soumis à la même discipline et recevant les mêmes

ordres, suivraient docilement l'impulsion commune. On sait comment se grossissent les émeutes. Tel qui, un instant auparavant, ne songeait à rien de mal, une fois mêlé à la foule, en partage et quelquefois en dépasse toutes les fureurs. Or, le 18 mars, le gouvernement, résolu à frapper un grand coup en enlevant à la sédition les retranchements qu'elle avait élevés et les canons dont elle s'était emparée sous un prétexte patriotique, n'attendait pas que la foule se soulevât; il se chargeait de la convoquer, il lui faisait un devoir de se grouper suivant les cadres qu'il lui avait assignés, sous des chefs dont un grand nombre méconnaissait son autorité, et ce n'était plus à un tiers, c'était à la totalité de la garde nationale qu'il faisait appel !

CHAPITRE II

L'ARMÉE DE L'ORDRE

Le même appel s'adressait, il est vrai, à la partie de la garde nationale qui voulait l'ordre, et qui respectait la légalité. C'était la plus nombreuse, et, si elle avait pu être réunie tout entière sous une direction unique et bien entendue, l'issue de la journée eût sans doute été différente; mais à quelle horrible confusion, à quelles scènes de carnage n'était-ce pas s'exposer que de mettre aux prises, sous le même uniforme, les partis opposés entre lesquels se divisait une milice de 300,000 hommes! C'était d'ailleurs une hypothèse impossible. L'esprit de conservation est toujours moins ardent que l'esprit de destruction ; s'il se monte parfois jusqu'à la fureur, c'est peu à peu, à la suite d'une lutte, en présence d'un péril manifeste et le plus souvent d'un péril passé, qui le remplit tout ensemble d'effroi et de colère.

La majorité paisible de la population parisienne

n'avait aucun soupçon de la catastrophe qui la menaçait. Après avoir enduré sans faiblir, avec un courage et une patience dont elle garde le droit d'être fière, les souffrances et les angoisses d'un long siége, elle avait hâte de rentrer dans les conditions de la vie régulière, et elle se prêtait difficilement à l'appréhension de nouvelles épreuves. L'avortement des tentatives d'émeute pendant le siége la tranquillisait pour l'avenir. Elle voyait une cause de rapprochement entre les classes dans les maux supportés en commun, et, sans être entièrement aveugle sur les influences pernicieuses qui avaient compromis ou gâté, dans certains milieux, les efforts d'un patriotisme sincère, elle répugnait à considérer comme des ennemis des concitoyens qui, la veille encore, semblaient s'associer à tous les sentiments qui l'animaient elle-même.

Les désordres, les crimes même qui se produisaient sur quelques points ne troublaient pas la sécurité générale. L'ordre peut souffrir les plus sérieuses atteintes dans un quartier de Paris sans qu'on en sache rien à quelques pas plus loin. On l'apprend par les journaux le lendemain ; on s'en indigne comme d'un fait odieux qui se serait passé dans une autre ville; on s'étonne que l'autorité n'ait pas mieux pris ses mesures, et, tout en maudissant les coupables et en plaignant les victimes, on éprouve à peine une vague inquiétude pour soi-même. Les

canons braqués à Montmartre par une insurrection en permanence ne donnaient pas l'idée d'un danger sérieux. L'absence de toute agitation tumultueuse autour de ces canons, le petit nombre, de jour en jour décroissant, de leurs gardiens, la placidité avec laquelle ils s'acquittaient de ce qu'ils semblaient considérer comme un devoir civique, ne laissaient voir que ce qu'il y avait de ridicule dans cette manifestation. C'était devenu un spectacle : on allait en partie de plaisir visiter le « mont Aventin. »

La sécurité affectée par le gouvernement contribuait à éloigner toute alarme. Il laissait croire qu'il ajournait avec intention, non par impuissance ou par faiblesse, mais par prudence, pour ne pas lui attribuer trop de gravité, la répression d'une sédition puérile. Les plus clairvoyants sentaient bien qu'on jouait un jeu dangereux ; ils pensaient qu'on ne saurait prendre trop de précautions contre un coup de main, qui, dans une aussi grande ville, peut en quelques heures accomplir une révolution, sans le concours et à l'insu même de la très-grande majorité des habitants. Néanmoins, tout en blâmant le gouvernement de sa temporisation, ils ne doutaient pas qu'il n'eût facilement raison des perturbateurs dès qu'il voudrait sérieusement agir.

L'insouciance avec laquelle on envisageait le danger tenait-elle à cet esprit d'opposition qui passe, non sans raison, pour la maladie endémique des

Parisiens entre tous les Français, et qui se montre toujours plus sévère pour les fautes de l'autorité, quelle qu'elle soit, que pour les excès de ses adversaires? Cet esprit n'est pas propre aux partis révolutionnaires et socialistes. Il était entretenu chez les plus conservateurs par le ressentiment de la capitulation. Où les uns ne parlaient que de trahison, les autres déploraient amèrement les effets de l'incapacité et de l'imprévoyance. On voyait avec regret le maintien dans le nouveau gouvernement de quelques-uns des hommes qui, depuis le 4 septembre, portaient la responsabilité de la ruine de la France. Toutefois, en dehors des agitateurs et de ceux qui subissaient leur influence, le mécontentement était atténué par la confiance à peu près générale dans le bon sens et dans le patriotisme de M. Thiers. Les organes les plus décidés de l'opinion démocratique étaient d'accord avec les journaux conservateurs pour souhaiter la bienvenue au Chef du pouvoir exécutif élu par l'Assemblée nationale.

L'Assemblée nationale elle-même, sans inspirer une égale confiance, obtenait plus de respect et de justice qu'on ne croit, au moins dans tous les partis où se conservait un peu de raison. Sans doute les plaisanteries de mauvais goût sur les « ruraux » n'avaient pas cours seulement dans les journaux démagogiques. On était, on est encore trop porté à juger de l'esprit qui domine dans l'Assemblée par les re-

vendications, aussi bruyantes qu'impolitiques, de quelques députés de l'extrême droite. Toutefois les principaux votes de cette assemblée peu populaire étaient bien accueillis. Un journal qui se donnait à lui-même le nom de radical, l'*Avenir national,* félicitait dès ses premières séances « cette assemblée, en majorité monarchique, » des gages qu'elle donnait à la République en choisissant un républicain pour président et en composant son bureau « d'hommes notoirement hostiles à l'ex-empire ; » il ne doutait pas qu'elle ne fût « amenée par la force des choses à voir dans la République le seul terrain possible de conciliation, de paix, de liberté et d'ordre. » Les révolutionnaires extrêmes s'étaient seuls indignés de sa translation à Versailles. Les Parisiens les plus jaloux des droits séculaires de « la seule capitale possible de la France » lui savaient gré d'avoir résisté aux efforts qui tendaient à la retenir dans une ville du Midi ou du Centre, et d'avoir rendu à Paris, en venant siéger dans son voisinage et en lui laissant toutes les grandes administrations, l'espoir de la posséder bientôt elle-même.

La loi sur les échéances et les dispositions présumées de la loi sur les loyers faisaient beaucoup de mécontents ; mais, parmi les hommes intéressés à l'ordre, le mécontentement ne se produisait que sous la forme de réclamations, de pétitions ou d'adresses, où la souveraineté de l'Assemblée était plei-

nement reconnue. L'agitation était d'ailleurs plus factice que réelle, et, tandis que les factions l'exagéraient pour justifier leurs préparatifs de révolte, la masse de la population y restait à peu près étrangère.

L'opposition était-elle pulus vive contre les autorités préposées directement au gouvernement de Paris? L'absence de M. Thiers et de la plupart de ses collègues laissait tout le pouvoir dans la capitale aux mains de deux des gouvernants du 4 septembre, M. Ernest Picard comme ministre de l'intérieur, et M. Jules Ferry comme maire. Hommes d'esprit plutôt qu'hommes d'action, s'aveuglant peut-être sur la gravité de la situation, peut-être aussi découragés par la perte, inexplicable pour eux seuls, de leur popularité, ils ne prenaient aucune mesure. S'ils donnaient lieu à quelque reproche, c'était à celui de ne pas agir. Ils laissaient au pouvoir militaire, sous prétexte de l'état de siége, la responsabilité du seul acte d'énergie par lequel se soit manifestée une certaine vigilance : la suppression de six journaux. Cet acte n'irrita que les purs révolutionnaires. L'opinion libérale le blâma pour l'honneur des principes, sans défendre ceux qu'il frappait. Les hommes sages y virent surtout une inutile dépense d'audace. C'était empêcher la révélation publique des complots sans atteindre les complots eux-mêmes et sans même leur ôter leurs moyens de propagande.

La garde nationale révolutionnaire continuait par ordre ou sans ordre ses rassemblements; les clubs restaient ouverts, et, à la place des journaux supprimés, des affiches signées, dont les auteurs n'étaient pas poursuivis, invitaient les soldats à la révolte.

Le chef de l'armée, le général Vinoy, était loin d'être impopulaire. L'opinion publique l'avait désigné, dans les derniers temps du siége, comme successeur du général Trochu, et s'il n'avait pu que présider à une capitulation devenue inévitable, il n'avait pas cessé de commander le respect par la dignité de son attitude. Si des attaques grossières se produisaient contre lui, elles ne dépassaient pas les milieux où s'organisait l'émeute.

Ce n'est également que dans les mêmes milieux que le nouveau chef de la garde nationale, le général d'Aurelle de Paladine, était accueilli avec défaveur. Beaucoup regrettaient un tel choix; on eût désiré un général d'une réputation militaire plus incontestée et qui eût mieux connu la garde nationale parisienne, telle que l'avait faite le siége. On rendait cependant justice à sa capacité et à sa fermeté, et ses premières déclarations avaient rassuré les plus défiants. A la suite d'une entrevue avec les chefs de bataillon de Belleville, il recevait l'hommage suivant d'un des journaux les plus enclins à l'opposition systématique : « Les commandants se sont montrés sa-

tisfaits des déclarations nettes et franches du général en chef[1]. »

La nomination d'un autre général, M. Valentin, comme préfet de police, causait surtout de l'étonnement. Si elle rassurait les timides, elle inquiétait les aveugles qui, ne voyant pas le danger, craignaient qu'on ne le fît naître par des démonstrations inopportunes; mais ceux-là seuls s'en irritaient, qu'elle semblait directement menacer.

A défaut de griefs sérieux et universellement ressentis contre le gouvernement ou l'Assemblée, l'opinion publique à Paris était-elle entraînée à favoriser l'esprit de désordre par le désir impatient de certaines réformes? On avait vu, à d'autres époques, des insurrections réussir en s'emparant d'une idée ou d'un mot qui faisait battre tous les cœurs. Rien de pareil au 18 mars. L'agitation était sans formule. On parlait partout d'une reconstruction de la société française comme du but vers lequel devaient converger tous les efforts; mais les idées les plus diverses s'attachaient à ces mots, et elles occupaient les esprits plutôt qu'elles ne soulevaient les passions. Le socialisme lui-même semblait craindre de se montrer. Il avait pris la direction du mouvement populaire sans arborer son drapeau. On ne parlait pas davantage de ces libertés municipales où l'insurrec-

[1] *Rappel* du 10 mars.

tion, une fois maîtresse de Paris, devait chercher sa justification et un prétexte pour s'étendre dans toute la France. Le seul droit un peu précis qui fût revendiqué avec quelque insistance était l'élection du général en chef de la garde nationale, et l'on tenait si peu à ce prétendu droit qu'il n'en fut plus question après la victoire.

Jamais cependant on n'avait plus parlé de guerre civile; mais ceux même qui annonçaient de nouvelles journées de juin comme une éventualité menaçante, avaient peine à y croire et répugnaient encore plus à s'y préparer. La haine de l'ennemi vainqueur avait épuisé tout ce qu'il y avait de fiel dans les âmes honnêtes; l'émulation dans la résistance avait absorbé la prévoyance et l'initiative dont elles étaient susceptibles. Elles revenaient à leurs plus fâcheuses comme à leurs meilleures habitudes, parce que cela seul ne demandait aucun effort. Elles ne se refusaient pas, mais elles ne se portaient pas d'elles-mêmes à des résolutions efficaces; elles avaient besoin d'une vigoureuse impulsion, que les plus sages attendaient, que quelques ardents réclamaient avec instance, et qu'eussent suivie sans trop d'hésitation, pour peu qu'on eût pris soin de les réveiller, beaucoup de ceux qui s'endormaient dans une funeste confiance. L'isolement du gouvernement dans ces tristes jours n'est pas venu de l'abandon où l'ont laissé les hommes d'ordre, il est venu du peu d'efforts qu'il a faits

pour les grouper autour de lui, pour les éclairer sur leurs dangers comme sur les siens, et pour s'assurer sous une forme précise le concours de toutes les bonnes volontés que les souffrances et les déceptions du siége n'avaient pas lassées.

De là le contraste entre la garde nationale du désordre et la garde nationale de l'ordre. Dans l'une, la passion s'unissait à l'intérêt pour rechercher le service, pour en provoquer au besoin les occasions. On en vivait, on s'en amusait, on en faisait une base d'opérations contre la société qui le payait. Dans l'autre, un intérêt contraire s'unissait à l'absence de passion pour fuir des devoirs qui n'apparaissaient plus depuis la paix que par leur caractère rebutant. Les ouvriers honnêtes n'attendaient pour s'y soustraire que la reprise du travail. Les bourgeois n'y voyaient que leurs affaires ou leurs études troublées et leur santé compromise sans compensation. Les désagréments les plus pénibles se faisaient gaîment supporter quand on était soutenu par l'ardeur patriotique; ils étaient devenus intolérables dès qu'il ne s'agissait plus que d'une mission de police. La convocation quotidienne d'un tiers de la garde nationale ne faisait que des mécontents dans les bataillons les mieux disposés : on comprenait d'autant moins la nécessité de ce déploiement de forces qu'il imposait à ceux qui s'y prêtaient les plus rudes fatigues sans que leur zèle fût mis sérieusement à profit pour le

maintien ou pour le rétablissement de l'ordre. Les chefs ne faisaient rien pour donner un intérêt intelligible ou une sanction efficace à ces appels, dont ils étaient les premiers à se plaindre. Le nombre des réfractaires croissait tous les jours.

La désorganisation était d'ailleurs à son comble dans la meilleure partie de la garde nationale, et l'autorité ne paraissait pas sentir le besoin d'y remédier. Les démissions d'officiers avaient été nombreuses après l'armistice. Beaucoup n'avaient sollicité ou accepté les grades que pour être les premiers au danger ou à l'honneur dans la lutte contre l'ennemi; le ressentiment de la défaite et le besoin de repos les poussèrent également à s'en décharger quand ils n'y trouvèrent plus qu'un fardeau. Les démissionnaires étaient aisément remplacés dans les bataillons où dominaient les influences révolutionnaires : ces influences allaient au-devant des nominations nouvelles; les cadres restèrent en partie vides dans les autres, soit manque de candidats, soit négligence de l'état-major général.

Dans tous les bataillons, il n'est personne qui ne professe l'horreur de la guerre civile; mais, dans les uns, on s'y prépare, en en rejetant la responsabilité sur ses adversaires; dans les autres, les moins timides cherchent des excuses pour se soustraire à cette affreuse nécessité. Quelle force enfin pour l'émeute quand elle a pour soldats des hommes qui n'ont rien

à perdre, qui entraînent avec eux dans la rue ce qu'ils ont de plus cher, leurs femmes et leurs enfants, et qui se font souvent une protection de la faiblesse même de ces compagnons passionnés ou insouciants de leurs périls ! Et quelle infériorité pour la cause de l'ordre, quand ses défenseurs sont retenus à la maison par leurs plus précieux intérêts de fortune et de famille, quand ils peuvent craindre de laisser derrière eux le pillage, l'incendie, le massacre et peut-être pis encore, et quand, aux combats qui se livrent dans leurs âmes entre des devoirs contraires, se joint de la part d'une femme, d'une fille ou d'une sœur, l'assaut des supplications et des larmes! Faut-il s'étonner si dans une milice désorganisée, lasse de corvées sans but, découragée par les plus cruelles déceptions et que rien encore ne préparait à puiser, dans le sentiment d'un immense danger public, la fermeté d'âme nécessaire pour affronter une guerre civile, un petit nombre seulement ait reconnu dans un vague appel la voix du seul devoir qu'il fût permis d'écouter ?

Et cependant, le 18 mars, beaucoup se réunirent, soit le matin, soit dans la journée, lorsque des bruits sinistres commencèrent à circuler. Retenus par ordre dans leurs quartiers respectifs, inutiles dans ceux où l'émeute n'était pas à craindre, trop faibles pour lui résister dans les autres, ils ne formèrent qu'une force éparse qui ne pouvait rendre aucun service.

Rassemblés avec un signe de ralliement et des instructions précises sur les points les plus menacés, réunis à l'armée régulière, dont ils auraient soutenu le moral, en même temps que son concours leur eût donné à eux-mêmes plus de confiance, ils pouvaient tout sauver, sans effusion de sang peut-être, par le respect seul que leur nombre et leur fermeté eussent imposé à une insurrection où les hommes décidés à tout étaient encore en minorité. L'avant-veille, pendant la nuit, devant un des bastions les plus isolés des remparts, j'avais vu une poignée de gardes nationaux, qui étaient loin d'être des héros, faire reculer par leur ferme attitude une masse armée beaucoup plus nombreuse qui venait pour s'emparer d'un dépôt de cartouches.

Par malheur, l'armée est chargée seule de l'enlèvement des canons usurpés, et, en cas de résistance, des premiers efforts contre l'émeute. Réduite à 10,000 hommes après l'armistice, elle avait reçu peu à peu d'importans renforts, dont la plus grande partie avait été appelée de province. Les factieux n'avaient pas manqué de la circonvenir, de se faire l'écho de ses plaintes sur les imperfections inévitables d'une installation hâtive, de l'intéresser à leurs propres griefs contre le gouvernement et la société. C'est leur tactique habituelle, et il faut beaucoup de précautions pour en conjurer l'effet. Cette tactique devait réussir auprès de soldats mal disciplinés, sans

confiance dans leurs chefs, et dont l'ardeur s'était éteinte dans les dernières péripéties de la guerre étrangère. Il était difficile de leur faire voir des ennemis dans ces gardes nationaux de Paris, dont le prestige était encore si grand dans toute la France, et de qui ils ne recevaient que des démonstrations amicales. Sauf de rares et impuissantes exceptions, ils se débandèrent partout où l'insurrection se présenta devant eux sous un uniforme qui n'éveillait dans leurs âmes que des sentiments sympathiques. Les meilleurs refusèrent de combattre ; les plus mauvais ou les plus faibles jetèrent leurs armes, fraternisèrent avec l'émeute, et, soit scélératesse naturelle, soit besoin d'assourdir le cri du devoir, quelques-uns offrirent ou prêtèrent leurs bras pour les crimes les plus exécrables.

Dès lors toute résistance est vaine. Là même où elle est essayée par les gardes nationaux fidèles, ils reçoivent l'ordre de céder. A cinq heures du soir, la plupart sont congédiés sans autre instruction que de rester chez eux et de se tenir prêts au premier signal. Le rappel bat toute la nuit; mais il ne bat que pour l'émeute, par l'ordre du Comité central. L'autorité légale ne donne signe de vie que par des affiches désespérées, qui réclament, en termes généraux, le concours des bons citoyens; mais ces appels, aussi vagues que pressants, ne sont accompagnés d'aucune mesure , d'aucun commandement,

qui puissent rallier ceux à qui ils s'adressent. La consigne qui les retient à domicile n'est pas même levée.

Le lendemain matin, une proclamation signée par les ministres présents à Paris, après avoir rappelé les attentats commis, se terminait par ces mots qui, sous la forme d'un dernier appel, n'étaient qu'un reproche immérité : « Voulez-vous prendre la responsabilité de leurs assassinats et des ruines qu'ils vont accumuler ? Alors demeurez chez vous ; mais, si vous avez souci de l'honneur et de vos intérêts les plus sacrés, ralliez-vous au gouvernement de la République et à l'Assemblée nationale. » Cette proclamation ne put être affichée.

Beaucoup de gardes nationaux qui la lurent dans le *Journal officiel* sortirent, la rougeur au front, à la recherche d'ordres qui leur permissent enfin de se dégager de la solidarité honteuse dont ils étaient menacés. Les ordres étaient absents. Ceux qui auraient dû les donner ou les transmettre avaient en partie disparu, et on ne savait pas même si le gouvernement qui réclamait des défenseurs était encore représenté dans Paris. On ne voyait de toutes parts que soldats jetant, donnant ou vendant leurs armes, que gardes nationaux insurgés campant auprès de barricades qui ne leur avaient pas été disputées, et devant les principaux édifices publics, qui leur avaient été livrés sans coup férir. Nulle trace

d'ailleurs de cet enthousiasme qui suit les victoires populaires. A peine l'expression d'une satisfaction enfantine chez ceux qui se partagent les chassepots des soldats, ou qui veillent avec complaisance sur *leurs* canons. Les événements sont encore confus pour tout le monde, et l'affiche qui révèle à la population la plus vaniteuse du monde entier les noms obscurs de ses nouveaux maîtres n'est pas propre à faire la lumière dans les esprits et dans les consciences. Ce n'est pas une révolution, c'est un désarroi général.

Maintenant, dans cette néfaste journée, que devaient suivre de plus néfastes encore, quelles ont été les responsabilités? Le crime est tout entier du côté des insurgés et de ceux des soldats qui se sont faits leurs complices; ailleurs, il n'y a eu que des fautes, et les plus graves ont été commises par les autorités civiles ou militaires, dont toutes les mesures ont été imprudentes ou mal conçues. Si on ne peut accuser l'illustre chef du gouvernement, retenu loin de Paris pendant et après le siége par les plus hauts comme les plus douloureux devoirs, dont aucun n'a été au-dessus de sa sagesse et de son énergie, sont-ils exempts de reproches ceux de ses auxiliaires qui, depuis plusieurs mois, étaient en possession du pouvoir dans Paris, avant de l'avoir reçu en dépôt de ses mains? Plus excusable peut-être a été la défaillance de l'armée, quand elle n'est

pas allée jusqu'à la trahison formelle et à de criminels attentats. Trop d'exemples dans notre histoire contemporaine ont autorisé en quelque sorte la faiblesse des troupes régulières devant l'émeute, lorsque celle-ci prend l'apparence d'une révolution. Il ne faut pas oublier toutefois que la faiblesse ne s'est pas bornée, le 18 mars et les jours suivants, au refus de combattre, et que les postes les plus importants, même les forts, à l'exception du Mont-Valérien, même le château imprenable de Vincennes, ont été remis sans résistance aux insurgés. La garde nationale honnête n'a pas à se reprocher des actes semblables : elle a été aveugle, elle s'est prêtée avec mollesse à des devoirs dont elle n'a pas su comprendre ou plutôt dont on n'a pas su lui faire comprendre l'importance; mais elle a offert en somme plus qu'il ne lui a été demandé, et, si elle a sa part de responsabilité dans le commun désastre, ce n'est pas assurément la plus grande.

CHAPITRE III

LE COMITÉ CENTRAL

Le « Comité central de la fédération de la garde nationale » (tel est le nom que se donna le gouvernement insurrectionnel de Paris) ne fut pas moins habile dans le premier usage que dans la préparation et dans la poursuite de la victoire. Il affecta une modération extrême. Il ne s'était emparé du pouvoir que pour le rendre dans le plus bref délai « au peuple de Paris librement consulté. » Il reconnaissait tous les droits, ceux de la province comme ceux de Paris, et il ne songeait pas même à méconnaître ceux qu'avaient concédés à la Prusse les préliminaires de paix votés par une assemblée contre laquelle il s'était insurgé. Il ne s'agissait que d'une modeste révolution municipale. Il est vrai que cette révolution avait débuté par l'assassinat, et qu'elle se continuait par la terreur. Les arrestations arbitraires, presque toujours accompagnées de mauvais traite-

ments, se multipliaient. Les boutiques étaient mises au pillage sous forme de perquisitions ou de réquisitions. La garde nationale « fédérée, » comme s'intitulaient les mercenaires de l'insurrection, se livrait à tous les excès d'une soldatesque en délire dans une ville conquise ; mais ces excès mêmes servaient doublement le Comité central : ils effrayaient l'opposition, et ils étaient un argument pour rallier les indécis ; tout rentrerait dans l'ordre, si les bons citoyens prêtaient main-forte aux autorités provisoires pour établir un régime définitif.

Les adhérents ne manquent jamais aux faits accomplis. Tant de coups de force se sont fait accepter sans résistance que le succès en matière politique tient lieu de droit pour une foule d'esprits d'une honnêteté scrupuleuse dans la vie privée. D'autres moyens de séduction venaient encore en aide aux vainqueurs du 18 mars. Les habitudes d'obéissance et surtout la question de la solde ramenaient dans les rangs de la garde nationale rebelle bon nombre d'ouvriers paisibles restés jusque-là étrangers au mouvement, mais dont le sens moral n'était ni assez éclairé ni assez ferme pour refuser de se soumettre aux seules autorités de qui ils pussent désormais recevoir des ordres et attendre leur subsistance.

Aux adhérents par indifférence, par ignorance ou par besoin, se joignaient ceux que leurs passions ou leurs idées politiques rapprochaient de l'insurrection

triomphante. Beaucoup qui n'auraient pas voulu renverser l'ordre légal craignaient maintenant qu'il ne pût être rétabli qu'aux dépens de la République : ils se ralliaient aux vainqueurs du jour par crainte des vainqueurs du lendemain.

D'autres se laissaient séduire par cette idée, si libérale en elle-même, d'un conseil municipal élu : pourquoi repousser une révolution dont le premier et le seul acte officiel était de faire rentrer Paris dans le droit commun? Les libertés municipales sont moins chères aux Parisiens que ne le prétend l'esprit de parti. Une population qui comprend des éléments aussi divers et aussi incohérents ne saurait former une véritable *commune*, dans le sens légal, non dans le sens révolutionnaire du mot; aussi toutes ses aspirations vont beaucoup plus à régner sur la France et sur le monde qu'à se gouverner elle-même. L'esprit français est toutefois trop logique, l'expérience de l'administration impériale était trop concluante, pour que chacun ne comprît pas ce qu'il y avait d'injuste et de funeste dans la situation d'une grande ville privée de tout droit de contrôle sur ses intérêts propres.

Quelques esprits, qui ne manquaient ni de patriotisme ni de lumières, n'étaient pas éloignés d'accueillir, en la dépouillant de son exagération, une autre idée qui se présentait dès lors comme le programme de la république nouvelle : celle d'une

décentralisation municipale qui attribuerait aux communes, pour toutes les affaires locales, une autonomie complète, et qui ne laisserait au gouvernement central que le soin des intérêts les plus généraux. C'était le renversement de toute la tradition révolutionnaire; mais une telle volte-face ne scandalisait pas la masse du parti révolutionnaire, moins fidèle à ses principes qu'au besoin de destruction, et les naïfs, dans les autres partis, étaient tentés d'y applaudir comme à un retour aux idées vraiment libérales.

En même temps qu'elle recrutait des partisans plus ou moins sympathiques, l'insurrection voyait ses adversaires les plus décidés lui laisser le champ libre. L'émigration commença, dans les plus larges proportions, dès la première semaine. Les uns fuyaient simplement par un sentiment de frayeur qui n'était que trop excusable; d'autres cédaient à un mouvement plus réfléchi. L'impuissance complète où ils se sentaient de rien faire pour le bien public les justifiait à leurs yeux de pourvoir avant tout à leurs intérêts personnels et au salut de leurs familles. Parmi les plus généreux et les plus droits, beaucoup estimaient qu'il n'y a qu'une façon honorable de protester contre des crimes que l'on ne peut empêcher : c'est de ne pas les autoriser en quelque sorte par sa présence.

Tel semblait être en effet le rôle humiliant auquel

étaient réduits les honnêtes gens que leurs devoirs, leurs intérêts, la médiocrité de leur fortune ou une certaine insouciance retenaient dans Paris. Que pouvaient désormais quelques milliers d'hommes, sans liens, sans direction, dont la plupart étaient découragés par une série inouïe de malheurs, et dont beaucoup, malgré les leçons qu'ils avaient reçues, étaient encore sous l'influence, non, comme on l'a dit, du luxe anglais et de la corruption italienne, mais de ce qu'il faut appeler de son vrai nom, la décadence de la France impériale?

Cependant ces honnêtes gens, qui se sont laissé accuser de couardise, manifestèrent dès le premier jour leur dégoût pour la plus ignoble des révolutions, et dès le suivant ils se préparèrent à la résistance. Dans tous les lieux publics, la réprobation s'exprimait sous la forme la plus vive. Des discussions s'engageaient devant les barricades elles-mêmes entre leurs gardiens armés et les hommes d'ordre sans armes, qui savaient souvent se faire écouter. Le *Journal officiel*, dont l'insurrection s'était emparée comme de tous les instruments de gouvernement, signalait lui-même les « groupes de vingt-cinq, cinquante et même cent personnes » qui se formaient sur les boulevards et s'y tenaient « en permanence, discutant, gesticulant et gênant la circulation. » — « Chaque groupe, ajoutait-il, possède quatre ou cinq orateurs en plein vent qui tiennent

l'attention des auditeurs. Ces orateurs, *presque tous réactionnaires*, s'appuient sur ce thème, que ce qu'il faut maintenant, c'est le travail, et que le nouveau gouvernement est incapable d'en donner. »

Ces premiers actes d'opposition trouvèrent un écho dans la presse, non-seulement sous la forme de critiques plus ou moins acerbes, mais sous celle d'une protestation collective à laquelle eurent le courage de s'associer les organes de toutes les opinions avouables, depuis les plus rétrogrades jusqu'aux plus radicales. Le terrain commun sur lequel se plaçaient tous ces journaux, c'était le respect de la souveraineté nationale, que représentait seule l'assemblée réunie à Versailles. Ils ne se laissaient ni effrayer par les menaces, ni duper par la feinte modération du pouvoir de fait qui siégeait à l'Hôtel-de-Ville. Ils refusaient des mains de ce pouvoir des élections municipales qui ne seraient que la consécration de la révolte.

Le jour où parut la déclaration de la presse, le 21 mars, la population elle-même fit directement une autre protestation collective d'un caractère plus significatif encore. Plusieurs centaines d'hommes sans armes parcoururent les principales rues de Paris, portant des drapeaux sur lesquels on lisait en grosses lettres : *Vive l'ordre! vive la République! vive l'Assemblée nationale! à bas le Comité!* Leur nombre croissait à mesure qu'ils avançaient. Ceux même

qui, soit timidité, soit hésitation légitime à faire, suivant une expression célèbre, « de l'ordre avec du désordre, » refusaient de se joindre à eux, les saluaient des fenêtres. Sauf sur quelques points, les postes de gardes nationaux fédérés n'essayèrent pas de les arrêter. Nulle part leurs cris ne furent étouffés par des cris contraires. Or ce qu'ils criaient surtout à travers cette ville où l'on a prétendu que le gouvernement légal ne rencontrait qu'indifférence ou hostilité déclarée, c'était : *Vive l'Assemblée nationale!*

Une démonstration plus imposante, sans armes encore, mais sous l'uniforme de la garde nationale, était annoncée pour le lendemain. Le parti vainqueur en vint à s'inquiéter. Un de ses organes, *la Nouvelle République*, invita les fédérés à disperser la manifestation par la force. Cette menace n'intimida pas les défenseurs de la légalité. On connaît la scène de carnage dont la place Vendôme fut le théâtre : des hommes pour qui le plus grand des crimes était de tirer sur une foule armée, commandèrent un feu meurtrier contre une foule sans armes; c'était, suivant leur « Journal officiel, » user des droits de l'autorité contre les « émeutiers. »

La guerre civile était engagée. Le parti de l'ordre, dont s'honore désormais de prendre le nom tout ce qu'il y a d'éclairé et d'honnête dans le parti républicain, n'en décline pas les cruels devoirs. Un vaste

îlot est resté libre au cœur de Paris. Il s'étend des halles centrales à la gare Saint-Lazare, comprenant le second arrondissement tout entier et une partie du premier et du neuvième. Les gardes nationaux de ces quartiers y maintiennent des postes permanents qui en ferment l'accès à la rébellion, partout ailleurs triomphante. Dans plusieurs arrondissements, les bataillons ou les portions de bataillons fidèles à l'Assemblée nationale se réorganisent. Passant par-dessus les formalités légales, avec un esprit d'initiative plus rare à Paris que partout ailleurs, ils complètent leurs cadres, remplacent leurs chefs démissionnaires ou absents, et se réunissent en légions, à la tête desquelles ils aiment à placer quelques-uns de ces officiers supérieurs de marine que leur énergie pendant le siége a rendus si populaires. Ils ont leurs places d'armes au milieu des postes occupés par les fédérés. L'École polytechnique, entre la place Maubert, aux souvenirs populaciers, et celle du Panthéon, où campent jour et nuit quelques-uns des bataillons les plus dévoués au Comité central, reçoit la légion du 5e arrondissement. Les premières compagnies qui viennent l'occuper s'y rendent sans bruit, le soir. Ce n'est encore qu'une conspiration ; le lendemain, c'est déjà une force assez sûre d'elle-même pour agir en pleine lumière. Toute la journée, les retardataires arrivent, isolément ou par groupes, le fusil sur l'épaule. On les regarde passer, non sans

inquiétude ; nul ne les arrête. A quelques mètres de la porte de l'école se tiennent attentifs les factionnaires de l'autre parti. Le second soir, les préparatifs étaient faits pour soutenir un siége et pour tenter au besoin une sortie agressive. Des adhésions inespérées étaient venues de la part de bataillons qui semblaient acquis au pouvoir insurrectionnel. L'assurance de toucher la solde rallie beaucoup d'ouvriers indifférents ou indécis ; d'autres recrues, plus désintéressées, sont fournies par la jeunesse des écoles, infidèle cette fois à ses habitudes révolutionnaires en présence d'une insurrection où elle ne rencontre rien de ce qui parle à l'intelligence, rien de ce qui soulève les passions généreuses.

Ce n'est pas assez de la résistance organisée par arrondissements ; il faut une direction centrale, que l'on ne peut attendre que du gouvernement lui-même. Depuis le 18 mars, le gouvernement n'est plus représenté dans Paris. Il a fait son devoir en se transportant tout entier à Versailles : le salut de la France devait passer avant celui de sa capitale. Ce qui est moins justifiable, c'est le départ du maire de Paris et du général en chef de la garde nationale. Leur place ne pouvait être ailleurs que dans la ville confiée à leur vigilance. Chassés par l'émeute de leur résidence officielle, ils pouvaient trouver un abri provisoire sur quelqu'un des points qui avaient échappé à l'émeute. Si, au premier moment, ils

avaient pu croire tout perdu, ils devaient revenir, dès que la possibilité d'exercer utilement leurs pouvoirs leur était révélée. Si, enfin, ils se sentaient trop peu populaires pour rendre des services, ils devaient solliciter leur remplacement immédiat.

Le général d'Aurelle de Paladines fut seul remplacé, le 20 mars. Nul ne pouvait être mieux accueilli pour commander la garde nationale que l'amiral Saisset. Le nom de l'amiral était l'un des plus populaires dans cette courageuse marine qui eût sauvé Paris, si Paris avait pu être sauvé ; il venait le septième, par ordre de suffrages, sur la liste des quarante-trois députés de la Seine. Malheureusement l'installation de son état-major au Grand-Hôtel fut tardive et toujours imparfaite, et son commandement de trois jours ne s'exerça jamais qu'au milieu d'une confusion inévitable.

La garde nationale d'ailleurs, par son caractère mixte, réclame une direction civile autant qu'une direction militaire. Le maire de Paris n'étant plus revenu à son poste et n'y ayant pas été remplacé, les municipalités des arrondissements se trouvèrent investies par la force des choses de tous les pouvoirs civils, qui leur furent confirmés par une délégation, officieuse plutôt qu'officielle, du gouvernement de Versailles. C'était une situation regrettable à tous égards. Elle était incompatible avec l'unité de direction ; elle faisait prévaloir des influences qui

ne représentaient ni l'esprit de gouvernement, ni surtout celui de l'Assemblée.

Les municipalités s'étaient désorganisées pendant le siége, comme la garde nationale elle-même. Parmi les maires et les adjoints les plus attachés à l'ordre, plusieurs avaient donné leur démission. Après le 18 mars, d'autres se retirèrent par respect de la légalité. L'esprit radical domina ainsi dans ce qui restait des municipalités. Il dominait également dans une fraction de la députation de Paris qui s'associa d'office à leurs actes. De là ces compromis malheureux qui furent proposés pendant une semaine au gouvernement et à l'Assemblée. Ils blessaient, dans toute la France et à Paris même, tous ceux qui avaient un vif sentiment du droit. Ils tranchaient brusquement des questions qui n'étaient pas mûres, et qui ne pouvaient sans péril recevoir une solution précipitée. Ils ne donnaient satisfaction qu'aux demandes avouées des révolutionnaires, dont ils ne pouvaient ni contenter les aspirations réelles, ni désarmer les ressentiments. Ils n'étaient propres qu'à rallier ceux qui s'étaient laissé duper par les promesses d'autonomie municipale dont le comité central avait couvert son usurpation. Le gain était trop petit pour le risque couru.

L'excuse des députés et des maires est dans une situation tellement grosse de dangers que le gouvernement parut entrer lui-même à leur suite dans ces

tentatives de conciliation, et que l'Assemblée, quoique non sans mauvaise humeur, ne refusa pas de les discuter. L'amiral Saisset ne craignit pas de fortifier de son autorité et de celle du gouvernement ce qu'il y avait de plus excessif dans ces projets de compromis, lorsqu'il adressa au peuple de Paris la proclamation suivante :

« Chers concitoyens,

« Je m'empresse de porter à votre connaissance que, d'accord avec les députés de la Seine et les maires élus de Paris, nous avons obtenu du gouvernement de l'Assemblée nationale :

« 1° La reconnaissance complète de vos franchises municipales ;

« 2° L'élection de tous les officiers de la garde nationale, y compris le général en chef. »

. . . .

Ces concessions, qui ne furent ni confirmées ni démenties, dépassaient les réclamations légitimes des partis libéraux. Elles effrayèrent beaucoup d'hommes d'ordre ; les révolutionnaires n'y virent qu'un encouragement à redoubler d'audace.

L'empressement avec lequel les autorités officieuses de Paris proposaient des compromis aussi peu acceptables, la résignation des pouvoirs de Versailles à les subir ou du moins à les discuter, s'expli-

quent trop bien aujourd'hui. La guerre entre habitants d'une même ville est chose assez affreuse pour que des hommes moins rapprochés par leurs opinions de ceux qu'il fallait combattre que les maires radicaux et les députés de l'extrême gauche soient excusables d'avoir tout tenté pour la prévenir. Mais la vérité est que la guerre à entreprendre n'était pas seulement affreuse, elle était impossible. Les gardes nationaux qui s'étaient rangés sous la bannière de l'ordre étaient prêts à verser leur sang ; mais eussent-ils été dix fois plus nombreux, eussent-ils été tous des héros, ils ne pouvaient faire à eux seuls, avec leur inexpérience, leur organisation défectueuse, leurs armes imparfaites et surtout leur manque d'artillerie, ce qui a coûté tant de temps et d'efforts à l'armée française, mieux disciplinée et mieux commandée qu'elle ne l'avait jamais été.

La garde nationale honnête ne pouvait rien sans l'appui de l'armée. Or, dans la semaine qui suivit le 18 mars, il n'y avait pas encore d'armée. Les prodiges qui devaient être faits pour accroître le nombre des troupes et pour rétablir parmi elles le sentiment du devoir et le souci de l'honneur militaire n'étaient qu'à l'état d'espérances. Le seul fort dont l'insurrection ne se fût pas emparée, le Mont-Valérien, n'avait qu'une garnison d'une fidélité douteuse. Les gardes nationaux fidèles du XVIe arrondissement offraient en vain au pouvoir légal les portes d'Auteuil, de

Passy et de la Muette, qu'ils surent conserver jusqu'au 31 mars : on ne disposait pas de soldats assez sûrs pour leur confier ces trois entrées de Paris. Aussi l'amiral Saisset avait-il reçu pour instruction d'éviter une lutte sanglante, et M. Thiers, dans la séance de nuit du 24 mars, mettait l'Assemblée en garde contre des paroles imprudentes qui pouvaient faire « couler des torrents de sang. »

Les préparatifs de résistance d'une partie de la garde nationale n'étaient précieux que par leur effet moral. Ils rendaient du cœur aux honnêtes gens, ils stimulaient le bon vouloir des irrésolus ; ils provoquaient les défections dans les rangs des rebelles. Mais ils ne pouvaient atteindre leur but qu'à la condition de temporiser. Les compromis, en offrant une base pour des négociations officieuses avec le Comité central, permettaient de gagner du temps. Le tort de ceux qui en ont pris l'initiative est d'avoir profité d'une situation douloureuse pour emporter d'assaut en quelque sorte la réalisation de leurs rêves; le tort plus grave peut être du gouvernement et de l'Assemblée est de n'avoir su que discuter sans utilité les remèdes qui leur étaient proposés au lieu d'en chercher eux-mêmes de moins périlleux.

Le seul compromis légitime eût été de prendre au mot le Comité central en permettant sous toutes réserves les élections dont il s'était engagé à respecter l'arrêt, quel qu'il fût. Il ne s'agissait pas pour le

pouvoir légal de prendre un engagement semblable; il ne se fût pas obligé à reconnaître un conseil municipal irrégulièrement élu ; il n'eût fait que laisser à la population honnête de Paris un moyen pratique de manifester ses sentiments. Si les élections eussent été mauvaises, elles n'auraient pas empiré la situation; elles pouvaient l'améliorer si elles n'étaient qu'à demi mauvaises. Malgré l'émigration, on pouvait encore espérer qu'elles seraient à peu près bonnes, non par l'excellence des choix en eux-mêmes, mais par leur signification, comme reconnaissance explicite de la légalité outragée. Malgré les conditions fâcheuses dans lesquelles elles se sont faites, elles ont eu cette signification dans les seuls arrondissements où la lutte ait été sérieusement engagée : le nombre considérable des abstentions dans les autres atteste qu'elles pouvaient y donner un résultat semblable. J'ai assisté à deux réunions électorales dans un quartier où l'insurrection comptait de nombreux adhérents : les avis y furent partagés, soit sur la convenance du vote lui-même, soit sur les choix à faire; mais il y eut unanimité sur le devoir de faire du vote, au cas où l'on y prendrait part, une protestation en faveur du droit.

On peut douter que le Comité central eût abdiqué devant des élections qui eussent tendu au renversement de son œuvre ; mais s'il ne les eût pas acceptées, il se serait certainement affaibli par son manque de parole ; ses adversaires en auraient conçu une

indignation nouvelle, qu'eussent partagée beaucoup de ceux qui s'étaient laissé duper par son feint désintéressement; la France se fût rassurée en voyant s'affirmer dans Paris une majorité attachée à l'ordre. Si faible enfin que fût la chance d'une restauration complète de la légalité par la double soumission des usurpateurs au suffrage universel de Paris et de celui-ci au suffrage universel de toute la France, elle valait la peine d'être tentée avant de recourir à une lutte sanglante, impossible pour le présent, d'une issue incertaine pour l'avenir, et qui devait être, quel qu'en fût le sort, également odieuse aux vainqueurs et aux vaincus.

Ce compromis fut la dernière et tardive ressource des maires et des députés, la veille même des élections, lorsqu'ils eurent perdu tout espoir d'en obtenir l'ajournement. Le Comité central ne pouvait faire procéder au vote qu'après avoir brisé ou vu céder toute résistance. La lutte devenait imminente : les conciliateurs ne voulurent pas en assumer la responsabilité ; ils consentirent à une nouvelle capitulation de Paris, les uns tacitement, en s'abstenant de tout acte, les autres expressément, en signant un pacte par lequel ils acceptaient les élections pour le lendemain, sans autre garantie que la réintégration des municipalités légales dans les mairies dont elles avaient été dépossédées. Cette clause même était un leurre; rien ne fut tenté pour en assurer l'exécu-

tion. Les municipalités légalement élues restèrent en possession, jusqu'à l'installation de la Commune illégale, des mairies qu'elles occupaient : aucune de celles dont elles avaient été dépossédées ne leur fût rendue. L'usurpation était consommée, du consentement de ceux qui avaient été les derniers représentants du droit. L'amiral Saisset se retira sans mot dire; les gardes nationaux fidèles furent renvoyés dans leurs foyers; la population crut à une paix sincère, légalement conclue. L'illusion dura peu, même dans les masses : les hommes vraiment éclairés ne l'avaient jamais partagée ; dès la première annonce de ce déplorable arrangement, ils sentirent que tout était perdu.

Les signataires de cet arrangement demandèrent à l'Assemblée d'approuver leur conduite ; elle s'y refusa sans leur infliger, d'autre part, une censure expresse. Elle garda la juste mesure. Ils avaient empiété sur sa souveraineté, et ils n'avaient pas même la justification d'un service rendu à sa cause. Les élections ne pouvaient être bonnes que si tous les bons citoyens y prenaient part avec entente. Ordonnées par un pouvoir usurpateur, consenties par une autorité légale qui outre-passait son mandat, elles ne pouvaient que répugner à tous ceux qui avaient le souci du droit. Ceux qui crurent pouvoir sortir de la légalité stricte pour éviter de plus grands malheurs, ou qui se laissèrent tromper par l'apparence d'un acte régulier, étaient réduits à voter en aveugles. Le

temps manquait pour arrêter et pour publier des listes sur lesquelles pût se faire l'accord de tous les hommes d'ordre. Il était permis tout au plus, comme l'événement le prouva, d'espérer quelques choix passables qui ne pouvaient, par suite de leur petit nombre, qu'aboutir à autant de démissions. Le champ devait rester libre aux élus de l'insurrection, et l'acceptation du vote semblait leur donner la consécration d'une sorte de droit.

Faut-il donc blâmer ceux qui avaient pris en main les intérêts de Paris d'avoir reculé devant la guerre civile, et, en se résignant à une capitulation nécessaire, d'avoir cherché à en adoucir l'amertume pour la population généreuse dont ils avaient encouragé les efforts? Ils pouvaient, ils devaient peut-être subir pour leur compte les élections; il ne leur appartenait pas de les autoriser, ils étaient surtout inexcusables de les ordonner, en laissant mettre leurs signatures à la suite de celles du Comité central. Ils devaient abandonner à la conscience de chacun le parti à prendre, soit l'abstention par respect scrupuleux du droit, soit le vote en vue d'atténuer autant que possible la tyrannie que ces élections irrégulières allaient faire peser sur Paris. Ils devaient surtout ne laisser aucun doute dans l'esprit des électeurs sur le caractère illégal du conseil qu'il s'agissait d'élire.

Ceux d'entre eux qui se sont abstenus ont com-

pris ainsi leur devoir, les autres ont été coupables ; mais il convient d'ajouter qu'ils ne l'ont pas été au même degré. On peut suspecter les intentions de ceux qui ont siégé à la Commune, ou qui ont pris part sous son règne à des actes manifestement factieux ; la sévérité serait injuste à l'égard de ceux qui avaient donné auparavant et qui ont continué à donner des gages assurés de leur fidélité à l'ordre. C'est surtout pour une crise comme celle-ci qu'il est vrai de dire, avec un penseur éminent, que « le difficile n'est pas de faire son devoir par les temps d'épreuves civiles, mais de le connaître. » Qui n'a jamais failli avant et après le 18 mars?

Paris en somme n'a pas à rougir du rôle qu'ont joué jusqu'à ces tristes élections quelques-uns de ceux qu'il avait élus pour l'administrer ou pour le représenter, et l'assemblée a été sage de les désavouer sans les condamner. Dès le 13 mars, dans la dernière réunion des maires au ministère de l'intérieur, l'un d'eux demandait formellement que le soir même le Comité central fût dissous et ses membres arrêtés. Cet acte de vigueur parut prématuré; il était moins imprudent que celui qui, cinq jours plus tard, devait avoir une si funeste issue. Si Paris a conservé pendant huit jours des autorités légales, il ne le doit qu'à ses élus. Les municipalités se tiennent en permanence soit dans leurs mairies respectives, soit, quand elles en ont été expulsées, dans

celle du 2e arrondissement. Par leurs soins, des affiches partout apposées à côté des proclamations et des décrets de l'Hôtel-de-Ville apprennent aux habitants de Paris ce que fait pour eux à Versailles le gouvernement national de la France, et ce qu'essayent en son nom, à Paris même, les autorités qui le représentent. Sous leur direction, la résistance s'organise, et, si elle n'aboutit qu'à un avortement, elle est loin d'avoir été inutile. Elle a, pendant une semaine, arrêté la marche envahissante de l'insurrection et gagné du temps pour les préparatifs plus efficaces qui se faisaient au dehors. Si elle-même s'est vue paralysée par une capitulation soudaine, cette capitulation, si regrettable dans sa forme et dans quelques-unes de ses conséquences, n'a pas été sans profit. La guerre civile dans Paris pouvait être immédiatement suivie, après la défaite inévitable des défenseurs du droit et dans l'enivrement de la victoire, de cette attaque contre Versailles que les élections et l'installation de la Commune ont retardée d'une autre semaine : ces quinze jours de répit, en facilitant la réorganisation de l'armée, ont peut-être été le salut de la France.

CHAPITRE IV

LA COMMUNE

Si Paris peut avouer ceux de ses maires et de ses députés qui, pendant huit jours, ont maintenu le drapeau des lois en face du drapeau de l'insurrection, il doit s'honorer, à plus juste titre, de ceux de ses habitants qui, dans cette triste semaine et dans les deux mois plus tristes encore qui ont suivi, n'ont jamais ni désespéré de la bonne cause ni cessé de la servir. Une ville occupée par l'ennemi étranger est dans une situation beaucoup moins douloureuse que ne fut, à partir du 26 mars, le Paris honnête et fidèle à l'ordre. Elle garde quelques-unes de ses autorités civiles, qui représentent ce qui lui reste de droits et qui peuvent essayer de faire valoir ses plaintes. L'oppression qui l'accable n'est pas sans limites. Elle ne sera pas contrainte, fût-elle au pouvoir d'une garnison prussienne, d'envoyer ses enfants combattre les armées de la patrie. Elle sait qui

elle doit haïr, en qui elle doit mettre sa confiance. Sous la Commune, plus d'autorité légale à Paris; les nouveaux élus se partagent les mairies de leurs arrondissements respectifs. Nul droit distinct pour les habitants qui ne reconnaissent pas le pouvoir usurpateur; ils sont sujets comme les autres d'un gouvernement qui n'admet pas le doute sur sa légitimité; ils doivent à ses ordres une obéissance et au besoin un concours sans réserve. De 19 à 40 ans, mariés ou célibataires, ils sont sans distinction ses soldats pour une guerre qu'ils ont le devoir de maudire, et, s'ils tentent de s'y soustraire, ils sont poursuivis, emprisonnés, menacés de mort pour crime de désertion. Plus jeunes ou plus âgés, il ne leur est demandé qu'un service de police dont ils peuvent s'exempter sans autre peine que le désarmement et sous la seule menace d'un état de suspicion terrible en de pareils jours. Les portes leur sont même ouvertes, s'ils veulent fuir. La Commune encourage l'émigration des honnêtes gens, en qui elle ne voit qu'un embarras et un danger pour elle. Les départs se comptent chaque jour par milliers. Bon nombre de jeunes réfractaires se glissent parmi les hommes mûrs, les enfants et les femmes, les uns sous un déguisement, les autres à la faveur de l'encombrement, parfois même grâce à la connivence volontaire ou achetée des gardes nationaux de service On ne saurait blâmer ceux qui se sont dérobés par la fuite à

un régime aussi honteux que tyrannique : quiconque n'était pas retenu par des devoirs déterminés pouvait s'éloigner avec honneur ; mais combien cette émigration en masse rendait plus pénible la condition de ceux qui ne pouvaient pas ou qui ne croyaient pas devoir s'y associer !... Assurément quelque estime est due à ceux qui sont restés par devoir, et plus que de l'estime à ceux qui se sont créé des devoirs. Le nombre a été considérable des uns et des autres ; leur fermeté ne s'est jamais démentie, et chez plus d'un elle s'est élevée jusqu'à l'héroïsme. Le tableau de ces efforts, d'autant plus dignes d'être rappelés qu'ils ont été pour la plupart accomplis isolément et sans bruit, achèvera de montrer aux détracteurs trop absolus de la population parisienne que dans la « nouvelle Sodome » il y a eu beaucoup plus de justes qu'il n'en fallait pour sauver la première.

L'abandon par ordre des postes où s'était concentrée la défense des lois, le départ du général en chef, les démissions données par la plupart des officiers, le progrès de l'émigration avaient ôté toute possibilité d'une lutte ouverte. Les tentatives en vue d'une résistance collective et armée ne pouvaient prendre que la forme d'une conspiration. Or, les habitudes des hommes d'ordre ne les préparent pas aux complots ; ils n'ont pas les facilités pour s'entendre et pour agir que les sociétés secrètes donnent aux fauteurs de désordre; ils ne trouvent pas

comme ceux-ci, dans les passions des masses, une force toujours prête ; quel que soit leur nombre ils ne forment jamais faisceau. Ils sont d'ailleurs, par leurs dispositions plus naturellement pacifiques, plus prompts à se décourager, plus lents à reprendre courage. Ceux qui restèrent dans Paris, après l'avénement de la Commune, furent d'abord brisés par leur dernier échec. Ils n'entrevoyaient aucune chance prochaine de délivrance. Leur seul espoir était ou que le conseil élu fît preuve de quelque sagesse ou qu'il s'usât à la longue par ses excès mêmes. Les optimistes s'arrêtaient volontiers à la première hypothèse. Une fois maîtres du pouvoir, les plus révolutionnaires deviennent parfois des conservateurs décidés; tant de fautes avaient été commises par les chefs les plus éminents de tous les partis que l'ironie de la Providence tenait peut-être en réserve un homme d'État parmi ces inconnus qu'un scrutin sans exemple investissait du gouvernement de Paris. La seconde alternative paraissait beaucoup plus problable aux pessimistes : l'expérience ne tarda pas à justifier leurs craintes, sans justifier en même temps les espérances qu'y mêlait leur désespoir même.

Le Comité central avait été habile; la Commune, quoiqu'elle eût hérité d'une partie de ses membres, ne fut que violente. Elle fut au-dessous de toutes les tyrannies par l'inutilité, ou, pour mieux dire, par

l'insanité de ses crimes. Elle ne sut que faire revivre les mots de 1793, sans y faire passer le souffle qui les animait. Loin d'avoir des hommes d'État, elle n'eut pas même des tribuns. Dans ses ternes séances, qu'elle n'osa pas rendre publiques, et dont elle hésita lomgtemps à donner le compte-rendu, il n'y avait pas trace de cette éloquence enflammée qui devait, suivant un de ses membres, faire « écumer la multitude, » et rappeler « Danton débraillé et tonnant. » Et cependant cette assemblée où l'ineptie le disputait à la perversité, loin de perdre ses adhérents, en vit croître le nombre ; on la servait en la méprisant, on lui témoignait son dédain en s'abstenant de voter aux élections destinées à la compléter, on n'en obéissait pas moins à ses plus absurdes décrets, et on persistait à se battre pour elle. Tous ses soldats n'étaient pas également braves : beaucoup s'enfuyaient au premier choc, presque tous se lassaient après un service assidu hors des murs ; ils rentraient en criant à la trahison, mais ils ne passaient pas à l'ennemi.

La Commune se soutenait par les espérances de transformation sociale qui s'attachaient à son nom, par la solde qu'elle assurait à tous les gardes nationaux qui reconnaissaient son autorité, par l'organisation et la quasi-discipline de ses bataillons, par une sorte de point d'honneur militaire qu'il n'était pas rare de rencontrer chez ces hommes du peuple

dont l'orgueil avait été si imprudemment exalté et si amèrement déçu; elle se soutenait surtout par la défiance et la haine dont les « Versaillais » étaient l'objet. J'ai entendu des gardes nationaux emprisonnés au nom de la Commune, et qui n'avaient aucune raison de lui être attachés, s'écrier en montrant le poing : « Toute notre haine est pour Versailles ! » M. Guizot a dit excellemment : « Rien n'égale l'empressement des passions populaires à croire ce qui leur plaît et à excuser ce qui les sert [1]. » L'état de démence dans lequel a vécu une partie considérable de Paris sous la Commune est résumé dans cette phrase.

Tous les griefs contre un gouvernement abhorré étaient acceptés aveuglément. En vain les députés de l'extrême gauche, dans un manifeste qui leur fait le plus grand honneur, cherchaient-ils à justifier contre d'absurdes calomnies un gouvernement dont la politique était loin d'être la leur, et une assemblée à laquelle ils étaient profondément antipathiques ; ils n'y gagnaient que de s'aliéner la confiance des partis dont ils cessaient de représenter les passions. On ne doutait pas de l'imminence d'une restauration monarchique ; c'était un article de foi qu'il n'y avait pas autre chose dans l'armée adverse que « les zouaves pontificaux de Charette, les chouans de Cathelineau et les sergents de ville de Valentin ; »

[1] Discours sur l'histoire de la révolution d'Angleterre.

quiconque n'admettait pas sans preuve toutes les atrocités attribuées aux suppôts de la réaction en était regardé comme complice. Auprès des crimes des « Versaillais, » les plus abominables excès des « communeux » passaient pour des peccadilles ou des actes de légitime défense. « On fait pire à Versailles, » disaient les plus modérés. C'était le thème habituel des journaux populaires, même de ceux qui ne craignaient pas de flétrir ou de railler les actes de la Commune.

Un langage semblable se tenait parfois en des milieux où l'insurrection n'avait jusqu'alors rencontré qu'antipathie. Même en faisant la part des exagérations, le second siége rappelait le premier, éveillait des sentiments du même genre. Ceux qui en souffraient avaient quelque peine à distinguer d'un ennemi l'ami qui les tenait en partie bloqués, qui envoyait des obus sur leurs maisons, qui les menaçait d'une prise d'assaut suivie d'une affreuse boucherie dans leurs rues barricadées, qui les exposait enfin à toutes les conséquences de l'exaspération de leurs coassiégés. De là une disposition trop répandue à placer sur la même ligne la Commune et le gouvernement légal ; de là cette forme comminatoire sous laquelle se produisaient de nouvelles tentatives de conciliation.

Repoussés à l'Hôtel-de-Ville avec plus de hauteur qu'à Versailles, les promoteurs de ces tentatives ne

montraient d'égards que pour le pouvoir insurrectionnel : ils lui empruntaient presque tout son programme ; ils affectaient, en lui adressant leurs requêtes, une certaine confiance en sa sagesse ; à peine osaient-ils se plaindre de son refus. Versailles, au contraire, était menacé du soulèvement de tout Paris, s'il rejetait un seul article d'un traité de paix qui eût été le complet anéantissement des droits de la France sur sa capitale. L'esprit révolutionnaire dictait seul ces propositions : plus d'un défenseur de la Commune était parmi leurs adhérents ; mais il s'y trouvait aussi bon nombre d'honnêtes gens égarés ou aigris. D'autres propositions, plus modérées, mais non moins inopportunes, étaient présentées par des hommes à qui l'insurrection n'inspirait qu'horreur. Le refus inévitable auquel ils s'exposaient fournissait de nouveaux griefs aux ennemis de l'ordre ; les passions factieuses s'emparaient même des formes bienveillantes dont ce refus était entouré pour jeter la défiance entre le Pouvoir exécutif et l'Assemblée. La masse des hommes d'ordre ne se laissait pas entamer par toutes ces causes de malentendus ; mais, privée désormais de toute garantie légale, voyant la situation de plus en plus trouble, elle se laissait aller à l'impatience, au découragement, et, si elle ne s'égarait pas dans ses vœux, elle ne savait, en dehors d'un seul homme, en qui mettre sa confiance.

Une vaste conspiration dans l'intérêt de l'ordre avait donc contre elle toutes les chances. Elle fut tentée cependant, reçut une extension considérable, s'assura des instruments dans les rangs et parmi les chefs de l'insurrection, et, quoique soupçonnée, quoique dénoncée à la population par la Commune, qui prétendait tenir « tous les fils de cette intrigue ténébreuse, » elle sut se dérober à toutes les recherches. Un jeune lieutenant de vaisseau qui avait concouru à la défense de Paris comme colonel d'une légion bretonne, M. Domalain, en prit l'initiative. Il fut activement secondé par un lieutenant-colonel de l'ancienne garde nationale, M. Charpentier. Il s'agissait non pas d'un soulèvement, mais d'un concours énergique à donner aux troupes lorsqu'elles entreraient dans Paris. Plusieurs milliers d'hommes étaient acquis à cette œuvre de délivrance, et ils pouvaient compter que la partie la plus ferme des honnêtes gens restés à Paris n'hésiterait pas à les suivre au moment décisif. Le gouvernement était averti, un signe de reconnaissance convenu, une proclamation préparée. Tout fut déconcerté par l'entrée, inopinée pour elle-même, de l'armée, le 21 mai. Il ne put être entrepris que quelques mouvements isolés, doublement périlleux, car sans ordres, sans mots de ralliement, on avait tout à craindre de la défiance des soldats comme de la fureur des fédérés. Les hommes de cœur qui

ont payé de leur vie ces actes d'audace, les commandants Durouchoux et Poulizac, le capitaine Verdier, n'en font que plus d'honneur à la garde nationale fidèle.

De tels traits d'héroïsme ont été rares par la faute des circonstances ; mais le courage et le dévoûment des honnêtes gens de Paris ont pu se prodiguer sous bien d'autres formes pendant le règne et à la chute de la Commune. Refuser de servir un pouvoir usurpateur n'est qu'un courage négatif commandé par le strict devoir. Il ne faut pas l'admirer dans les classes supérieures, pour lesquelles les moyens de fuir ou de se cacher ne manquaient point, et qui n'étaient pas d'ailleurs l'objet de recherches bien rigoureuses. Les fédérés tenaient peu à incorporer de force des bourgeois dans leurs rangs; ils n'étaient impitoyables que pour les ouvriers réfractaires. La résistance à leurs ordres et la fermeté devant leurs menaces sont particulièrement méritoires chez des hommes dont la défaillance eût pu avoir l'excuse non-seulement de la contrainte, mais de l'ignorance et de l'exemple. Beaucoup, pour échapper à un service odieux, n'ont pas hésité à quitter leur mansarde, leur famille, leur travail. Trop pauvres pour émigrer, ils se réfugiaient dans d'autres quartiers, s'y tenaient cachés, et n'en sortaient que le soir, de temps en temps, pour venir, au risque de leur vie, se retrem-

per auprès des êtres chéris dont ils s'étaient séparés par devoir. Combien ont été surpris, et, plutôt que de céder, ont accepté la prison, plus d'une fois même la mort immédiate sans procès ! Pendant les derniers combats surtout, les arrestations, les fusillades sommaires, se sont multipliées pour ceux qui refusaient de monter sur les barricades. On ne distinguait plus alors entre les ouvriers et les bourgeois, entre les jeunes gens et les hommes mûrs ; on prenait quiconque s'aventurait dans les rues, on fouillait même les maisons. Plus d'un insurgé par force est tombé sous des balles amies ; plus heureux comme plus digne de regrets ceux que des balles insurrectionnelles ont punis de leur inébranlable fermeté!

Dans cette suprême agonie de la guerre civile, le domicile privé n'était pas seulement violé pour rechercher les réfractaires. Une surveillance inquisitoriale était exercée sur les maisons pour assurer l'exécution d'ordres arbitraires ; des hommes armés y pénétraient sous le moindre prétexte, se faisaient tout ouvrir sans plus de respect pour les propriétés que pour les personnes. Dans beaucoup de maisons, l'invasion a pour but de tirer par les fenêtres sur les troupes ; dans plus d'une, elle apporte l'incendie. Un grand nombre d'appartements dont les locataires ont fui n'ont pour gardiens que les concierges ou des domestiques : s'il y a eu des actes de

faiblesse, parfois même des actes de trahison parmi des hommes sans éducation chargés d'une si redoutable responsabilité, beaucoup ont fait preuve d'un rare dévoûment, et, si les ravages n'ont pas été plus considérables, on le doit surtout à leur présence d'esprit et à leur énergie. Les classes inférieures, comme toujours, ont fourni à l'insurrection le plus fort contingent; il n'en est que plus juste de rappeler les bons exemples qu'elles ont donnés.

Les femmes du peuple ont leur part d'honneur dans ces exemples, comme elles ont leur part d'infamie dans les crimes des insurgés. De pauvres ouvrières, d'humbles servantes ont su, par leur attitude, intimider les pillards et les incendiaires, et, avant les derniers forfaits, faire entendre les plus fortes protestations contre la spoliation des maisons religieuses et la profanation des églises. Vers le milieu de mai, à l'heure où se célébrait le *mois de Marie*, l'église Saint-Sulpice est envahie par un club, que protégent des gardes nationaux en armes. Elle n'était guère remplie que par des femmes. Quelques-unes s'enfuient; un grand nombre reste et s'oppose à l'invasion. Le prêtre, encore dans la chaire, les engage à céder à la force par esprit de modération et pour éviter de plus grands malheurs. Il donne l'exemple en se retirant. Le club essaye de s'installer. Un prédicateur d'athéisme prend la place du ministre de Dieu. Les

clameurs des femmes, qui n'avaient pas voulu abandonner leur église, couvrent sa voix; elles couvrent également les menaces des clubistes et de leurs acolytes. « Quoi, s'écriaient les gardes nationaux, il suffisait sous l'Empire de quelques sergents de ville pour nous disperser, et maintenant que nous sommes les maîtres et que nous avons des armes, nous ne pouvons avoir raison de la résistance d'une poignée de femmes ! » Ils n'en eurent pas raison ce soir-là.

C'est aussi aux classes inférieures qu'il faut faire honneur de la fidélité et du dévoûment qu'ont montrés presque sans exception, sous la Commune, les serviteurs subalternes de l'Etat. La plupart étaient restés à leur poste, du consentement formel ou tacite de leurs chefs. Leur conscience n'était pas engagée dans les services tout matériels que pouvaient exiger d'eux les usurpateurs des fonctions publiques, et eux seuls pouvaient protéger utilement de précieux intérêts. Placés entre leurs anciens et leurs nouveaux chefs, leur rôle était d'autant plus délicat qu'ils étaient seuls juges de la mesure qu'ils devaient y apporter. Ils se sont généralement acquittés de leurs difficiles devoirs avec autant de prudence que de fermeté. Ils ont veillé jusqu'à la fin sur le matériel des établissements publics et sur le mobilier personnel des fonctionnaires en fuite. S'ils n'ont pu partout empêcher les incendies, ils les ont

circonscrits. Leur vigilance s'est multipliée pour détourner des dépôts de poudre la fureur des incendiaires, pour couper les mèches et les fils de communication, et, quand ils n'avaient pu prévenir les désastres les plus terribles, pour essayer d'éteindre le feu ou du moins de lui arracher, avant de se mettre eux-mêmes en sûreté, quelques-uns des objets confiés à leur garde.

Je cède à un sentiment de reconnaissance personnelle en donnant une mention spéciale, parmi ces modestes et courageux employés, à ceux des prisons. Ils étaient pleins d'égards pour les détenus honnêtes (il n'y en avait guère d'autres). Par une attention délicate, ils réunissaient de préférence, pour la promenade, ceux entre qui ils devinaient une certaine affinité d'éducation et de goûts. « Nous étions ici avant la Commune, » disaient-ils à demi-voix, non sans une certaine fierté. Les marques d'humanité qu'ils se plaisaient à donner n'étaient pas sans péril. Le greffier du dépôt de la préfecture de police passait de son bureau dans une cellule, où il restait quarante jours, pour avoir témoigné quelque compassion aux premiers et aux plus éminents otages de la Commune : l'archevêque de Paris, le curé de la Madeleine, le président Bonjean. Quand le moment suprême fut venu pour les prisonniers, menacés par l'incendie à défaut du massacre, beaucoup furent sauvés par leurs gardiens, qui leur ou-

vrirent les portes, leur procurèrent des déguisements, ou bien, après les avoir fait sortir de leurs cellules, se joignirent à eux pour éteindre le feu en attendant les troupes libératrices.

Les fonctionnaires d'un ordre supérieur n'avaient pas tous quitté Paris. Beaucoup, bien qu'empêchés de remplir leurs fonctions, n'avaient pas cru devoir en déserter le siége, tant qu'ils n'étaient pas appelés ailleurs par des obligations plus impérieuses. Quelle plus belle fin que celle de M. Bonjean ! Après avoir partagé depuis le mois de septembre toutes les épreuves de la population parisienne, il s'était donné à peine quelques jours de congé, vers le milieu de mars, pour embrasser sa famille, dont il était resté séparé pendant six mois. Il se hâte de revenir à Paris en apprenant le triomphe de l'insurrection. Premier dignitaire par intérim de la magistrature française, il estime que sa place ne peut être que là où le droit est en souffrance. Arrêté presque aussitôt après son retour, il est retenu comme otage. Malade, on demande qu'il soit transféré à la maison municipale de santé. L'ordre de transfert est signé par le « délégué militaire à l'ex-préfecture de police, » le « général » Duval : le « délégué civil, » Raoul Rigault, s'y oppose. — « Bonjean ne sortira, s'écrie-t-il, que lorsque Blanqui nous aura été rendu, et il viendra ici même, à mon bureau, me demander sa grâce! » M. Bonjean ne fit pas entendre une

plainte. Peu de jours avant sa mort, répondant à un jeune ami qui lui reprochait son imprudence, il expliquait les nobles motifs auxquels il avait obéi, et il ajoutait que, si c'était à recommencer, malgré la cruelle expérience qu'il avait faite, sa conduite serait la même.

Les fonctionnaires dont les emplois étaient étrangers à la politique ou à l'administration proprement dite avaient reçu pour instruction de continuer à les remplir tant que des actes contraires à leurs devoirs ne leur seraient pas imposés. C'était une situation pleine de périls, dont toutes les exigences ont été acceptées sans murmures et observées sans défaillance. Elle pouvait obliger à des actes de résistance légale qui, pour la Commune, étaient des crimes. Un chimiste distingué, le pharmacien en chef de l'armée, M. Roussin, n'avait vu qu'un devoir d'humanité à fournir des remèdes pour les malades et les blessés de l'armée insurrectionnelle ; il recevait sans scrupule les ordres qui lui étaient donnés dans ce but ; il ne crut sa conscience engagée que lorsqu'il lui fut demandé de rendre des comptes à la Commune. Un ancien infirmier, transformé en intendant, le fait comparaître devant lui, entre en fureur à son refus de subir une comptabilité illégale et le fait traîner en prison. Là il attire sur sa tête de nouveaux dangers en se refusant à un interrogatoire en forme devant un prétendu juge d'instruction. Sa dé-

tention dure huit jours, sans qu'il ait à se reprocher, pour sauver sa liberté et peut-être sa vie, un seul acte de condescendance.

Ceux qui ne recevaient pas d'ordres des délégués ou des agents de la Commune étaient compromis par le seul fait des relations qu'ils étaient obligés d'entretenir avec leurs chefs réfugiés à Versailles. La bureaucratie n'abdique jamais ses droits. Des circulaires étaient envoyées, des rapports officiels ou confidentiels demandés comme par le passé, sans souci du décret sur les otages, qui menaçait de mort « toute personne prévenue de complicité avec le gouvernement de Versailles. » Un tel chef d'accusation était le prétexte le plus ordinaire des emprisonnements : les fonctionnaires fidèles enfermés dans Paris n'ont jamais cherché à en décliner les périls.

Ce sont surtout les fonctions intellectuelles, si l'on peut ainsi parler, l'enseignement public, les services scientifiques, la conservation des bibliothèques et des musées, qui ont continué à être remplies par leurs titulaires légitimes. L'intelligence était la moindre préoccupation des hommes de la Commune, bien qu'ils eussent un « délégué à l'instruction publique. » Leur sollicitude n'était éveillée que sur l'enseignement primaire. Ils voulaient en faire je ne sais quel « enseignement intégral ; » mais au fond ils n'y apportaient que la passion irréli-

gieuse. Ils respectèrent les instituteurs laïques, ils expulsèrent les congréganistes. Dans une note de leur *Journal officiel* qui n'a pas été une de leurs moindres infamies, ils accusaient de désertion les frères de la Doctrine chrétienne et les sœurs, et se justifiaient ainsi de les avoir remplacés. C'était ajouter la calomnie à la violence. Les instituteurs et les institutrices congréganistes n'ont quitté leur poste qu'à la suite d'une expulsion brutale, le plus souvent accompagnée de pillage, et plus d'une fois suivie d'arrestations.

L'enseignement secondaire est resté à l'abri d'actes directs d'ingérence ; ses membres ont pu continuer leurs fonctions sans recevoir d'autres ordres que ceux de leurs chefs légitimes. Ils ne les ont pas toutefois continuées sans danger. Les plus jeunes professeurs étaient atteints par la loi des réfractaires ; tous furent menacés par la fureur des derniers jours. J'en sais trois, qui, ne se croyant pas encore dispensés de leur service, quand la lutte était déjà engagée dans Paris, ont été arrêtés, en se rendant à leur lycée, entraînés vers une barricade et très-près d'être fusillés, lorsqu'une heureuse diversion leur a permis de s'enfuir.

Les lycées n'ont pas d'ailleurs évité l'invasion, s'ils ont échappé à une immixtion directe. Quelques-uns ont eu à subir le hideux drapeau rouge, qu'ils ont dû supporter, non-seulement par prudence, dans

l'intérêt de leurs élèves, mais en vertu d'un ordre venu de Versailles. Cette concession elle-même a failli être un nouveau péril : la première fois qu'ils ont vu cet emblème de la démagogie, les élèves du lycée Charlemagne ont tenté de l'arracher, et ce n'est pas sans peine qu'on a contenu leur généreuse indignation. Plusieurs lycées ont été occupés, soit partiellement, soit en totalité. La situation a été particulièrement terrible pour le lycée de Vanves, placé pendant deux mois au centre des combats les plus acharnés. Le courageux proviseur, M. Chevriaux, n'a pas voulu l'abandonner. Laissé sans instructions, il n'a pris sous sa responsabilité que de pourvoir au salut de ses élèves et des fonctionnaires sous ses ordres. Il n'a pas tardé à être arrêté comme coupable d'entretenir des relations avec Versailles. A ce crime se joignait pour lui celui d'avoir fait son devoir dans les journées de juin 1848 comme chef de bataillon de la garde mobile, et de s'être trouvé une seconde fois en face de l'émeute, le 31 octobre 1870, comme chargé au même titre du commandement de l'Hôtel-de-Ville. Enfermé à Mazas, il était un des otages le plus naturellement désignés à la vengeance des assassins. Le dévouement d'un gardien le sauva, la veille de la reprise de la prison par les troupes.

De même que l'enseignement secondaire, l'enseignement supérieur et les établissements consacrés

aux sciences et aux arts avaient été à peu près respectés. Le gouvernement avait cru sage de suspendre les cours publics. Les étudiants étaient d'ailleurs presque tous partis pour échapper à l'*obligation* de la guerre civile sous le drapeau de la Commune. L'énergie du secrétaire de la faculté des lettres épargna à la Sorbonne la honte d'un *club rouge*. Un essai de réorganisation révolutionnaire à l'École de médecine échoua misérablement. La Bibliothèque nationale reçut des mains de la Commune un directeur, que les conservateurs se résignèrent à reconnaître, par un accord qui, sous l'apparence d'un pacte avec l'insurrection, était un acte de courage. La garde de leurs collections passait pour eux avant le scrupule des formes légales. Les musées du Louvre subirent la « fédération des artistes, » à laquelle se soumirent, au nom des mêmes devoirs et avec le même courage, les employés fidèles. Révoqués, ils n'abandonnèrent pas leur dépôt; l'un d'eux, M. Barbet de Jouy, sollicitait et obtenait l'honneur d'y rester attaché comme simple gardien.

Si presque tous les établissements voués aux travaux et aux œuvres de l'intelligence ont pu être sauvés, ils le doivent au dévoûment de ces fonctionnaires de tout ordre, qui n'ont voulu fuir ni les périls généraux de Paris, ni les périls particuliers de leur service. Leur présence assidue, le zèle dont ils ne se sont jamais départis, ont détourné ou limité,

même dans les derniers jours, les velléités d'envahissement. Ils ont presque partout imposé aux incendiaires, et, quand ils n'ont pu arrêter leur rage, ils en ont atténué les effets. Les Archives, dans un des quartiers les plus exposés, ont été préservées par l'énergique vigilance de leur directeur, M. Alfred Maury, et de ses employés. M. Barbet de Jouy, de conservateur devenu gardien, de concert avec deux autres fonctionnaires qui s'étaient maintenus à leur poste, MM. Héron de Villefosse et Morœnt, a sauvé les collections du Louvre après des prodiges de présence d'esprit et d'audace ; mais c'est surtout à l'Observatoire que le dévoûment à la science a pris un caractère dramatique. Il faut lire l'émouvant récit du chef du bureau météorologique, M. Marié-Davy [1] : ces trois jours passés au milieu des fédérés ; — leur surprise en voyant que leur présence et leurs formidables mesures de défense n'empêchent pas les travaux (*en apparence du moins*, ajoute modestement le courageux physicien) ; — l'espèce de déférence qu'ils en témoignent pour les instruments et pour les savants ; — la sollicitude pleine d'angoisses avec laquelle ceux-ci se multiplient pour veiller au salut de leurs familles, pour protéger les collections et pour ne pas interrompre les observations com-

[1] Rapport adressé à leurs correspondants par les directeurs du bulletin international de l'Observatoire de Paris.

mencées; — la sécurité relative dont on jouit, malgré une fusillade incessante dont le bruit se rapproche de plus en plus, jusqu'au moment où, dans la nuit du 23 au 24 mai, l'incendie est tout à coup annoncé ; — les efforts à peu près heureux pour l'éteindre avec le concours des domestiques et de quelques ouvriers réfractaires de la Commune à qui l'Observatoire avait donné asile ; — le brusque retour des fédérés, forçant l'entrée de la maison qu'ils viennent de quitter après y avoir mis le feu, et lui demandant un refuge contre les troupes qui les poursuivent; — leurs injonctions réitérées de faire sortir les femmes et les enfants dont la présence les gêne dans leurs projets de destruction; — les préparatifs accumulés pendant plusieurs heures pour faire sauter tout l'édifice ; — la diversion apportée, sous la forme d'un nouveau danger, par l'explosion de la poudrière du Luxembourg ; — le salut enfin, au moment le plus critique, par l'irruption soudaine des soldats, la mort du plus enragé des insurgés et la débandade des autres!

Les grandes institutions qui ne dépendent pas ou qui ne dépendent qu'indirectement de l'Etat ont trouvé dans leurs membres ou dans leurs employés le même zèle pour leurs intérêts. La Banque de France n'a pas échappé à l'intrusion d'un délégué de la Commune ; elle a eu du moins le double bonheur de tomber entre les mains du plus sage de

cette bande, M. Beslay, et d'avoir à sa tête, dans son sous-gouverneur, M. le marquis de Plœuc, un homme intelligent et ferme. En faisant la part du feu, elle a préservé son encaisse et son crédit, et, ce qui n'était pas moins précieux pour elle, elle est restée sous la garde exclusive du bataillon qu'elle avait formé avec ses employés pendant le premier siége. Dès que l'entrée des troupes fut connue, ce bataillon se tint en permanence à la Banque, prêt à repousser toute attaque des fédérés, toute tentative d'occupation, de pillage ou d'incendie. Il y avait là des pères de famille dont les femmes, les enfants, les plus importants intérêts étaient, sur d'autres points de Paris, sans leur protection, exposés à tous les dangers. Ils n'eurent pas un instant de défaillance dans ces trois jours de mortelles angoisses, et ils eurent la satisfaction de remettre intact à la garde de l'armée française le grand établissement financier de France!

Le corps médical et ses auxiliaires bénévoles ou salariés ont déployé un égal courage pour la défense d'intérêts d'un ordre plus élevé. Les hôpitaux et les ambulances devaient, comme tout le reste, subir l'invasion de la Commune. Elle n'a pas eu plus de respect pour la Société toute privée de secours aux blessés que pour les dépendances de l'assistance publique. Partout où elle a mis la main, elle a porté la désorganisation : elle ne découragea point les

hommes dévoués dont elle troublait les services; ils lui cédèrent dans tout ce qui n'était que leurs droits, ils surent défendre contre elle tout ce qui intéressait directement leurs devoirs. Ils veillèrent jusqu'au bout sur leurs malades, et en les sauvant, ils sauvèrent, avec les édifices qui les abritaient, les bâtiments voisins. Paris leur doit la conservation du Luxembourg, et, bienfait plus inestimable, celle de Notre-Dame.

Il est superflu de rappeler le courage du clergé et des corporations religieuses dans ces lugubres journées. Des épreuves de ce genre sont toujours glorieuses pour l'Eglise. Dans les temps calmes, elle ne se fait que trop d'ennemis par sa tendance à sortir de son domaine; aux époques de persécution, la sagesse avec laquelle elle s'y renferme, le dévoûment sans bornes qu'elle met à le défendre, désarment les préventions les plus obstinées. Sous la Commune, elle n'a voulu rien sauver que son trésor spirituel. Les congrégations faisaient elles-mêmes aux envahisseurs les honneurs de leurs maisons qu'ils venaient piller. Les prêtres ne réclamaient, dans les églises occupées et le plus souvent profanées, qu'un coin, et au besoin un asile souterrain pour célébrer les saints mystères. Ils n'accordaient à la protection de leurs personnes ou plutôt des devoirs attachés à leurs personnes que le port, dans les rues, du costume séculier et la liberté de laisser croître leur barbe. In-

carcérés, ils attendaient patiemment la mort que tant d'entre eux n'ont pas évitée. Les plus jeunes avaient soif du martyre. Il y eut à La Roquette, lorsque le massacre des otages avait déjà commencé, un combat de générosité entre un missionnaire de vingt ans et un père de famille, le premier pressant le second de le laisser mourir à sa place en répondant à l'appel de son nom, si celui-ci venait le premier.

L'Eglise catholique a eu seule l'occasion de montrer cet héroïsme, parce que seule elle est assez puissante pour porter ombrage aux ennemis de toute foi ; mais, si les cultes dissidents n'ont pas partagé ses persécutions, ils se sont honorés en prenant publiquement sa défense.

Il ne faut pas oublier dans cette énumération des titres de gloire de la population honnête de Paris le rôle de la presse. Sauf de honteuses exceptions, ce rôle avait été courageux et digne au lendemain du 18 mars. L'accord qui s'était établi alors entre des journaux de toutes nuances se maintint quant à l'opposition au pouvoir insurrectionnel; mais il y eut, au point de vue du droit pur et des convenances de la situation, de nombreuses et regrettables défaillances. Un certain nombre de journaux, surtout dans la presse républicaine, ne surent pas s'abstenir, non-seulement de critiques inopportunes à l'égard des pouvoirs légaux, qui étaient le dernier bou-

levard de la société menacée, mais de comparaisons imprudentes entre leurs actes et ceux de la Commune, qui semblait mise sur la même ligne. Une telle attitude irritait d'autant plus les amis de la légalité, qu'elle était imitée et souvent exagérée par les organes des mêmes opinions en province. Les journalistes de Paris qui commirent cette faute avaient toutefois une excuse qui manquait à leurs confrères des départements, et dont ne leur tiennent pas assez compte ceux qui n'étaient pas avec eux sur la brèche. Ils jouaient leur liberté et leur vie en combattant la Commune dans son antre, et ils affrontaient d'assez grands périls, ils rendaient en même temps d'assez grands services pour se croire le droit de dire la vérité ou ce qui leur semblait la vérité à d'autres pouvoirs qu'à la Commune. C'était une erreur, mais il ne faut pas la leur reprocher au point d'être injuste ou ingrat envers leur courage.

La faute même qu'ils commettaient n'était pas sans avantages. Les attaques de la presse républicaine étaient particulièrement désagréables aux hommes de l'Hôtel-de-Ville et à leurs adhérents. Leur tactique était de faire croire qu'ils n'avaient d'adversaires que dans les partis monarchiques. Cette tactique ne pouvait être plus sûrement déjouée que par l'hostilité persistante que leur témoignaient des journaux aussi opposés qu'eux à toute tentative

de restauration, aussi peu suspects de partialité pour la majorité royaliste de l'Assemblée nationale. Ces journaux se faisaient lire d'une foule de républicains dont le fanatisme inclinait vers l'insurrection; ils les retenaient sur cette pente, moins encore en flétrissant les excès de la Commune qu'en mettant à néant les récits mensongers par lesquels elle entretenait les illusions de ses défenseurs.

Il ne faudrait pas oublier de tels services, lors même qu'ils auraient été rendus sans péril. Or le péril a toujours été au moins aussi grand pour les organes des opinions républicaines que pour ceux des opinions monarchiques. Les persécutions contre la presse depuis le 18 mars ont été assez capricieuses, et il serait difficile d'expliquer pourquoi certains journaux ont été supprimés dès le début, tandis que d'autres, non moins hostiles, ont vécu jusqu'à la fin de mai; mais ces caprices mêmes d'une tyrannie en démence ont affecté une sorte d'impartialité. L'*Univers* a vécu juste autant que le *Siècle*, la *Patrie* a été supprimée le même jour que l'*Avenir national*. S'il y a eu des différences dans les traitements infligés, elles montrent de quel côté la critique était le plus odieuse; presque tous les journalistes emprisonnés ou menacés d'emprisonnement et le seul journaliste mis à mort appartenaient au parti républicain.

Après les journaux qui pouvaient détourner de sa

cause les républicains de Paris, la Commune redoutait surtout ceux dont l'influence lui aliénait l'opinion publique à l'étranger. Une de ses plus étranges prétentions était d'être bien avec les peuples et même avec les puissances. Elle avait un « délégué aux relations extérieures » qui annonçait son avénement à l'Europe et au monde. Elle se faisait traduire les journaux étrangers, et les journaux français qui se lisaient le plus au dehors étaient particulièrement l'objet de sa surveillance. Aussi le *Journal des Débats* est un des premiers qu'elle ait supprimés, et la *Revue des Deux-Mondes* ne fut pas plus épargnée. On recula longtemps toutefois devant la suppression de la *Revue*. On se flatta d'intimider un recueil dont l'hostilité était d'autant plus désagréable que ses coups, bien que se répétant à des intervalles plus éloignés et gardant un caractère plus général que ceux de la presse quotidienne, portaient plus loin, et laissaient des traces plus profondes. Un de ses rédacteurs, coupable d'avoir témoigné son mépris de la Commune dans une étude historique dont elle faisait la conclusion plutôt que le fond [1], fut amené, en vertu d'un mandat d'arrêt, devant un haut fonctionnaire de « l'ex-préfecture de police. » Des explications qui lui furent données et que lui confirma quelques jours plus tard un intermédiaire officieux,

[1] C'est l'étude sur le Procès entre Paris et la province, qui forme la troisième partie de ce volume.

il résultait qu'on ne voulait prendre à son égard qu'une mesure de précaution (tel fut l'euphémisme dont on se servit). On avait saisi ses papiers, emporté les clés de son cabinet de travail, et on le retenait lui-même prisonnier « en vue du prochain numéro. » On espérait que ce numéro serait sage. La Commune acceptait la discussion de ses actes; elle ne supportait pas le mépris de ses droits : c'était détourner ses sujets de l'obéissance qu'ils lui devaient, c'était provoquer à la désertion dans la garde nationale. Peut-être les masses ne lisaient-elles guère la *Revue des Deux-Mondes;* mais elle se lisait ailleurs; elle faisait le plus grand tort. Le *Times* avait cité un passage de l'article incriminé. Un gouvernement régulier ne pouvait se laisser traiter dans le monde entier comme un vil ramas d'insurgés, comme « un tas de *fripouilles.* » On voulait bien se contenter, au lieu d'une suppression, qui « serait une trop grosse affaire, » de donner un avertissement, et, pour en assurer l'effet, on gardait un otage. L'effet ne se produisit pas. La *Revue* ne changea rien au ton à la fois mesuré et ferme de ses appréciations. On se décida alors à la frapper directement, et, pour que l'événement fît moins de bruit, on l'enveloppa dans la suppression en bloc de dix journaux. Le décret est du 19 mai; la Commune mourut avant qu'il eût pu recevoir un commencement d'exécution.

L'espoir d'intimider la presse fut une des plus constantes et des plus grossières illusions de la Commune. Elle eût voulu donner à son règne l'apparence d'une presse libre. Elle eut d'abord recours aux menaces, puis elle laissa agir « la justice du peuple, » c'est-à-dire l'irruption des gardes nationaux dans les bureaux et dans les imprimeries des journaux mal pensants; elle pratiqua ensuite des suppressions honteuses, pour ainsi dire, qu'elle s'abstint de publier; c'est assez tard que, reconnaissant l'impuissance de ses efforts, elle prit la responsabilité officielle de ses actes de rigueur. Elle n'y gagna rien. Les journaux qu'elle laissait vivre se faisaient un honneur de la traiter avec moins de ménagement, pour qu'on ne crût pas qu'ils achetaient son indulgence; ceux qu'elle condamnait à mort ressuscitaient au bout de quelques jours avec le même format, le même cadre et une opposition non moins vive. Le titre seul était modifié. Telle feuille [1] a eu l'honneur de quatre suppressions successives sous quatre titres différents; elle ne s'arrêta que lorsque la publication de tout nouveau journal fut rigoureusement interdite, sous peine d'être déféré à une cour martiale; mais son énergique rédacteur en chef ne s'arrêta pas. Depuis plus d'un mois, il était pourchassé par une police, enfantine dans sa brutalité

[1] Le *Bien public.*

même, qui ne parvenait à l'atteindre ni dans sa personne, ni dans les articles qu'il envoyait chaque jour à l'imprimerie. Quand il ne put plus se servir de sa plume, il se tint prêt à reprendre son fusil; il fut un des premiers parmi les gardes nationaux qui se rallièrent aux troupes : il était auprès du commandant Durouchoux lorsque celui-ci fut tué, et lui-même fut atteint d'une balle.

CHAPITRE V

LE VRAI PARIS SOUS LA COMMUNE

Telle a donc été l'attitude vraie de Paris pendant la sécession de 1871, attitude malheureuse plutôt que coupable, et où le bien a eu sa large part à côté des folies et des crimes. Il n'est pas douteux que la population parisienne, à la veille du 18 mars, ne fût obsédée par le spectre blanc. Toute frémissante encore de n'avoir pu échapper à la honte d'une capitulation, elle se croyait le devoir de sauver du moins la République menacée par la réaction « rurale. » Depuis ce jour néfaste, malgré la réprobation qui n'a pas cessé de se manifester hautement et publiquement pour d'exécrables attentats, le déshonneur et le véritable danger de l'idée républicaine, un trop grand nombre d'esprits ont gardé d'incurables défiances envers les représentants et les défenseurs de la légalité républicaine, toujours suspects d'arrière-pensées monarchiques. Cependant le tort le plus sé-

rieux de la majorité de cette population, et elle l'a cruellement expié, est de s'être laissée surprendre, comme le gouvernement lui-même, par le succès en quelque sorte foudroyant d'une insurrection qui, en une nuit, s'est trouvée maîtresse de presque tous les moyens d'action du pouvoir central et des administrations municipales, dans la double enceinte d'une immense place forte, et contre laquelle il n'a été possible à la résistance intérieure, désorganisée et sans chefs, que de défendre pendant quelques jours quelques positions isolées.

Malgré la puissance des faits accomplis, malgré la persistance des bruits de trahison ou de conspiration réactionnaire et en dépit de programmes équivoques rédigés avec une habileté digne de l'Empire, quand l'insurrection a fait appel au suffrage universel, les votes dont elle a pu se prévaloir ne se sont pas élevés au tiers des électeurs inscrits, les deux autres tiers ou se sont abstenus ou ont fait par leurs votes acte d'opposition. Trois semaines plus tard, de nouvelles élections réduisaient encore le chiffre de la minorité acquise aux nouveaux arbitres de Paris, de la France et du monde. Il s'en fallait donc de beaucoup que Paris fût représenté par sa prétendue Commune. Il ne l'était pas davantage par l'armée cosmopolite qui combattait pour elle, quelques avantages que donnassent au recrutement de cette armée la solde, la contrainte et l'apparence de convocations régu-

lières au sein d'une organisation toute formée. La masse parisienne comprenait, dans des proportions semblables, les mêmes éléments que la députation qu'elle avait élue le 8 février : aux extrémités, d'une part, une minorité criminelle ou aveugle insurgée contre les lois, de l'autre une minorité énergique et sensée qui luttait de toutes ses forces, avec tous les moyens en son pouvoir, pour le respect de la souveraineté nationale; au centre, deux nuances de républicains également indignés contre l'insurrection, mais dont les uns, craignant autant pour leur cause sa défaite que son triomphe, se résignaient à une sorte de neutralité aussi dangereuse que blâmable, tandis que les autres, affligés de tout ce qu'ils voyaient et n'envisageant l'avenir qu'avec effroi, se bornaient à des vœux stériles et à des manifestations inactives en faveur de l'ordre et de la légalité.

De cette confusion du bien et du mal, dans une population immense, résultait une ville impuissante à se sauver elle-même, mais non indigne de salut.

CONCLUSION

ÉTAT ACTUEL DE LA FRANCE

Nous avons reçu les plus cruelles leçons qui jamais, dans un aussi court espace, aient été infligées à un peuple : saurons-nous les comprendre et en garder le fruit ? Le spectacle de Paris, à cet égard, a surtout été instructif. Les premiers jours qui ont suivi la délivrance, on ne lisait sur presque tous les visages que la joie de se retrouver sain et sauf, et la colère contre ces bandits à qui le temps seul semblait avoir manqué pour réduire Paris en cendres. Ces deux sentiments dépassaient même toute mesure dans quelques-unes de leurs manifestations, et, de la part d'une population qu'une tache commune semblait encore souiller tout entière, ils pouvaient avoir une apparence de bassesse. Un journal crut devoir

rappeler, non sans un douloureux à-propos, l'énergique tableau que fait Tacite de l'aspect de Rome après la chute de Vitellius [1]. L'attitude est devenue peu à peu plus réservée et plus digne ; est-elle devenue plus sage? Le mouvement électoral raviva bientôt les vieilles querelles et fit perdre de vue les plaies récentes. On recommença à Paris, comme dans toute la France, à se diviser sur des mots et sur des noms propres. C'est notre plus triste manie, et, si nous n'y prenons pas garde, notre signe le plus visible de décadence. Ce n'est pas sans raison qu'on nous a comparés à ces Byzantins qui, dans les heures de répit que leur laissaient les Turcs, revenaient à leurs subtilités théologiques. Quand la guerre civile sévissait autour de Paris, le reste du pays, oubliant qu'il s'agissait de ses intérêts les plus pressants, transformait des élections municipales, où les affaires locales devaient seules être en jeu, en un débat sur des questions de politique transcendante. Il s'agissait de savoir quel est le vrai fondement de la souveraineté, s'il y a une forme de gouvernement supérieure au suffrage universel, si la république

[1] Sæva ac deformis urbe tota facies; alibi prælia et vulnera ; alibi balineæ popinæque ; simul cruor et strues corporum; juxta scorta et scortis similes, quantum in luxurioso otio libidinum, quidquid in acerbissima captivitate scelerum : prorsus ut eamdem civitatem et furere crederes et lascivire. (*Taciti Historiarum*, III, 83.)

doit être acceptée pour sa nécessité présente ou pour sa légitimité absolue. Quiconque n'avait pas une opinion arrêtée sur tous ces points était incapable de prendre part à l'administration de son village ou de sa ville. Les élections complémentaires pour l'Assemblée nationale ne pouvaient que faire renaître les mêmes débats.

En vain des ruines toujours fumantes nous crient-elles qu'il faut courir au plus pressé, conserver ce qui tient encore pour raffermir ce qui chancelle et relever ce qui est par terre, qu'il est insensé de se quereller sur l'avenir et sur l'absolu quand le présent a besoin de tous nos efforts; en vain ce grand citoyen que la confiance du pays a placé à la tête de ses affaires nous donne-t-il avec instance le même conseil : toutes les questions qu'il serait urgent de résoudre nous laissent indifférents; nous n'avons à cœur que de discuter les bases d'une constitution dont beaucoup réclament et dont presque tous acceptent l'ajournement. Quand nous laissons un instant reposer les questions de principe, nous soulevons avec aussi peu d'opportunité les questions de personnes; nous nous complaisons dans des débats rétrospectifs sur les fautes qu'a pu commettre il y a quelques mois ou quelques années, parfois même il y a près d'un siècle, tel homme d'Etat ou tel général, et toutes nos passions sont en jeu dans ce qui ne devrait être qu'une appréciation historique réservée

pour les temps calmes. Paris est une ville trop française pour ne pas retomber dans la même manie; les divisions lui sont trop naturelles pour qu'il ne l'exagère pas encore. Ce qui fait à la fois son charme et son malheur, c'est que chacun peut s'y faire une société de son choix assez large pour qu'on s'y renferme sans y étouffer. On n'y a pas comme en province, surtout dans les petites villes et dans les campagnes, des relations forcées avec des hommes de toute condition et de toute éducation ; il en résulte que les différentes couches de la population restent sans liens entre elles, sans habitudes communes qui leur permettent de s'entendre et d'agir les unes sur les autres. Même éparpillement pour les nuances d'opinions. Chacune est représentée par un groupe assez nombreux pour se faire illusion sur sa faiblesse, et ne pas sentir le besoin de se rapprocher des groupes les moins distants. De là bien des malentendus qui ont été pour beaucoup dans les folies que nous expions, et qui menacent de nous laisser de nouveaux sujets de repentir.

Il s'est fait cependant un progrès sensible. L'accord se réalise aisément dans les réunions électorales sur presque toutes les questions pratiques ; il ne menace de se rompre que lorsque surgit tout à coup un de ces mots malencontreux qui ont le privilége de nous faire perdre notre bon sens. Le souvenir de l'abîme d'où nous sortons à peine est le

meilleur et peut-être le seul remède à ces accès de déraison : quel plus fort lien que des souffrances endurées en commun et réclamant les mêmes moyens de salut? Dans un de ces nombreux comités qui s'étaient formés en vue des élections, on discutait, conformément à la manie française, une déclaration de principes. Un des assistants fit remarquer qu'il y manquait le point le plus essentiel : — le souvenir de la Commune. On se récria : A quoi bon une telle mention? La Commune est morte. — Eh bien !non, elle n'est pas morte! Elle vit dans les ruines qu'elle a laissées; elle se perpétue dans les idées fausses, dans les passions sauvages qu'elle représentait, et qu'elle n'a pas emportées dans sa chute : ne saurons-nous pas faire durer aussi le seul bien qu'elle ait produit, — ce large parti de l'ordre où elle a fait entrer tous ceux qu'ont révoltés ses excès, et dont la nécessité n'a pas disparu avec elle?

Par malheur, les fantômes continuent à diviser ceux que tant de réalités terribles devraient unir. Les divisions des hommes d'ordre tendent du moins à se réduire à deux courants contraires. Dans l'un domine l'horreur des révolutions : on voit partout des complices ou des fauteurs de la Commune. Quiconque a dans son passé un acte d'adhésion à une révolution quelconque est signalé comme un ennemi de la société. On en veut surtout aux « hommes du 4 septembre ; » la haine dont les poursuit une presse

soi-disant conservatrice dépasse en fureur celle dont les mêmes hommes étaient naguère l'objet de la part des communeux. Leurs aînés, les « hommes du 24 février, » ne sont pas plus ménagés. Beaucoup ne s'en tiennent pas là, et ni 1830, ni même 1789 n'échappent à leurs anathèmes. On ne fait que soulever par là l'autre courant, où règne l'horreur de l'ancien régime. Ici, on rêve encore de dîmes, de corvées, d'abus féodaux. On s'arme en guerre pour défendre la société moderne, menacée par les prétentions monarchiques, aristocratiques et cléricales. En un mot, des deux côtés, des dangers trop réels se grossissent, dans des proportions énormes, de dangers imaginaires; on perd de vue les vrais ennemis pour repousser d'inoffensifs adversaires, et beaucoup, dans leur ardeur à pourfendre les seconds, tirent sur leurs meilleurs alliés contre les premiers. Combien, contre lesquels on évoque le spectre rouge ou le spectre blanc, ne sont séparés que par des nuances, sont animés des mêmes sentiments, préoccupés des mêmes intérêts, également éloignés des partis extrêmes! Faute de se connaître, ces hommes sages et modérés s'éloignent les uns des autres, et se réduisent à l'impuissance. Un grand nombre s'abstient, par peur des excès dans l'un ou l'autre sens; beaucoup, sans approuver les violences des hommes de parti, se laissent entraîner à leur remorque. C'est ainsi que les élections des mois de

juillet et d'octobre, à Paris et en province, grâce aux entraînements de luttes sans scrupules et surtout aux abstentions, ont donné quelques résultats infiniment regrettables. Ces élections ont été toutefois, dans leur ensemble, meilleures qu'on n'osait l'espérer. Par cela seul que les partis se sont groupés suivant l'un ou l'autre courant, les ardents ont fait des concessions aux modérés, et il s'est trouvé en définitive que beaucoup de députés, de conseillers municipaux ou de conseillers généraux élus sous des bannières rivales n'avaient qu'un pas à faire pour se donner la main.

Contre toute prévision, le courant de droite l'a emporté à Paris, tandis que le courant de gauche a eu l'avantage en province. Non-seulement Paris a choisi, pour compléter sa députation et pour composer son conseil municipal, des hommes en majorité modérés, mais il a suivi dans le plus grand nombre de ses choix le mot d'ordre d'un comité de journaux dont le lien apparent était la défense de l'ordre, et le lien réel, l'antipathie pour les idées républicaines. La couleur que la plupart de ces journaux semblaient donner à leurs listes a éloigné beaucoup de voix libérales et modérées dont l'abstention ou le vote perdu a fait passer quelques noms d'une signification fâcheuse; le bon esprit qu'ils ont eu de rester bien en deçà de leurs tendances et des ardeurs de leur polémique dans la confection de

leurs listes, a assuré, d'un autre côté, leur succès relatif, et, si l'on peut ainsi s'exprimer, le bon aloi de ce succès. Les élections parisiennes du commencement et de la fin de juillet prouvent en somme que la leçon de la Commune n'a pas été vaine et que, si elle n'a pas opéré le désarmement des partis extrêmes, elle a suscité entre eux une majorité sage, avec laquelle ils ne peuvent se dispenser de compter.

Dans un grand nombre de départements, les élections se sont faites contre les prétentions monarchistes, imprudemment associées aux intérêts de l'ordre et transformées par les partis adverses en une réaction aveugle au profit de l'ancien régime. Quelques noms ouvertement révolutionnaires ont grossi l'extrême gauche de l'Assemblée et fait surgir pour la première fois des conseils généraux où domine le radicalisme; ce ne sont toutefois que des exceptions : la plupart des élus ont donné des gages d'une modération réelle et leur attitude ultérieure n'a pas démenti la sagesse de leurs déclarations devant leurs électeurs. Les idées sages l'emportent, on n'en saurait douter, dans la masse de la nation et dans les assemblées qui la représentent; elles l'emportent surtout dans l'Assemblée nationale, à gauche comme à droite. Les partis extrêmes n'y forment que de faibles minorités, et ces minorités elles-mêmes peuvent être qualifiées de modérées,

par comparaison avec les partis vraiment extrêmes qui, sans être en majorité, tiennent une trop grande place dans le pays. Les radicaux de l'Assemblée sont presque des réactionnaires auprès des « rouges » de Paris et de la province. Les partisans du drapeau blanc et les quelques bonapartistes que compte l'Assemblée sont presque des révolutionnaires auprès des impatients qui, dans les châteaux ou dans les chaumières, dans les sacristies ou dans les casernes, se répandent en plaintes amères contre l'état de choses actuel et appellent à grands cris un « sauveur. »

Tous les partis parlementaires comprennent la nécessité des concessions : leur défaut est de ne pas sentir également le besoin de la conciliation. Avec plus de prudence, ils obéissent aux mêmes courants que le pays lui-même. De là leur division en une droite et une gauche, qui ne se distinguent véritablement que par une défiance mutuelle : division fatale qui laisse l'Assemblée sans une majorité fixe et le gouvernement sans un point d'appui solide! La majorité est incontestablement à droite, si l'on ne consulte que les sympathies ou les antipathies personnelles qui unissent ou séparent entre eux les différents groupes de députés; mais, si l'on tient compte des actes et de la politique générale, la majorité est flottante, prenant sa base, tantôt à droite, tantôt à gauche, et se formant le plus sou-

vent par un rapprochement, qui ne réussit pas à devenir une alliance, entre les fractions modérées des deux partis.

Rien n'est plus propre à discréditer le gouvernement parlementaire, également cher à la droite et à la gauche, sans que ni l'une ni l'autre, par une contradiction déplorable, sache faire un effort énergique pour en remplir les conditions. La plus essentielle de ces conditions n'est-elle pas en effet l'existence, au sein du parlement, d'une majorité sinon homogène, du moins fortement unie, dont tous les membres se soient mis d'accord sur une même ligne de conduite. Les causes d'inquiétude qu'entretiennent dans le pays l'indécision, les fluctuations, les conflits des pouvoirs publics viennent surtout de l'absence d'une telle majorité. La France ne se sent pas gouvernée et elle s'en prend à l'assemblée souveraine qui s'est chargée de la gouverner. Le malaise qu'elle éprouve est celui qu'exploitaient déjà, il y a vingt-deux ans, contre une autre assemblée nationale, les deux ennemis du gouvernement parlementaire : le césarisme et la démagogie.

La leçon de 1851 sera-t-elle perdue? Le césarisme ne dispose pas de la force légale, comme à la veille du coup d'Etat; mais il se relève déjà de sa chute honteuse; il est en progrès dans les masses et dans une partie de la bourgeoisie, qu'obsèdent toujours

les mêmes spectres; il a repris possession d'une grande partie de la presse, ici s'affirmant sans déguisement, là prenant le masque de la conservation sociale; l'administration et l'armée n'ont pas abdiqué son esprit et il y retrouverait au besoin, non sans doute des instruments pour une révolte, mais des auxiliaires pour une domination nouvelle. La démagogie se relève comme le césarisme, après une chute plus lamentable que celle de juin 1848; elle aussi est en progrès, grâce à des moyens de propagande qui, dans les milieux où elle se recrute, peuvent se jouer de la suppression des journaux et de la fermeture des clubs.

Le grand mérite de l'assemblée actuelle, celui par lequel elle l'emporte sur l'assemblée législative de 1851, c'est qu'elle est à peu près fermée à ces deux influences également détestables : qu'elle cesse donc de les encourager dans le pays par le spectacle de ses divisions et de son impuissance. Il serait vain d'espérer qu'elle puisse former un seul parti politique; mais elle possède les éléments d'une forte majorité, à laquelle il ne manque que de prendre conscience d'elle-même et de vouloir rester unie. Cette majorité n'est pas celle qui s'affirme sans cesse en paroles et qui se dément dans la plupart de ses actes. La droite de l'assemblée ne peut plus prétendre au nom de majorité parlementaire, du moment qu'elle s'est divisée, non sur des questions de prin-

cipes qui peuvent être réservées sans un péril immédiat, mais sur des questions de conduite qui ne souffrent pas de délai. Entre ceux qui acceptent l'épreuve de la République et ceux qui la déclarent absolument funeste, entre ceux qui continuent leur confiance à M. Thiers et ceux qui la lui retirent avec éclat, ne subsiste plus l'entente nécessaire pour former ce parti de gouvernement à qui appartient la direction suprême des affaires publiques sous un régime vraiment parlementaire. Un tel parti ne peut être constitué que par ceux qui soutiennent de leurs votes, en se faisant des concessions mutuelles, le chef de l'État et ses ministres. Dans l'assemblée actuelle, il ne peut trouver sa base qu'au centre gauche, en embrassant, à droite et à gauche, tous ceux qui se refusent à des actes formels d'opposition.

Voilà la vraie majorité, la seule qui puisse exercer une action efficace et utile sur les destinées du pays. Malheureusement, ses membres ne s'unissent qu'à contre-cœur; ils tendent sans cesse à se disjoindre, et jusqu'au moment des votes définitifs, on peut croire qu'ils vont agir en sens contraire. Qu'ils sachent enfin faire au salut public le sacrifice de leurs préventions. Ces préventions sont surtout rétrospectives, et s'il n'est pas possible de les abjurer entièrement pour l'avenir, le présent peut s'en dégager. Entre les préférences des uns pour la monarchie, des autres pour la république, la différence est

beaucoup plus dans les mots que dans les choses. Les premières sont d'ailleurs forcément platoniques. Le manifeste par lequel le comte de Chambord a repoussé tout autre drapeau que le drapeau blanc a renvoyé à un avenir indéfiniment éloigné les espérances de tous les légitimistes éclairés, et il n'a pas porté un coup moins fatal à celles des orléanistes. Il leur a ôté l'espoir d'une fusion qu'ils ne pouvaient accepter que sous le drapeau tricolore, et hors de laquelle ils ne pourraient cependant que courir une aventure insensée, s'ils prétendaient, dans l'état actuel de la France, relever une monarchie bâtarde qui aurait contre elle tous les vrais monarchistes, sans retrouver ses anciens appuis, acquis aujourd'hui en grande partie à l'Empire ou à la République. Une compétition sérieuse ne peut exister pour le moment qu'entre ces deux dernières formes de gouvernement, les seules qui aient encore des racines dans la masse du peuple; or, les monarchistes libéraux ne peuvent que préférer une république parlementaire, qui a le double mérite de sauver la liberté politique et de réserver l'avenir, à une restauration impériale, dont le succès serait obtenu par une double usurpation sur le principe d'hérédité et sur le principe de liberté.

La dissidence la plus grave entre les deux côtés de l'assemblée porte sur les questions religieuses; mais ici encore, les défiances mutuelles tiennent

plus de place que l'opposition des principes. Le cléricalisme et le matérialisme purs ne réunissent que de rares adeptes; partout ailleurs, le respect est général pour les idées spiritualistes et pour les croyances chrétiennes, de même que pour les principes d'un sage libéralisme. S'il y a d'un côté une foi plus vive ou plus ombrageuse, les plus zélés déclarent hautement qu'ils ne veulent que le droit commun. Si, de l'autre, domine la crainte d'un prosélytisme envahissant, les moins religieux ne réclament que des garanties pour la liberté de la conscience et de la science. L'accord n'est pas fait sans doute sur la nature et sur l'étendue de ces garanties; mais, en attendant des réformes, dont la discussion n'a rien d'urgent, les lois existantes offrent un terrain commun, sur lequel tous, sans compromettre les intérêts qui leur sont chers, peuvent se maintenir et s'entendre.

Assez d'actes de sagesse depuis la réunion de l'Assemblée ont honoré la gauche et la droite modérées, pour que rien ne s'oppose entre elles, non-seulement à une entente, mais à une sérieuse alliance. Cette alliance est déjà consommée dans la composition du ministère formé par M. Thiers : elle doit se faire dans la majorité jusqu'à présent incohérente qui soutient ce ministère. Réalisée dans l'Assemblée, elle opèrera dans le pays un rapprochement semblable. Elle groupera cette masse flottante qu'em-

portent tour à tour le courant libéral et le courant réactionnaire, ou qui s'abstient par peur de l'un ou de l'autre. Elle conjurera les vaines alarmes qui entretiennent la discorde et ne laissera place qu'au sentiment des vrais périls qui réclament l'union.

Ces périls ont été exposés dans les études qui précèdent : c'est l'Allemagne acharnée contre nous et dont la haine ne fera que s'accroître après une troisième invasion, comme elle s'est accrue après les deux premières ; ce sont ces haines intestines, de parti à parti, de classe à classe, plus ardentes dans bien des cœurs que la haine de l'ennemi du dehors, depuis surtout que les horreurs de la guerre civile se sont ajoutées, en les égalant, à celles de la guerre étrangère ; c'est la facilité avec laquelle les idées les plus fausses et les plus funestes se font accepter cemme des dogmes et trouvent des fanatiques prêts à tout justifier et à tout oser dans leur intérêt ; c'est enfin et surtout la séduction de l'arbitraire et de la force brutale sur un peuple ignorant, léger, passionné, qui, après tous les désastres accumulés en quelques mois par les diverses dictatures qu'il a acclamées ou subies, ne sait pas encore prendre l'habitude et sent à peine le besoin de se gouverner lui-même. Nous avons fait preuve, dans les disgrâces où nous ont précipités toutes ces causes de destruction, d'une vitalité matérielle et morale qui a étonné le monde et qui nous a étonnés nous-

mêmes, malgré notre présomption. Que ce soit notre réponse à ceux qui nous déclarent à jamais perdus ; mais que ce ne soit pas une excuse pour notre aveuglement et notre paresse. Les efforts qui nous ont en partie sauvés n'ont guère été que la réaction instinctive d'une nature vigoureuse contre une maladie aigüe : la convalescence demande des efforts réfléchis et elle est souvent plus dangereuse que la maladie elle-même pour qui ne sait pas faire un usage prudent de ses forces. La France est appelée à de nouvelles épreuves plus difficiles peut-être que celles qui l'ont si cruellement atteinte dans son territoire, dans sa fortune et dans son orgueil : elle ne pourra y faire face que par des prodiges de patriotisme, d'union et de bon sens.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

La guerre étrangère. — La haine nationale entre la France et l'Allemagne. 1

CHAPITRE I. — Origine de la haine des Allemands contre les Français 5

— II. — Causes morales de la guerre entre l'Allemagne et la France 25

— III. — Les effets et les leçons de la défaite. 39

DEUXIÈME PARTIE

L'armistice. — Les élections. 51

CHAPITRE I. — L'invasion en province. 53

— II. — Les élections en province 72

— III. — Les élections à Paris. 89

TROISIÈME PARTIE

Le procès entre Paris et la province. 101

CHAPITRE I. — Origine de l'antagonisme politique entre Paris et la province. 104

— II. — Les élections à Paris et en province depuis 1789. 115

— III. — Les deux spectres en province et à Paris 131

— IV. — Les malentendus actuels et les espérances de conciliation. 143

QUATRIÈME PARTIE

La guerre civile 147

CHAPITRE I. — L'armée du désordre. 151

— II. — L'armée de l'ordre. 163

— III. — Le Comité central 180

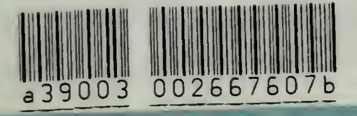
— IV. — La Commune. 200

— V. — Le vrai Paris sous la Commune. . . 231

Conclusion. — Etat actuel de la France 235

FIN DE LA TABLE

COULOMMIERS. — Typog. A. MOUSSIN


a39003 002667607b


U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 04 03 08 17 09 9